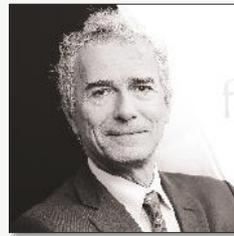


AUDIENCE

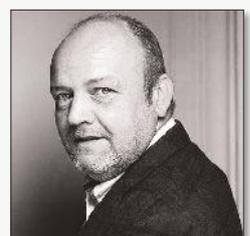
NUMÉRO QUATRE

TRIMESTRIEL

PRINTEMPS 2017



EUX PRÉSIDENTS ?



NUMÉRO PRÉSIDENTIEL

AUDIENCE

N U M É R O Q U A T R E

PRINTEMPS 2017

X

24 - 51

COVER STORY

EUX PRÉSIDENTS ?

Les acteurs
du monde de l'économie
et de l'entreprise
nous livrent leurs idées
et leurs projets "présidentiels"...
...Pour faire gagner la France !

Gilles BABINET
Charles BEIGBEDER
Xavier BEULIN
Jean-David CHAMBOREDON
Jacques CHANUT
Patrick ERRARD
Xavier FONTANET
Pierre GATTAZ
Ghislain HANICOTTE
Philippe HAYAT
Antoine JOUTEAU
Gaspard KOENIG
François-Michel LAMBERT
Thibault LANXADE
Hugues LE BRET
Patrick LÉGERON
Jean-Pierre LETARTRE
Grégoire LECLERCQ
Michel LÉVY-PROVENÇAL
Pascal LOROT
Jean-Claude MAILLY
Louis SCHWEITZER
Jacques SÉGUÉLA
Jean-Claude SEYS
Frédéric TIBERGHIE
Marc TOUATI
Agnès TOURAINE

04 C DANS LÈRE
Tour d'horizon des
actualités du droit

06 DÉCRYPTAGE
Présidentielle, une
élection à 6 tours ?

09 RENCONTRE
Dans les coulisses d'un
institut de sondages
avec Jean-Daniel LÉVY

« Les sondages
influencent d'autant
plus l'électeur que le
politique est faible... »

14 ÉCLAIRAGE
Secret médical,
Secret d'État ?

17 FACE À FACE
Michèle DELAUNAY se
confie sur la santé des
hommes politiques...

« Le dopage en
politique ?
On en parle peu ! »

18 PORTRAIT
Hillary Clinton
Game Over!

21 ENTRETIEN
François DURPAIRE éclaire
la France et l'Amérique...

« L'élection
de Trump ouvre
des boulevards ! »

52 LE SAVIEZ-VOUS ?
Vos droits et devoirs
le jour du vote

54 À VOUS DE JOUER !
Qui a dit quoi ?
Les phrases politiques
de l'année 2016 !

56 ZONE DE NON-DROIT
De l'avocat à Spinoza...
Il n'y a qu'un pas !

ÉDITORIAL



Ghislain Hanicotte

Directeur de la publication
Associé ADEKWA Avocats

Il y a un an, en janvier 2016, le cabinet ADEKWA Avocats sortait le premier numéro de son journal AUDIENCE, tiré à 5 000 exemplaires.

Un magazine pour pouvoir s'exprimer en totale indépendance, ce qui est le propre de l'avocat, afin d'être crédible et convaincant.

Aujourd'hui, un an plus tard, AUDIENCE #4 est diffusé à 10 000 exemplaires.

Plutôt un signe de bonne santé.

À propos de santé, tous les avocats associés et membres du cabinet ADEKWA vous souhaitent pour 2017 de bons moments qui, les uns se succédant aux autres, feront de 2017 une année joyeuse et heureuse.

Nous ne remercierons jamais assez Jean-Louis Borloo, Pierre Gattaz, Jacques Toubon, Delphine Ernotte, Alain Juppé et tant d'autres de nous avoir fait confiance dès l'origine de ce projet.

L'année 2017, vous le savez, revêt un caractère éminemment présidentiel.

En 1966, Georges Pompidou, encore Premier ministre, alors que l'on remet à sa signature une pile de décrets, s'exclamait :

« Mais arrêtez donc d'emmerder les français. Il y a beaucoup trop de lois, trop de règlements dans ce pays ».

C'était il y a près d'un demi-siècle !

Nos dirigeants politiques ayant légitimement décidé de faire le bien de l'individu, quoi qu'on en dise, en décidant à notre place ce qu'il y a lieu de faire, de dire et même de penser, il y a restriction de la liberté individuelle et déresponsabilisation du citoyen et donc de chacun d'entre nous.

C'est dans cette optique que nous avons donné "audience" à de nombreux responsables et dirigeants de notre société pour pouvoir les écouter et entendre parfois ce que nous pensons tout bas et que nous n'osons crier...

À tout candidat, entendeur, salut !

GH

VOUS ÊTES PRIÉS DE TIRER LA GUEULE, MERCI !

La cour administrative d'appel de Paris le confirme : il n'est pas autorisé de sourire sur sa photo de passeport. À l'origine de l'affaire, un haut fonctionnaire contestait le rejet en préfecture de sa demande de renouvellement de papiers en raison de la mimique joviale qu'il affichait sur sa photo d'identité. L'arrêté du 5 février 2009 précise en effet que l'intéressé « doit adopter une expression neutre et avoir la bouche fermée ». Avec pour référence *La Joconde*, l'avocat du plaignant arguait que l'on pouvait « sourire avec une bouche fermée tout en gardant une expression neutre ». Force est de constater que l'argumentaire n'a guère convaincu la cour... En la matière, avoir une tête d'enterrement est donc de rigueur.



DANS L'ÈRE

EN FRANÇAIS, S'IL VOUS PLAÎT !

En conflit avec une société israélienne, une plaignante voulait coute que coute obtenir la nullité d'un contrat portant sur la location d'un dispositif médical. Visiblement adepte des références historiques, l'intéressée a alors pris appui sur l'article 111 de l'ordonnance de Villers-Cotterêts datant de...1539 ! À l'époque, François I^{er} avait imposé que tous les actes et arrêts soient « prononcés, publiés et notifiés aux parties en langue maternelle française, et pas autrement ». Mais le stratagème s'est avéré caduc puisque seuls les actes de procédure sont aujourd'hui concernés par cette obligation. C'est ce qu'a rappelé à l'automne la première chambre de la Cour de cassation. Les actes juridiques rédigés en langue étrangère et versés au débat peuvent en effet être exploités par le juge, y compris s'ils ne sont assortis d'aucune traduction. C'est alors au magistrat de trancher : il peut les retenir au regard de leur force probante ou, au contraire, les écarter. *In fine*, si le français demeure la langue de la procédure, ce n'est pas (forcément) la langue des actes juridiques. *OMG!*

TRÈS CHÈRE IDENTITÉ NUMÉRIQUE...

À l'heure de la numérisation grandissante des modes de vie, l'usurpation d'identité ne se ne connaît pas la crise sur la toile. Et se faire passer pour un autre sur le web peut entraîner des sanctions financières non-négligeables, qui plus est lorsque cette pratique s'adjoit au dénigrement et à la calomnie. Le tribunal de grande instance de Paris n'a pas manqué de le rappeler à l'automne en condamnant un homme à verser 11 000 euros d'indemnités à sa victime. L'usurpateur en question avait mis en ligne un site au nom d'un autre pour avoir le loisir d'insulter et injurier en toute impunité certaines personnes qu'il ne portait pas dans son cœur. Mal lui en a pris. Les nombreux clichés détournés, commentaires scabreux et données personnelles jetés en pâture ne sont pas passés inaperçus et la supercherie a vite été démasquée. Notons que l'article 226-4-1 du Code pénal punit d'un peine maximale d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende le fait « d'usurper l'identité d'un tiers ou de faire usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération ».

DIFFAMATION : UN LIEN PEUT RELANCER LE DÉLAI DE PRESCRIPTION

Sur la toile, les blogueurs, éditorialistes ou autres twittos n'ont qu'à bien se tenir ! La Cour de cassation estime que la publication d'un lien hypertexte redirigeant vers un ancien contenu (article, billet, post...) fait à nouveau courir le délai de prescription de trois mois en matière d'infraction sur la liberté d'expression. Autrement dit, un internaute qui publie un texte diffamatoire pourra être attaqué bien des années plus tard s'il publie un nouveau contenu intégrant un lien vers son premier texte. La plus haute juridiction estime en effet que « toute reproduction, dans un écrit rendu public, d'un texte déjà publié, est constitutive d'une publication nouvelle dudit texte, qui fait courir un nouveau délai de prescription ». Il suffit donc que ce lien soit posté par le même auteur pour réenclencher la possibilité d'une action en diffamation, quand bien même le contexte éditorial serait nouveau.

LA LENTE ÉVOLUTION (NUMÉRIQUE) DE L'ADMINISTRATION...

Depuis le 7 novembre dernier et un décret paru au Journal officiel le 22 octobre, l'ensemble des administrations du territoire (ministères, sécurité sociale, mairies...) doivent, en théorie, pouvoir être saisies par voie électronique. Aujourd'hui, chaque administration est donc censée avertir le public des services numériques qu'elle met à sa disposition. En l'absence de téléservice spécifique, tout citoyen peut adresser à l'administration, via une adresse mail dédiée ou un formulaire de contact en ligne « une demande, une déclaration, un document ou une information ». En retour, l'autorité administrative compétente a pour obligation d'adresser un accusé de réception à l'usager qui l'a sollicitée avec, si besoin, une information lui notifiant les points manquants ou erronés de sa requête. Objectifs affichés : permettre un gain de temps substantiel aux entreprises, particuliers et aux administrations elles-mêmes, et réaliser une économie chiffrée à 600 millions d'euros par an. Une ambition qui a parfois du mal à résister à la pratique : force est de constater que de nombreuses procédures (demande de carte grise, inscription sur les listes électorales...) nécessitent encore un déplacement souvent laborieux au guichet.

OUI, ON PEUT AVERTIR LES AUTOMOBILISTES DE LA PRÉSENCE DE RADARS

Dans l'Aveyron, un groupe Facebook avait pris pour habitude d'avertir en direct les conducteurs de la présence des radars mobiles et des contrôles de police sur leur territoire. Condamnés dans un premier temps fin 2014 à un mois de suspension de permis par le tribunal correctionnel de Rodez, les utilisateurs du groupe ont ensuite été relaxés par la cour d'appel de Montpellier. Deux ans plus tard, la chambre criminelle de la Cour de cassation a confirmé l'interprétation de la cour d'appel précisant qu'il n'est pas interdit « d'avertir ou d'informer de la localisation d'appareils, instruments ou systèmes servant à la constatation des infractions à la législation ou à la réglementation de la circulation routière ». La Cour rappelle toutefois que sont prohibés « la détention, le transport et l'usage des dispositifs ou produits de nature à permettre de se soustraire à la constatation desdites infractions ». Une prise de position qui devrait enfin clarifier le champ des possibilités sur cette question.



PRÉSIDENTIELLE

UNE ÉLECTION À 6 TOURS ?

Michel Lascombe
Consultant ADEKWA Avocats

Il n'a échappé à personne que l'année 2017 sera l'année de l'élection présidentielle. Cet événement qui désormais se produit tous les cinq ans semble, pour nos concitoyens, être le plus important de notre vie politique. L'élection présidentielle est celle qui connaît le plus faible taux d'abstention et qui conduit un grand nombre de nos compatriotes à s'inscrire sur les listes électorales pour pouvoir y participer. Cet engouement est d'autant plus vif cette année que l'élection elle-même est précédée de primaires ouvertes organisées par les deux grands partis de gouvernement.



Par primaire ouverte, il faut comprendre que, même organisée par un parti politique, d'une part la primaire permet à des candidats qui n'appartiennent pas à ce parti de se présenter et d'autre part et, surtout,

s'adresse à tous les électeurs qui le souhaitent et non aux seuls adhérents de la formation organisatrice. Certes, il faut signer un engagement qui indique que l'on se reconnaît dans certaines valeurs, mais le caractère particulièrement large de celles-ci permet en fait à tout un chacun de participer. Les primaires ouvertes (dont la première édition eut lieu à gauche en 2012) sont donc très différentes de ce qui a pu avoir lieu par le passé (à gauche et à droite en 2007, même si, à droite, un seul candidat restait en lice au moment du vote des militants) ou cette année encore à EELV.

Les primaires mettent en œuvre le même mode de scrutin que la présidentielle elle-même : le scrutin majoritaire à deux tours, le second tour n'étant ouvert qu'aux deux candidats qui, après éventuel désistement, sont arrivés en tête. L'existence de ces primaires est manifestement appréciée elle aussi. La participation de plusieurs millions de votants en est la preuve évidente. L'enthousiasme pour la présidentielle se traduit donc par un enthousiasme pour les primaires. Les électeurs ne veulent pas passer à côté de l'occasion qui leur est ainsi donnée de choisir, au suffrage universel direct, celui que Maurice Duverger appelait le « Monarque Républicain », celui qui pendant cinq ans, va gouverner la France.

Ceci conduit à ce que la durée de la campagne électorale s'allonge d'autant. Depuis la fin des vacances de l'été 2016, il n'est plus question que de ces élections. Et là, le pluriel s'impose. Une primaire de chaque côté de l'échiquier politique et la présidentielle. Voilà donc les six tours réunis. Du moins en apparence...

En effet, chaque primaire pouvant, pour les raisons que nous venons de dire, attirer les mêmes électeurs certains ont voté six fois avant le 7 mai, date du second tour de la présidentielle.

Mais, en fait, y-a-t-il vraiment six tours ? Non ! Chaque primaire est en fait la même étape scindée en deux camps. Il s'agit de désigner le champion du camp considéré et c'est donc en fait deux fois la même chose. Si d'autres partis se lançaient dans l'organisation de primaires (extrême droite ; extrême gauche, ou autres ...), cela ne changerait pas le nombre total de tours aboutissant à l'élection présidentielle.

Alors ! Pourquoi avoir malgré tout intitulé notre petit article « Une élection à six tours » ? C'est qu'en fait, la présidentielle de 2017, comme du reste toutes les présidentielles depuis la mise en place du suffrage universel direct en 1962, ne permet pas à coup sûr, de déterminer qui va gouverner la France pendant les cinq années à venir.

La présidentielle doit être confirmée. 2017 c'est en fait et avant tout l'année des élections... législatives. Oui, vous savez, ces élections qui vont avoir lieu au mois de juin et dont personne ne parle. Eh bien, ce sont ces élections là qui vont permettre de répondre à la question : qui va gouverner la France jusqu'en 2022 (si tout se passe normalement) ou du moins jusqu'à la prochaine dissolution de l'Assemblée nationale ? Car à la question « Qui gouverne la France ? », il n'y a qu'une seule et unique réponse depuis 1958 : « le parti ou la coalition de partis disposant de la majorité à l'Assemblée nationale ».



Si François Mitterrand peut mettre en œuvre ses réformes en 1981 et 1988, c'est parce que, sitôt élu, il prononce la dissolution de l'Assemblée nationale...



Oui, chers lecteurs, dans notre système politique français, il faut garder présent à l'esprit que si gagner la présidentielle c'est bien, gagner les législatives c'est mieux. « Il ne faut pas se tromper d'élection reine », prévient d'ailleurs Édouard Balladur.

Qu'on en juge par le passé.

Si François Mitterrand peut mettre en œuvre ses réformes en 1981 et 1988, c'est parce que, sitôt élu, il prononce la dissolution de l'Assemblée nationale majoritairement de droite qui est alors en fonction. Qui gouverne de 1986 à 1988 ? Jacques Chirac, Premier ministre de François Mitterrand, car il a gagné les élections législatives. Et il en va de même de 1993 à 1995 avec Édouard Balladur. ▶

Pendant le septennat de Jacques Chirac, dès lors que celui-ci, à suite à la dissolution qu'il prononce en 1997, perd la majorité parlementaire, c'est Lionel Jospin, battu à la présidentielle de 1995, qui gouverne pendant cinq ans.

Il n'y a rien que de très logique. Pour pouvoir mettre en œuvre une politique, il faut faire voter des lois nouvelles qui remplacent les lois anciennes. Or, les lois sont votées par le Parlement et, si la Constitution permet de s'affranchir d'une opposition sénatoriale, c'est justement en donnant le dernier mot à l'Assemblée nationale qui décide. Même le recours aux ordonnances, souvent invoqué depuis quelques mois, suppose le vote d'une loi d'habilitation et donc l'accord de l'Assemblée nationale.

Vous me répondez que tout cela c'est avant, avant la révision qui a réduit le mandat présidentiel à cinq ans et que toutes ces cohabitations ne sont intervenues que parce que l'élection présidentielle s'était déroulée plusieurs années en amont. Désormais, les législatives ayant lieu dans la foulée de la présidentielle, une cohabitation n'est plus possible.

Reste à en être sûr. On fera quatre remarques.

La première est de simple logique mathématique. L'élection présidentielle est unique ; les législatives sont en fait 577 élections distinctes. Le résultat de la présidentielle n'est pas nécessairement reproductible dans une majorité de circonscriptions législatives. Si l'écart entre les deux adversaires du second tour de la présidentielle est faible et que cet écart est surtout le fruit d'un vote plus massif en faveur du vainqueur dans quelques grandes villes, s'ouvre alors la possibilité que son camp ne gagne pas les législatives.

La deuxième est relative au mode de scrutin. Aux législatives, il est possible que plus de deux candidats restent en lice pour le second tour dans de nombreuses circonscriptions. Ces "triangulaires" ou même "quadrangulaires" peuvent se faire au détriment du parti dont le champion vient d'être élu.

La troisième est calendaire. Il se passe plus d'un mois entre le second tour de la présidentielle et le premier tour des législatives et, pendant ce mois, le gouvernement commence à gouverner. Les électeurs peuvent être déçus ou effrayés par les premières mesures. Qu'on se souvienne des législatives de 2007. L'annonce, juste avant le scrutin, de l'augmentation de la TVA a fait perdre presque trente circonscriptions à l'UMP.

La quatrième est politique. Même si la majorité législative est composée de députés issus de la majorité présidentielle, une fronde est toujours possible et dans ce cas ...

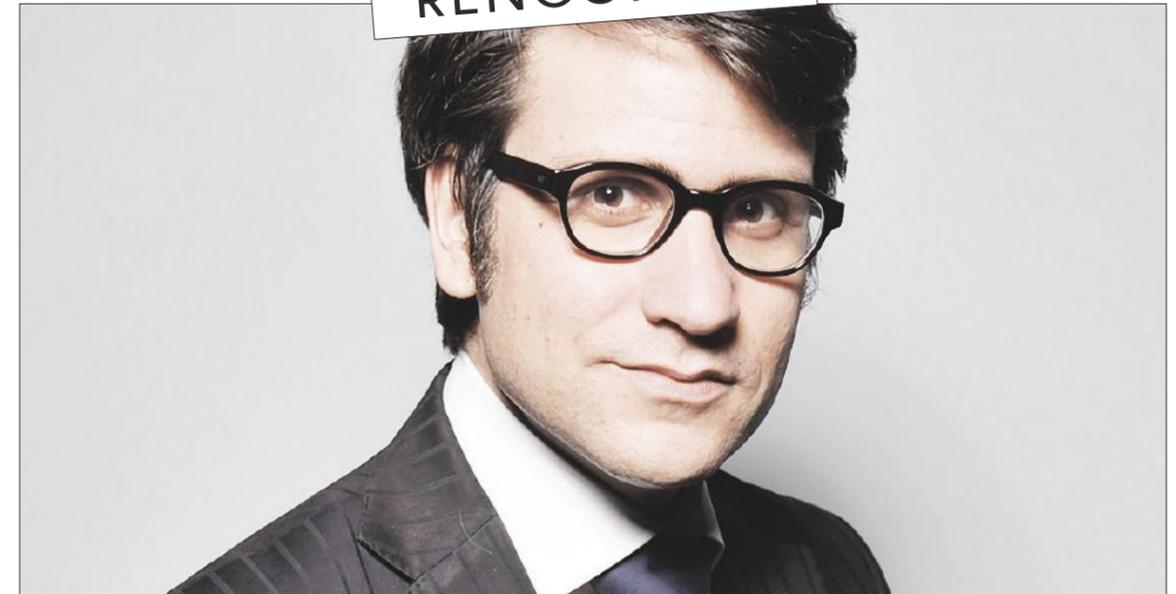
Alors ? Pouvez-vous aujourd'hui être sûr, sûr à cent pour cent, que le président ou la présidente de la République élu(e) en 2017 disposera d'une majorité à l'Assemblée et d'une majorité assez forte et soudée pour mettre en œuvre toutes les réformes promises ? Qu'en serait-il si du fait d'un "tiers parti", du centre ou d'extrême droite, ni la gauche ni la droite de gouvernement ne disposait de la majorité parlementaire ? Et quand bien même elle en disposerait, qu'en serait-il si elle n'avait pas un minimum de 289 députés fidèles, c'est dire si elle n'avait pas la majorité absolue ? Le recours à l'article 49 al. 3 deviendrait plus que nécessaire mais son usage est dangereux et surtout limité.

Enfin, n'oublions pas non plus que, pour la mise en œuvre de certaines réformes, une révision constitutionnelle peut être nécessaire. Dans ce cas, même une majorité absolue à l'Assemblée peut s'avérer insuffisante si, additionnée aux sénateurs du même parti, elle ne permet pas d'atteindre les trois cinquièmes des parlementaires nécessaires pour le vote au Congrès.

Alors oui, l'élection présidentielle est bien une élection à six tours dont les plus importants sont les deux derniers, ceux des élections législatives, ceux qui permettent de transformer l'essai éventuellement marqué lors de la présidentielle. ■

Pour la mise en œuvre de certaines réformes, une révision constitutionnelle peut être nécessaire

RENCONTRE



JEAN-DANIEL LÉVY

" Les sondages influencent d'autant plus l'électeur que le politique est faible "

Il paraît que les sondages n'ont plus la côte.
Il paraît que les enquêtes d'opinion ne sont pas fiables.
Il paraît les électeurs sont irrévérencieux et capricieux.

Qu'en est-il en réalité ?

Rencontre dans les coulisses d'un institut de sondages avec Jean-Daniel LÉVY, directeur du département Politique et Opinion chez Harris Interactive.

Propos recueillis par
Philippe Vynckier
Associé ADEKWA Avocats

AUDIENCE

À quoi servent les sondages ?

JEAN-DANIEL LÉVY

Le premier objectif, c'est la représentativité : c'est rendre visible ce que pense la population à un moment donné. Le deuxième objectif, c'est la compréhension. Que se passe-t-il dans la tête des Français ? Que retiennent-ils ? Qu'est-ce qui les marque ? Autant de questions que les sondages permettent de décrypter. Les sondages permettent de rendre compte de la pensée et des attentes des individus, avec des méthodes scientifiques et empiriques, à la lisière des sciences humaines et des sciences statistiques ou mathématiques. Ils donnent à voir ce que peut être une logique ou une dynamique d'opinion.

Parallèlement, c'est aussi une manière pour les médias d'apporter un élément complémentaire de réflexion et de compréhension sur un sujet donné, de lancer un débat ou d'attirer l'attention.

Comment se fabriquent les enquêtes d'opinion ?

Il y a plusieurs sortes de sondages. Ceux dont on parle le plus, ce sont les sondages d'opinion, relayés par les grands médias. Ces enquêtes s'appuient sur un échantillon, un échantillon représentatif d'une population de référence, en partant du principe que la partie vaut pour le tout. Les enquêtes que nous réalisons auprès des Français sont le plus souvent réalisées auprès d'un échantillon de mille personnes, choisies en fonction des catégorisations de l'Insee, au regard de leur sexe, de leur âge, de leur profession, de leur localisation géographique, de leur niveau de diplôme, de leur type d'habitat... Cette population de mille personnes représente ainsi la population au niveau national. Les lois statistiques permettent de la sorte de reproduire ce qu'il se passe au cœur de l'opinion.

Commander un sondage, c'est onéreux ?

Interroger mille français, c'est ce qui coûte le moins cher. Nous travaillons le plus souvent sur internet, cela reste

pour l'heure la méthode la plus fiable, la plus précise et la plus rapide. Aujourd'hui, avec les outils numériques à notre disposition, on peut réaliser une étude complète et détaillée en moins de trois ou quatre jours. Cela coûte entre 800 et 1 000 euros par question. C'est-à-dire à peine un euro pour une question et une personne interrogée.

À quoi ressemble votre quotidien ?

Ce qui est vu de l'extérieur est parfois trompeur. Dans une entreprise comme la nôtre, l'activité politique et opinion ne représente que 10% de l'activité globale. Les 90% restants se constituent d'enquêtes confidentielles à destination d'entreprises privées qui nous sollicitent notamment à des fins marketing ou d'études de marché. Et au sein même de notre département politique et opinion, les sondages rendus publics ne représentent que 5% à 10% de notre travail. En définitive, les sondages que nous publions sont une part tout à fait infime des enquêtes que nous produisons au quotidien. Ces sondages publics, relayés par les médias, sont surtout une formidable vitrine et une manière de rendre visible et lisible nos enquêtes.

À qui se destinent ces sondages confidentiels ?

Au sein de notre département opinion, nous travaillons pour le compte du gouvernement, de régions, de départements, d'entreprises, d'associations ou de décideurs qui ont envie de



les sondages que nous publions sont une part tout à fait infime des enquêtes que nous produisons au quotidien



connaître les aspirations et les attentes d'une cible, d'un groupe d'individu, ou d'une population dans sa globalité. Par exemple, c'est l'occasion pour le maire d'une ville de savoir si les politiques qu'il a mises en place sont identifiées, appréciées de ses administrés, et, éventuellement de savoir si elles peuvent lui être bénéfiques politiquement.

Nous délivrons des clés pour accompagner l'action ou la prise de décision. Notre crédo qui, je l'espère, est l'anti-populisme par excellence, est de dire à nos clients : ce n'est pas parce que votre population pense une chose, qu'il faut nécessairement faire ce qu'elle attend. Nous croyons en la parole forte du responsable politique, qui est en capacité d'entendre et de comprendre les attentes de sa population tout en conservant une posture d'autorité naturelle. En d'autres termes, notre rôle est d'alerter et d'éclairer les décideurs publics ou les acteurs privés sur les actions qu'ils mènent, ont menées ou souhaitent mener.



Si on adore un politique, il peut se passer ce qu'on veut dans les sondages, on votera toujours pour cet homme politique...



Dans cette optique, notre devoir de confidentialité et de neutralité est évidemment considérable. Au moment de la primaire de la droite et du centre à l'automne 2016, nous avons été amenés à travailler pour différents candidats : notre rôle n'est pas de faire du conseil stratégique en matière d'orientation politique. Chaque relation se base sur une étude propre et singulière et seuls les résultats de ces enquêtes sont analysés. Il ne s'agit pas de conseiller un politique sur les éléments que l'on aurait pu glaner chez un concurrent ou adversaire.

Les sondages sont-ils en mesure d'influencer l'opinion et de "faire" une élection ?

Les sondages jouent évidemment un rôle, mais il n'y a aucune logique prédéfinie. Un sondage peut tout à fait jouer un rôle de mobilisation ou, à l'inverse de rejet. Ils épousent surtout les forces en présence et les dynamiques à l'épreuve. Je dirais que le sondage influence d'autant plus l'électeur

que le politique est faible. Si on adore un politique, il peut se passer ce qu'on veut dans les sondages, on votera toujours pour cet homme politique. Et puis, un politique peut être le meilleur orateur du monde, on ne peut pas construire et entretenir un storytelling politique sur la base de rien.

À l'inverse, les sondages influencent-ils le politique ?

Disons que nous sommes, au moins sur le plan étymologique, face à des primates, c'est-à-dire face à des individus qui ne réagissent pas forcément de manière rationnelle avec les éléments que nous pouvons leur fournir, mais davantage avec leurs émotions. Les sondages ont évidemment une incidence très

forte sur la décision politique mais pas de manière totale et permanente. C'est d'ailleurs pour cette raison que je continue ce métier et que je ne me considère pas comme un fossoyeur de la démocratie ou quelqu'un qui nierait la spontanéité des individus.

Je le crois, les responsables politiques ont des convictions. Le jeu auquel je les invite simplement à jouer est celui d'être franc et transparent envers le public en disant : « J'ai compris ce que vous pensez, vous n'êtes pas forcément d'accord, mais voilà ce que je vais faire ». Et rassurez-vous, les programmes politiques ne sont pas intégralement écrits au regard des résultats et des contenus que l'on trouve dans les sondages. Si tel était le cas, Bruno Le Maire serait président car c'est celui qui remplit le plus de cases dans les enquêtes menées... ▶



Les sondages sont une manière de faire remonter les idées, les avis, les enjeux citoyens



Le politique a-t-il besoin des sondages pour prendre le pouls de la population car il ne parvient plus à le faire réellement sur le terrain ?

Ce qui est certain, c'est que si les formations politiques étaient parfaitement pertinentes et jouaient pleinement leur rôle, le nôtre serait tout de même bien plus minoré qu'actuellement. Les relais et les capteurs d'opinion sont beaucoup plus faibles aujourd'hui que dans les années 1960-1970 et les politiques peinent véritablement à appréhender les attentes des Français.

Les sondages ont donc une vertu démocratique ?

Je répondrais de manière laconique par une antiphrase : dans les pays totalitaires il n'y a, jusqu'à preuve du contraire, aucun institut de sondages. Il ne m'apparaît pas être une mauvaise chose que de questionner les Français sur leur opinion. Et cela n'empêche pas de ne pas être d'accord avec les résultats affichés. Les sondages sont une manière de faire remonter les idées, les avis, les enjeux citoyens. Ils font partie intégrante du système démocratique et permettent de donner à voir un sentiment, une attente, un souhait.

Quel est l'intérêt de disposer d'une photographie de l'opinion des semaines, voire des mois avant une échéance réelle ?

Si l'on veut prévoir, aucun ! Si l'on veut comprendre la structure de l'opinion, énormément ! On peut ainsi voir des évolutions, des tendances d'opinion, distinguer des personnalités émergentes. Les sondages permettent de révéler un état des lieux de la pensée démocratique. L'objectif n'est pas de prévoir mais de dire ce qu'il se passe, ce qu'il se joue, entre les citoyens et leurs élites.

J'essaie moi-même de toujours être déstabilisé par les résultats de nos enquêtes, qu'il s'agisse de résultats attendus ou de résultats surprenants. Je le dis souvent à mon équipe : il faut croire les chiffres. Quand on a une donnée, il ne faut pas se dire « ce

n'est pas possible ! » mais plutôt « *c'est étrange* » et essayer de réfléchir sur ces données objectives. Acceptons le fait d'être profondément déstabilisés par les variations soudaines de l'opinion.

Les sondages sont souvent raillés pour leur manque de fiabilité. Comment appréhendez-vous ces critiques ?

Dès la professionnalisation des sondages dans les années 1950, il y a eu des critiques et une certaine forme de rejet. Ce n'est pas quelque chose de nouveau. Sortir un sondage, c'est s'assurer d'avoir des mécontents.

En 2002, après la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle et la difficulté des instituts de sondage à appréhender l'événement, je me suis demandé si les enquêtes d'opinion allaient pouvoir continuer. On n'y est finalement vite revenu, parfois avec excès. La question que nous nous posons est la suivante : peut-on bien mesurer l'opinion et pourra-t-on encore le faire demain ? Aujourd'hui, oui, je le crois. Et encore une fois, il faut comprendre que les sondages sont une tendance. Ce n'est pas une prédiction. À ce titre, nous alertons non seulement le public mais aussi les personnes pour lesquelles nous travaillons. Avant la primaire de la droite, à l'automne 2016, nous avons par exemple averti le clan Juppé à ce sujet : « *Attention, les sondages sont flatteurs mais ce n'est qu'une tendance, il subsiste des zones de fragilité, tenez-en compte...* ». Nous n'avons pas vraiment été écoutés et Alain Juppé, et c'est humain, a décidé de ne rien changer et a continué à vouloir surfer sur la vague de l'anti-sarkozysme. Une fois Sarkozy disqualifié, cette stratégie s'est avérée plus compliquée...

Est-ce à dire qu'il est dangereux de faire la course en tête ?

Faire la course en tête n'est pas nécessairement

un risque ou une malédiction. Le risque de se retrouver haut dans les sondages est de se dire qu'il ne faut pas prendre de risques et tergiverser. Alain Juppé a sans doute péché parce qu'il n'a pas montré et dit tout ce qu'il était prêt à faire pour accéder au pouvoir. Tous ceux qui ont à un moment donné réalisé une performance, tous ceux qui ont réalisé un exploit ont manifesté une véritable envie, une envie communicative.

Les politiques sont-ils justement obnubilés par les sondages ?

Ils y accordent naturellement de l'importance mais l'on observe de fortes variations en fonction des personnalités politiques. Cela dépend vraiment des personnages. Nicolas Sarkozy en a commandé un certain nombre, d'autres beaucoup moins. De même, chacun n'accueille pas les résultats avec la même frénésie.

Le quinquennat Hollande a notamment été marqué par une impopularité record. Comment l'expliquer ?

C'est, à mon sens, la résultante de trois principaux facteurs. Le premier, c'est la baisse tendancielle généralisée, décennie après décennie depuis les années 1960, de la confiance à l'égard des responsables politiques. François Hollande en a en quelque sorte été en le réceptacle.

Le deuxième, c'est le fait que la droite n'a jamais accepté l'élection de François Hollande. Jamais. En 2007, tant bien que mal, la gauche avait accepté l'élection de Nicolas Sarkozy. Et le troisième, c'est que François Hollande n'a jamais su donner, durant ses cinq années à l'Élysée, de véritable fierté aux électeurs de gauche. Les valeurs portées et incarnées par Hollande n'ont pas été suffisamment fortes pour faire vibrer la gauche.

Quel est selon-vous l'homme politique de l'année 2016 ?

Si vous me demandez mon avis, je vous dis François Fillon. Pourquoi ? Car c'est une véritable révélation, personne ne l'a vu venir, personne ! C'est une forme de surprise. C'est aussi et surtout celui qui a eu la stratégie la plus maligne. Et plus que l'homme de 2016, il sera peut-être celui de 2017.



Les Français ont à cœur d'avoir comme représentant une figure qui a de la maîtrise et qui détient une forte capacité à agir et à construire



Un nouveau "21 avril" est-il possible ?

C'est aujourd'hui l'hypothèse la plus probable. C'est d'une logique implacable sur le plan électoral. Aux dernières élections européennes, départementales et régionales, le FN est arrivé en tête, sans que cela ne suscite la moindre vague ou tension dans l'opinion. La sécurité et l'immigration sont par ailleurs au centre des discussions politiques. L'ambiance est de fait favorable à un affrontement "droite vs extrême droite" au second tour de l'élection présidentielle. Après, nous ne sommes jamais à l'abri d'une surprise.

Même une surprise "extrême" ?

Tout peut arriver. La progression du FN est constante. En 2012, je vous aurais dit que c'était impossible. Aujourd'hui je vous dirais simplement que c'est peu probable.

Que racontent les sondages sur les aspirations et préoccupations de l'opinion ?

Les Français ont à cœur d'avoir comme représentant une figure qui a de la maîtrise et qui détient une forte capacité à agir et à construire. Cette attente de maîtrise est insuffisamment assouvie dans le cœur des gens. À certains égards, François Fillon et Marine Le Pen disent « *Oui, on a la maîtrise* ». Leurs concurrents donnent parfois l'impression que quelque chose leur échappe. Aujourd'hui, les citoyens ont le sentiment d'être face à des personnages politiques qui apparaissent davantage comme des commentateurs que des acteurs.

Plus globalement, nous constatons un abaissement des idéologies, un affaiblissement des partis politiques et un fort besoin de savoir ce que pense le politique au fond de lui-même, au-delà de la ligne directrice du parti auquel il est rattaché. Les Français veulent plus de sincérité ! ■

SECRET MÉDICAL



Secret d'État ?

Un homme d'État doit-il nécessairement être en pleine possession de ses moyens physiques pour gouverner ?

Tout citoyen doit-il être tenu informé de l'état de santé de son plus haut représentant ?

Que dit notre droit à ce sujet ?

À ces questions, il n'existe pour l'heure aucune réponse satisfaisante. Éléments d'explication et de réflexion...

Bertrand Meignié
Associé ADEKWA Avocats

Dire.

Ne pas dire.

Mentir.

Tahir.

Il n'est pas rare d'entendre des voix s'élever pour condamner l'omerta qui règne autour de l'état de santé des hommes et femmes qui nous gouvernent. Et cette problématique est d'autant plus prégnante qu'une échéance électorale est proche, la période étant, encore plus qu'à l'accoutumée, propice aux attaques et aux coups bas.

Aux États-Unis, le vertige d'Hillary Clinton, 69 ans, en pleine campagne pour la présidentielle, durant les commémorations du 11 septembre, à l'automne 2016, n'a pas manqué d'entraîner de sérieuses réprobations et de vives incriminations. Ses adversaires et opposants l'ont aussitôt accusée d'être trop frêle et chétive pour briguer la destinée d'un pays tout entier. À l'opposé, les partisans de la démocrate n'ont cessé d'affirmer que Donald Trump, d'un an son aîné, avait recouru à des produits dopants et que la folle énergie du milliardaire orange n'avait rien de tout à fait naturel. Mais comparaison n'est pas raison : outre-Atlantique, la Constitution impose, depuis 1967, un bilan annuel à tous les présidents en exercice. Par la même, communiquer ses bulletins médicaux est une pratique banale pour un politicien américain. En 1985, Ronald Reagan, qui attaque son deuxième mandat, annonce même publiquement son cancer. Une révélation qui, loin de signer sa mort politique, renforcera son capital confiance dans l'opinion. Deux ans plus tard, il déclare porter un sonotone dans l'oreille. Résultat ? Sa popularité ne s'en retrouve pas altérée et les ventes de prothèses auditives s'envolent. Avant lui, Lincoln, Roosevelt ou Kennedy ont été des présidents souffrants et leur maladie n'a pas entravé leur exercice du pouvoir.

ses bulletins médicaux. Il le fera, depuis l'Élysée. Ils seront factices et contrefaits. Connu dès l'année de sa prise de fonction, son cancer sera dissimulé pendant plus de quinze ans, avec le concours d'une partie de la presse et du corps médical. Ses successeurs seront moins souffrants, pas plus transparents, entretenant chacun la méfiance, voire la défiance.

Sommes-nous aujourd'hui à l'abri d'un nouveau mensonge d'État ? Comment distinguer une souffrance bénigne, relevant de l'intime, d'une pathologie plus lourde susceptible d'handicaper le bon exercice du pouvoir ? Qui se chargerait de la surveillance, du diagnostic et de la publication de l'état de santé des politiques ? Beaucoup de questions. Peu de réponses. Voire aucune. Bernard Debré, député de Paris et médecin qui a opéré François Mitterrand, dresse avec clarté et honnêteté les contours de la situation actuelle : « *Si on traitait à partir des troubles psychiques, il n'y aurait personne pour être élu ! En campagne, la plupart des bons candidats souffrent de paranoïa. Certains sont décatés à 60 ans, d'autres jeunes et frais à 70 ans, il n'y a pas de règle !* ».

En l'état, la publication d'un quelconque bilan de santé "présidentiel" contreviendrait immanquablement au cadre légal et violerait le sacrosaint secret médical.

Secret Politique

En France, le climat est tout autre. Georges Pompidou est mort durant l'exercice de ses fonctions sans qu'aucun communiqué officiel de la présidence ne vienne éclairer son état de santé. Des rumeurs et suspensions avaient circulé. Hormis une « *mauvaise grippe* », rien n'avait été annoncé. L'opacité avait triomphé. Son successeur, Valéry Giscard d'Estaing, s'était engagé à communiquer avec davantage de sincérité sur sa santé, sans qu'aucun acte ou geste ne s'ensuive. En 1981, François Mitterrand avait lui fait de la transparence un argument de campagne, promettant de publier

Secret Déontologique

Garanti par le Code de la santé publique et le Code pénal, le secret médical est un droit du patient et un devoir du médecin. En la matière, le président de la République est un citoyen comme les autres. L'article R.4127-4 du Code de la santé publique établit que le secret « *couvre tout ce qui est venu à la connaissance du médecin dans l'exercice de sa profession, c'est-à-dire non seulement ce qui lui a été confié, mais aussi ce qu'il a vu, entendu ou compris* ». C'est un droit fondamental et inaliénable du patient et que tout médecin est sommé de respecter, y compris après la mort du patient. Il constitue l'un des piliers de la médecine contemporaine. ▶

La jurisprudence, tant judiciaire qu'administrative, renchérit encore et proclame que le secret médical revêt un caractère général et absolu. La Cour de cassation l'a ainsi affirmé dès le XIX^e siècle (arrêt Watelet, 1885). L'article 226-13 du Code pénal sanctionne d'ailleurs sans concession la violation du secret médical. Le fait d'obtenir ou de tenter d'obtenir la communication d'informations médicales est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Le patient est donc protégé et aucun statut particulier n'est octroyé à l'homme politique, qu'il s'agisse du plus haut représentant de l'État, d'un ministre, ou de tout autre élu de la République.

Le docteur Claude Gubler, médecin de François Mitterrand, l'a appris à ses dépens. En 1996, il voit son livre *Le grand Secret* suspendu des ventes, en référé, pour violation du secret médical. Il est condamné à quatre mois de prison avec sursis. La sanction est confirmée en appel et en cassation. Dans son ouvrage, il révélait le cancer indicible du président durant ses deux septennats. Huit ans plus tard, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) condamnera finalement la France pour entrave à la liberté d'expression mais les plaies de cet épisode resteront béantes. Claude Gubler fut entre-temps radié de l'ordre des médecins et exclu de l'ordre national du Mérite et de la Légion d'honneur.

Secret Médiatique

Au-delà du secret médical, la pudeur française en matière de transparence médicale repose sur un paradigme prépondérant : la crédibilité d'un prétendant au pouvoir se construit, au moins sur la forme, dans l'affichage d'une condition et d'une apparence physique optimale. Évoquer les problèmes de santé d'un homme d'État, c'est s'interroger sur ses capacités à exercer le pouvoir. « *Depuis Louis XIV, les chefs d'État ont peur de ne pas apparaître comme des êtres supérieurs. L'appétit du pouvoir leur fait croire qu'ils sont infaillibles* », illustre Denis Démonpion, journaliste et coauteur du livre *Le dernier tabou, Révélations sur la santé des présidents*.

Et si aucune loi n'oblige le chef des armées à dire la vérité sur les affres qui malmènent son organisme, l'on peut noter que complication de santé ne rime pas nécessairement avec incapacité à diriger. Winston Churchill symbolise mieux que quiconque cette faculté à transcender son état de santé et dompter ses maux pour continuer à gouverner avec sagacité et dextérité. En 1941, alors qu'il rend visite à Franklin Roosevelt à la Maison-Blanche, Churchill est frappé par un infarctus. Cet événement, qui aurait pu sonner le

glas de ses ambitions politiques, ne l'empêchera pas, durant la Seconde Guerre mondiale, de se dresser, implacable et inaliénable, comme le seul chef d'État européen à lutter contre l'hégémonie nazie. Et à la vaincre. Ne se privant jamais, dès les premières heures de la journée, d'une gorgée de Scotch ou d'une bouffée de cigare, le " Vieux Lion " était pris de malaises réguliers. Sa prestance, son éloquence et sa constance n'en seront jamais altérées. « *Le secret de ma vitalité ? Je n'ai dans le sang que des globules rouges : l'alcool a tué depuis belle lurette tous mes globules blancs !* », déclarera-t-il, empli de son inusable malice. Infatigable, Churchill parcourra près de 200 000 kilomètres à travers le monde entre 1941 et 1945 pour rencontrer et persuader ses semblables.

In fine, pour connaître l'état de santé d'un homme politique, il n'existe d'autre solution que le principal intéressé ne choisisse d'aborder lui-même ce chapitre de son histoire. Certaines figures de la classe politique hexagonale, à l'instar de Dominique Bertinotti, Patrick Roy ou Jean-Luc Romero, ont décidé de briser la loi du silence. Leurs confidences constituent une exception à la règle.

En 2007, un comité de réflexion sur la modernisation constitutionnelle, piloté par Édouard Balladur, prévoyait d'obliger les chefs d'État français à davantage de clairvoyance... Douce espérance : aucune mesure ne sera édictée. Pour anesthésier les sceptiques et afficher leur splendeur physique présumée, les politiques se sont alors lancés dans une mise en scène *healthy* de leur quotidien, n'hésitant plus à se faire tirer le portrait en pleine séance de jogging ou à partager sur la toile leur menu *detox* du jour.

Faut-il, dès lors, pour rassurer les incrédules, envisager définitivement et sereinement de nouvelles mesures de transparence ? En 2013, à la suite de l'affaire Cahuzac, une Haute autorité pour la transparence de la vie publique avait vu le jour afin d'instaurer un contrôle plus strict des patrimoines des élus et tempérer les ardeurs de fraudes ou de dissimulations. Faut-il instaurer un pareil pendant sur le plan de la santé ? Immanquablement, questionner ce sujet, c'est aussi s'interroger sur "l'état de santé" de notre démocratie. Car le culte du secret autour de la maladie d'un chef d'État n'est jamais autant prégnant que dans un régime dictatorial.

Depuis des années, le débat d'idées est lancé. Il revient sur le devant de la scène médiatique à intervalles réguliers, comme un marronnier, au gré de l'actualité, sans qu'aucune avancée ne vienne lever ce mystérieux voile d'opacité dont la majorité des politiques préfère se parer, de peur d'être démasqué. ■

FACE-À-FACE



MICHÈLE DELAUNAY

" Le dopage en politique ? On en parle peu... "

Cancérologue de formation, ministre déléguée aux Personnes âgées de 2012 à 2014, actuelle députée de Gironde, Michèle Delaunay connaît avec acuité les arcanes du pouvoir comme la sphère médicale.

Elle nous livre son point de vue sur quelques points cruciaux directement liés à ces deux univers, parfois sensibles et souvent tabous...

Existe-t-il des secrets pour durer en politique ?

Pour ma part, tout cela s'est fait sur un temps relativement court, après une carrière de médecin hospitalier. Je ne détiens donc pas de secret de longévité !

La politique est-elle un sport de haut niveau ?

À parler du niveau de député, la réponse est oui. C'est une profession psychologiquement et physiquement extrêmement exigeante.

Le dopage a-t-il sa place en politique ?

Ce n'est pas un sujet strictement tabou mais on en parle peu. Les signes en sont visibles chez certains mais je n'ai pas d'expérience personnelle.

Un remède contre le stress ou la pression ?

Rien qui ne relève d'une prescription médicale ou médicamenteuse !

Êtes-vous favorable à davantage de transparence sur la santé des femmes et des hommes qui gouvernent ?

Cela ne doit être envisagé à mon sens que pour de très hauts postes de responsabilité et à titre volontaire.

Peut-on aujourd'hui imaginer un homme politique gouverner tout en étant malade ?

Étant donné leur âge moyen, tous les politiques souffrent de pathologies mais la déclaration obligatoire ne me paraît pas souhaitable.

Vous êtes également présidente de l'Alliance contre le tabac. Quelles solutions concrètes préconisez-vous ?

Des décisions politiques fortes sont nécessaires et en premier lieu, l'augmentation du prix du paquet de cigarettes et l'harmonisation de la fiscalité au sein de l'Union européenne.

Et sur la légalisation du cannabis ?

Je suis pour le passage à une contravention à prix progressif croissant pour les consommateurs ainsi que pour le maintien de la pénalisation pour la vente et l'industrie liées au cannabis.

Un conseil pour rester en bonne santé ?

Aimer travailler, vouloir laisser une trace et avoir confiance en soi ! ■

Propos recueillis par Victor Mollet

HILLARY CLINTON

GAME



OVER

Après une première débâcle face à Obama en 2008, Hillary Clinton a subi une claque retentissante en échouant face à Donald Trump.

Un énième revers qui sonne le glas d'une carrière ornée de déboires, d'échecs et de désillusions.

Victor Mollet
Consultant ADEKWA Avocats
Directeur de la rédaction

Knockout!
Knockout!
Knockout!

KO! Mardi 8 novembre 2016 : les dépouillements se succèdent, l'issue du scrutin, un temps incertain, se précise et se révèle. Donald Trump sera le 45^e président des États-Unis d'Amérique. Les résultats raisonnent dans la tête d'Hillary Clinton comme un uppercut pris en pleine tempe. Une première fois groggy lors des commémorations du 11 septembre, au cœur d'une campagne harassante et étourdissante, la démocrate est, cette fois, définitivement anéantie.

Meurtrie, la native de Chicago ne prendra pas la parole. Dans son hôtel de New York, c'est silence radio. On s'attendait à fêter la victoire, on nage en plein cauchemar. Ses partisans sont ébahis. John Podesta, son directeur de campagne, convie gentiment chacun à rentrer chez lui. Les disciples et militants étaient venus participer à l'Histoire. Ils repartent, consternés, dans la nuit noire. Katy Perry devait chanter l'hymne national. Aucune mélodie ne résonnera. Avant même d'avoir commencé, la fête est finie.

Selon les us et coutumes, elle concède par téléphone sa défaite à son adversaire, situé à quelques hectomètres, dans sa Trump Tower. Plus qu'une humiliation, la défaite est une répudiation. Du côté de son QG, c'est la sidération. Ses plus fervents soutiens affichent une mine épuisée, un air dévasté. Une bombe n'aurait pas fait plus d'effet. Le nom Clinton appartient désormais au passé.



Le parcours de cette éternelle seconde suscite d'ailleurs autant l'admiration que la dissension. À défaut d'être toujours heureuse, Hillary Clinton ne cessera jamais d'être ambitieuse. Dès son plus jeune âge, Hillary Diane Rodham fait du succès une nécessité. À 14 ans, cette enfant du Midwest qui veut devenir astronaute ne se formalise pas pour écrire à la NASA. Elle ne garde pas longtemps cette voie en tête mais conserve le rêve de tutoyer un jour les étoiles. Sur les bancs de l'école, la jeune Hillary fait l'unanimité auprès de ses camarades et professeurs. En 1969, fraîchement diplômée en sciences politiques, elle prononce même le discours de fin d'année de son université, à Wellesley. C'est la première fois qu'une étudiante se voit offrir cet honneur. Sa devise d'alors ? « *Rendre possible les choses impossibles !* ». Sur les bancs de la faculté, ses amis l'appellent déjà "la présidente". À cette époque, Hillary Rodham est encore rangée du côté Républicains. Elle fait campagne pour Nelson Rockefeller. Le choix de Richard Nixon pour la présidentielle la détourne finalement du Grand Old Party. Séduite par le discours d'Eugene McCarthy en faveur d'un retrait du Vietnam, elle rejoint le clan démocrate.

Son destin bascule en 1971, l'année de ses 24 ans. Étudiante à l'école de droit de Yale, elle rencontre un dénommé Bill. Elle deviendra Clinton. Juste avant le mariage, le couple signe un pacte. L'ambition en est le ciment. Aucun des deux, malgré les épreuves et les tourments, n'en dérogera.



Les jours et semaines qui précèdent

ce coup de massue, les regards sont pourtant tournés vers l'avenir. La posture tactique et pragmatique d'Hillary Clinton ne déchaîne pas les passions, mais qu'importe. Son clan en est certain : l'élection, érigée en référendum "anti-Trump", ne peut lui échapper. Hillary Clinton est détestée par une large partie de l'Amérique mais cette partie restera toujours plus faible que celle qui déteste Donald Trump. Cette attitude gestionnaire assumée et construite contre un adversaire grossier et outrancier demeure fragile. L'affaire des emails, dans laquelle Clinton est soupçonnée d'avoir trahi le secret défense en utilisant un serveur privé dans ses conversations électroniques, vient perturber une stratégie de campagne atone et sans idées.

Devant la vulgarité et l'insanité de son adversaire, Clinton ne s'emporte jamais, reste mesurée, appliquée, récitant sans sourciller une partition équilibrée et planifiée. Elle fait preuve de clarté et de sûreté. Mais dans cette campagne faite d'émotion et de déraison, le ton scolaire et aseptisé qu'elle adopte ne constitue pas tout à fait un allié. Lâchée par les ouvriers, boudée par les jeunes, Clinton ne fédère jamais. Malgré un budget de campagne deux fois supérieur à celui de son rival milliardaire et 700 salariés à son service, Clinton a chuté. Malgré le soutien acquis des femmes, des minorités, des médias, de l'entertainment et de Wall Street, Clinton s'est fourvoyée. Elle ne prendra jamais place dans le Bureau ovale tant convoité.

Avant d'embrasser

sa carrière politique, Hillary réalise ses premiers pas post-académiques comme avocate, dans le Massachussetts. Elle rejoint même l'équipe de juristes qui planche sur la procédure de destitution de Nixon dans l'affaire du Watergate. Elle est loin d'imaginer qu'un quart de siècle plus tard, c'est elle qui devra défendre son mari contre une procédure d'impeachment. Hillary met ses ambitions personnelles en suspens, ravale sa fierté. Elle reste fidèle à son mari, quoi qu'il en coûte. Une fois Bill président, elle se mue en *first lady* pugnace et déterminée. Qu'importe les traditions, elle demande et obtient un bureau dans l'aile ouest de la Maison-Blanche. Du jamais vu.

Durant huit ans, Hillary Clinton s'installe comme la première dame la plus impliquée dans les affaires du pays depuis Eleanor Roosevelt. Autoritaire et téméraire, elle s'attèle à un dossier incommensurable : la réforme du système de santé. En septembre 1994, son projet est enterré par le Sénat. Mortifiée, elle se relève avec dignité. Une première fois. En janvier 1998, le scandale Monica Lewinsky est un nouveau tournant dans l'histoire du couple présidentiel. Bill Clinton tangué et vacille. Son deuxième mandat, comme son couple, est aux portes de l'implosion. Hillary se souvient du pacte. Face caméra, elle assure un soutien indéfectible à son mari. En coulisses, les altercations sont violentes. La première dame oblige même le 42^e président des États-Unis à dormir plusieurs mois sur le divan, dans un studio aménagé au deuxième étage. Déshonorée, Hillary Clinton fulmine et puise dans cet événement le supplément d'âme qui lui permettra d'assouvir sa quête de pouvoir. Elle se relève. Une deuxième fois.



Las, Clinton

ne parvient pas à transcender sa personnalité. Ses sourires figés, ses mimiques calculées et ses discours stéréotypés ne servent pas sa popularité. Son personnage ne fera jamais l'unanimité. Elle a beau glaner les soutiens d'Hollywood, copiner avec les représentants de l'industrie *mainstream* et de la pop culture, parader avec Lady Gaga, Jay-Z ou Beyoncé, rien n'y fait. Clinton reste, pour beaucoup d'Américains, une harpie glacée et compassée. Comble de l'ironie : son tweet le plus populaire est celui où elle reconnaît sa défaite. Une ovation en forme d'éviction. Un au revoir sans gloire. Dix jours après sa défaite, Clinton apparaît en public, à l'occasion d'un comité associatif consacré à la cause des enfants. Emplie de dignité et de lucidité, elle déclare : « *Je suis sûre de cela : l'Amérique est toujours le plus grand pays du monde, c'est toujours l'endroit où quiconque peut réussir contre toute attente* ». Ou perdre, c'est selon.

Hillary Clinton avait un rêve. Le rêve d'une vie. Il s'est transformé en cauchemar. Le cauchemar d'une nuit. Elle voulait succéder au premier président noir des États-Unis et offrir à l'Amérique un deuxième symbole en étant la première femme à siéger à la Maison blanche. C'est raté. Encore raté ! ■



Son propre destin présidentiel

est en marche. Sénatrice de l'État de New York depuis le mois de janvier 2001, elle décide de briguer l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2008. Elle est sûre de son fait. Elle se fait voler la vedette par un jeune sénateur noir de l'Illinois. Vexée, elle accepte finalement le poste de *Secretary of State* que lui offre Barack Obama une fois intronisé. Clinton ne rechignera pas. En quatre ans de services, elle visitera 112 pays, effectue un million de miles et plus de deux mille heures de vol. En février 2013, lorsqu'elle quitte son poste, elle est créditée de 69% d'opinions favorables. Le rêve de sa vie est en passe de se réaliser. Son accession à la présidence ne peut lui échapper..

Paradoxalement, Clinton traîne les plus de trente années de mandats et actions politiques qu'elle mène au sein des plus hautes sphères du pouvoir comme un boulet. L'immense confiance et la très haute opinion d'elle-même qu'elle affiche n'encourage pas à l'introspection et à la remise en question. Son clan sous-estime le rejet qu'elle inspire et la détestation qu'elle représente pour l'électorat populaire. Aux yeux du peuple, elle symbolise l'élite vile, vaniteuse et corrompue. En 1996, dans un portrait aussi cruel que factuel, le *New Yorker* dresse les contours de sa notoriété : « *Comme la course hippique, détester Hillary Clinton est un hobby national, qui unit l'élite et les déshérités* ». Vingt ans plus tard, Clinton pense que son image a évolué, qu'elle apparaît désormais plus chaleureuse dans les foyers.

THE END

D'un rêve américain...à un autre.

Donald Trump a pris place dans le bureau ovale et succédé à Barack Obama. Un passage de témoin riche en symboles qui détonne et questionne. François DURPAIRE analyse avec nous les clés du succès du milliardaire et les raisons de son élection. Sans oublier "notre" présidentielle et les tendances de fond qui interrogent notre société.

INTERVIEW



Agrégé d'histoire, docteur en relations internationales, François Durpaire est spécialiste des questions d'éducation et de diversité culturelle en France et aux États-Unis.

FRANÇOIS DURPAIRE

" L'élection de Trump ouvre des boulevards "

AUDIENCE

Comment l'oxymore "Trump président" est devenu réalité ?

FRANÇOIS DURPAIRE

Je pense qu'il serait simpliste de se contenter de constater que les analystes et les sondages se sont trompés depuis un an en prévoyant une victoire d'Hillary Clinton. Ce serait négliger l'interaction entre ces analystes et le vote lui-même. Car Donald Trump s'est servi de ces pronostics comme levier, en disant à ses électeurs : la meilleure manière de reprendre votre destin est de voter pour démentir les pronostics de cette presse issue du système.

De qui se compose cette majorité qui a voté Donald Trump ?

D'abord c'est une minorité : le vote majoritaire est très légèrement en faveur d'Hillary Clinton. C'est le vote par État qui donne la victoire à Donald Trump. Mais pour répondre à votre question, je dirais que la coalition qui a donné la victoire à Trump est composée d'un mélange de mâles blancs en colère et d'abstentionnistes. Les "Mâles blancs en colère", ce sont les perdants de la mondialisation, ceux que décrivent les économistes Angus Deaton et Anne Case. Ce qui donne une élection à front renversé avec des États composés de classes populaires et qui ont voté républicain (Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin, Ohio). "Abstentionnistes" : parce que les électeurs de Bernie Sanders, épris d'égalité et de justice sociale, ne se sont pas résolus à voter pour Hillary Clinton, associée aux milieux d'affaires. ▶

Jusqu'à son épilogue dans la nuit du 8 novembre 2016, la campagne américaine n'a cessé de déchaîner les passions et d'attiser les tensions.... Les États-Unis sont-ils aujourd'hui plus divisés que jamais ?

Non, l'historien vous répondra que l'Amérique était plus divisée à l'époque de la guerre civile (qu'on appelle en France la guerre de sécession), qu'elle était également divisée dans les années soixante, quand les guerres culturelles divisaient le pays en deux camps. La question de l'unité et par contraste de la désunion a toujours traversé l'histoire de ce pays, qui s'appelle, je vous le rappelle, "États-Unis d'Amérique".

L'affrontement Trump-Clinton s'est mué en un duel de personnalité et d'incarnation, reléguant au second plan le débat d'idées. A-t-on atteint le degré ultime de peopolisation en politique ?

Oui, de toute évidence. Trump est depuis très longtemps le plus spectaculaire des candidats, issu de la télé-réalité. Il est ce pseudo-candidat que décrivait Daniel J Boorstin dans *Le triomphe de l'image* (1962). Sera-t-il un pseudo-président ? Pour ce qui est du contenu de la campagne, je dirais que paradoxalement les Américains, qui n'ont pas eu droit à de la substance et à du débat d'idées, ont néanmoins très bien identifié ce qui se jouait dans cette campagne. Pas une opposition classique entre conservateurs et progressistes, mais une opposition système-anti-système, doublée d'une critique forte de la mondialisation.

À quoi ressemblera l'Amérique de Donald Trump ?

61% des Américains qui ont voté estiment que Donald Trump n'est pas prêt pour être président. C'est dire le niveau d'incertitude dans lequel se trouvent tous ceux qui réfléchissent à votre question. On dit aux États-Unis qu'un candidat promet toujours de changer Washington, et qu'une fois élu, c'est Washington qui finit par le changer... Mais cette fois-ci, l'intérêt est qu'entre au cœur du système le plus anti-système des candidats. Lequel aura raison de l'autre ?

En France, l'expression Trumpisation s'est immiscée dans de le débat public pour qualifier les discours aux accents populistes ou les propos douteux. Cela vous semble-t-il pertinent ?

Oui, il y a très clairement une vague nationaliste qui n'a pas commencé avec Trump (voyez le Brexit) et

qui ne s'arrêtera probablement pas avec lui. C'est un nationalisme qui relève de l'économie, mais également de la demande de plus de sécurité et du repli sur une identité conçue comme un monolithe. Pour ce qui est du champ lexical, je serai plus nuancé : vous avez vu qu'au moment où Trump revendique un politiquement incorrect qui le fait assumer des propos outranciers, Marine Le Pen se drape dans la respectabilité lexical du slogan « *La France apaisée* ».

En 2008, Barack Obama avait suscité un incroyable espoir. Quel est son bilan huit ans plus tard ?

Obama termine avec un score de 54% d'Américains qui jugent positivement son bilan. La responsabilité de Clinton est très clairement engagée dans ce fiasco des démocrates.

Même s'il faut du recul pour juger d'un bilan, on sait que l'assurance santé sera à mettre au crédit du président démocrate, pour ne citer que sa principale promesse de campagne de 2008... Et ce n'était pas gagné !



On dit aux Etats-Unis

qu'un candidat

promet toujours

de changer

Washington,

et qu'une fois élu,

c'est Washington

qui finit

par le changer...



Trump, comme Obama en 2008, se réclame du rêve américain. Ce rêve américain existe-t-il encore ? Quelle en est sa définition contemporaine ?

Paradoxalement il y a un point commun entre les deux : le terme de changement utilisé par les deux et compris par leurs électeurs. Ils ont en commun l'idée d'une Amérique où tout est toujours possible, où rien n'est jamais écrit d'avance.

Après, pour ce qui est du modèle de société, tout semble les opposer : sur le port d'armes, le droit à l'avortement, le changement climatique, la politique étrangère, la vision d'une Amérique qui s'enrichit

de la diversité de ses héritages, son ouverture sur le monde..

Lors de la cérémonie 2015 des VMAs, Kanye West s'est déclaré candidat pour la présidence en 2020. Est-ce vraiment crédible ?

L'élection qui vient de s'achever me conduira à un peu d'humilité, en vous avouant que je vais m'y reprendre à deux fois avant d'avoir des jugements définitifs... Kanye West président des États-Unis, cela m'apparaît presque aussi fou que la déclaration de candidature de l'animateur de télé-réalité *The Apprentice*, un certain Donald Trump...

L'élection de Donald Trump rebat-elle les cartes de la présidentielle en France ?

Je le pense. Imaginez un deuxième tour entre

Marine Le Pen et un candidat vu comme appartenant au système. Elle pourra désormais dire : le président de la première puissance du monde – à laquelle était associée la mondialisation il y a seulement quelques années – est désormais d'accord avec moi... Dans ce contexte, la France peut-elle être la dernière nation à ne pas protéger ses frontières ? Non seulement cette élection rebat les cartes, mais elle ouvre des boulevards.

La présidentielle française intéresse-t-elle les américains et les grands médias ?

Enormément et cela m'étonne, je vous l'avoue. Mais on ne s'intéresse pas tant à l'élection française dans ses détails qu'aux alliés potentiels de Donald Trump. Depuis quelques jours, je vois sur CNN ou NBC les visages de Marine Le Pen, de Marion Maréchal Le Pen, ainsi que de Theresa May et de Nigel Farage...

En compagnie de Farid Boudjellal, vous signez *La Présidente*, une bande dessinée de science-fiction civique et politique dans laquelle vous prévoyez un cataclysme le 7 mai prochain... Pourquoi ce choix ?

L'idée était de sortir du déni dans lequel nous nous trouvons. Quand nous avons écrit le tome 1 de *La Présidente*, on nous prenait pour des illuminés. Nous avions prévu le Brexit, l'état d'urgence, la garde nationale... Dans le tome 2, publié quelques semaines avant la victoire de Donald Trump, nous dessinons les échanges entre Trump et Poutine au cœur du bureau ovale... Mais l'intérêt de l'anticipation est de susciter un surcroît de vigilance. Pour nous, la culture est une lanceuse d'alertes.

Mais le tome 2 de *La Présidente*, qui s'intitule « Totalitaire », va plus loin. Nous imaginons ce qu'un chef d'État pourrait faire des lois sécuritaires votées dans le contexte des attentats. Ne sommes-nous pas à l'aube d'une « société totalitaire » telle que la décrivait Karl Popper ?

L'accession de Marine Le Pen à l'Élysée vous semble donc inéluctable ?

Dans notre BD, nous offrons des perspectives de résistance. Nous offrons des personnages insoumis qui croient précisément qu'il n'y a pas de fatalité.

Pour nous, il faut d'urgence un discours et des propositions répondant aux interrogations concernant la mondialisation : comment construire des dispositifs pour que le global se transforme en opportunité pour l'échelle locale ? Pour le dire simplement, comment faire pour que le monde devenu village, soit une chance, et non pas une menace, pour le plus grand nombre ?

Diriez-vous que la France est en crise d'identité ?

Oui, en tant qu'historien, je crois que tout doit repartir d'une réécriture du récit national, qui intégrerait dans une narration commune la diversité des héritages qui nous constitue. Mais n'oublions pas que cette crise d'identité se double d'une crise sociale forte. Penser l'une, sans penser l'autre, c'est se priver de la moitié de l'explication.

Comment redonner de l'ardeur et de la vigueur à une société qui semble apeurée, repliée et parfois décontenancée ?

Je crois personnellement à un "plan Marshall" de la formation, qui permettrait à chacun d'assurer à son échelle de vie le virage de civilisation offert par la globalisation. Il ne suffit pas de dire à un jeune décrocheur qu'il n'a qu'à être auto-entrepreneur...

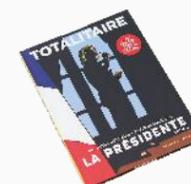
Quel rôle pour l'école et l'éducation dans cette société ?

Pour moi, c'est la clef de tout. L'actuelle majorité en a fait sa priorité mais je ne crois pas que la priorité des moyens se soit traduite en priorité de résultats. Il faut une démocratie éducative : une démocratie qui se mette entièrement au service de l'éducation de ses enfants et de la formation permanente de ses adultes.

Pour conclure, quel vœu ou souhait formuleriez-vous pour cette année 2017 ?

Que nous sachions jeter les prémices d'un humanisme de la relation qui soit une autre voie face à la poussée des nationalismes et des identitarismes. ■

Propos recueillis par Victor Mollet



Après avoir prédit l'accession d'Obama à la Maison Blanche, le succès du Brexit ou l'instauration de l'état d'urgence, François Durpaire annonce, dans le second tome de La Présidente, l'arrivée Marine Le Pen à l'Élysée. Pour de Vrai ?



EUX PRÉSIDENTS ?



LEURS IDÉES & LEURS PROJETS POUR FAIRE GAGNER LA FRANCE

Pierre GATTAZ



Président du groupe Radiall, Pierre GATTAZ est président du Medef depuis 2013

La prochaine mandature devra relever les défis immenses qui sont devant nous : le chômage et la sécurité.

Moi Président, je fixerai une ambition à la France avec un objectif qui sera au cœur de toutes mes propositions : le plein emploi pour tout le monde. L'emploi, la création d'emploi, seront le fil rouge de toutes les réformes que je proposerai.

Moi Président, j'activerai la "chaîne implacable de l'emploi". Je baisserai la fiscalité sur les entreprises afin qu'elles puissent être plus compétitives, dégager des marges pour investir, innover, exporter, et créer de l'emploi.

Moi Président, je libérerai le marché du travail afin de développer toutes les formes de travail, depuis le salariat jusqu'à l'auto-entrepreneuriat. Je créerai une dynamique de création d'emplois en simplifiant le Code du travail afin qu'il ne soit pas un frein à l'embauche. Parallèlement je développerai la flexi-sécurité afin que toute personne en recherche d'emploi bénéficie d'une formation qui lui permette de rebondir rapidement mais aussi pour que tous les Français en activité puisse se former tout au long de leur vie professionnelle, la formation étant aujourd'hui, à l'heure du numérique, indispensable.

Moi Président, je réinventerai un nouveau modèle social qui prenne en compte la réalité économique, et permette à notre pays de se projeter dans le monde du XXI^e siècle avec un dialogue social et économique revivifié au niveau national et performant au niveau de l'entreprise afin que celle-ci devienne la source principale des règles qui s'y appliquent.

Moi Président, je relancerai l'ascenseur social. Je réformerai le système éducatif en donnant la priorité à l'enseignement primaire afin que tout élève sortant de ce cycle sache lire, écrire et compter et connaisse les bases du numérique et de l'anglais; dans le secondaire, l'envie d'apprendre, le développement de l'esprit d'entreprendre seront valorisés et le système d'orientation sera revu. Enfin, les entreprises devront être au cœur de la voie professionnelle afin que l'apprentissage et l'alternance redeviennent des voies d'excellence.

Moi Président, j'entreprendrai un vaste chantier de "simplification réglementaire et législative", avec des lois à durée déterminée de cinq ans, soumises à évaluation et la mise en place de binômes "haut fonctionnaire - chef d'entreprise" à la tête des administrations pour appliquer les mesures de simplification.

Moi Président, je recentrerai l'État sur ses missions régaliennes et je développerai son rôle de facilitateur afin de fluidifier au maximum les rapports entre les entreprises, les citoyens et l'administration à partir d'un modèle fondé sur la confiance et la responsabilité. A l'État contrôleur se substituera un État stratège qui prendra en compte les enjeux présents et futurs pour mieux assurer l'avenir.

Moi Président, je moderniserai la fonction publique en dématérialisant, grâce au numérique, les tâches les moins attractives afin de donner à ses agents la possibilité d'apporter une valeur ajoutée, développer leurs talents et leur créativité et de leur offrir de vraies perspectives de carrière avec un management transparent et stimulant

Moi Président, je veux redonner un souffle et une vision à la France. Régler le problème du chômage, c'est régler tous les autres problèmes, c'est régler le problème de l'insécurité, c'est donner une alternative durable à la tentation mortifère du repli sur soi. Retrouver une force économique avec des entreprises compétitives et responsables, c'est dégager des perspectives, faire revenir la confiance et donner de l'espoir à tous les Français. Après trois années passées à la tête du Medef, j'ai la conviction que cela est possible. Durant cette période, j'ai eu la chance de rencontrer des dizaines de milliers d'entrepreneurs dans toute la France et j'ai pu mesurer, l'audace, la créativité de ces Français entreprenants. Ces énergies et ces talents n'attendent qu'une chose : être encouragés et libérer leur potentiel. J'en suis convaincu, c'est en se rassemblant autour d'une vision ambitieuse capable d'entraîner tout le monde - étudiants, jeunes issus des banlieues et des zones rurales, fonctionnaires, salariés du privé, retraités, entrepreneurs - que notre pays retrouvera le rôle économique et le rayonnement qu'il n'aurait jamais dû cesser d'avoir.

Pierre Gattaz

Xavier FONTANET



Ancien Pdg d'Essilor, Xavier FONTANET est aujourd'hui chroniqueur aux Échos et siège notamment au conseil d'administration de Schneider Electric ou L'Oréal.

Moi Président, j'engagerai quatre réformes fondamentales. Il faut d'abord que chaque français comprenne que la collectivité est en danger à cause des finances de l'État : notre sphère publique est surendettée, notre PIB par tête chute depuis 40 ans dans les classements mondiaux, l'exil de talents et de la richesse continue à un niveau préoccupant ; il faut donc réformer ; on ne s'en tirera qu'en faisant appel à la responsabilité de chacun, tout en disant bien que nous français sommes talentueux et que nous pouvons nous en sortir avec de bonnes réformes comprises et bien exécutées.

La première réforme c'est d'abord l'éducation, primaire et secondaire. Notre société est bien plus sophistiquée qu'on le croit il faut un minimum de bagage intellectuel pour pouvoir y vivre correctement. Rappelons que les enseignants font la différence et donc investissons dans leur formation. Il faut leur rendre impérativement leur technicité et leur dignité en les payant mieux quitte à en avoir moins. Il faut ensuite mettre beaucoup plus de ressources qu'on ne le fait actuellement dans le primaire et orienter les élèves plus tôt soit vers la filière générale soit vers la filière technique avec apprentissage. Il faut parallèlement expliquer que les pays qui feront différence seront ceux qui tiendront la route dans le domaine technologique, la technique doit être promue au niveau de filière d'excellence.

la deuxième réforme est celle du marché du travail : d'abord s'attaquer à la peur légitime d'embaucher résultant de l'impossibilité pour une entreprise de connaître à l'avance le coût de licenciement. C'est le meilleur moyen pour faciliter l'embauche. Ensuite créer une dégressivité raisonnable des allocations de chômage de façon à préserver les équilibres financiers des caisses sociales et faire en sorte tout le monde comprenne qu'il vaut mieux un job, même pas tout à fait satisfaisant, que l'horreur du chômage, même bien payé, à la maison.

Troisième réforme est évidemment la fiscalité : l'économie s'est arrêtée car on n'investit plus ; la lutte proclamée au plus haut niveau contre le « capital » s'est traduite par un triplement de la fiscalité sur l'investissement ; le résultat ne s'est pas fait attendre ; ni les français, ni les internationaux n'investissent comme il le faudrait dans notre pays. L'ISF qui a provoqué un exil effroyable dont on ne parle pas, doit être arrêté immédiatement ; il faut impérativement revenir à une fiscalité normale sur les plus-values, une flat tax à 25% comme chez tous nos voisins ; ces baisses seront financées par des économies de coûts sur la sphère publique, tenant compte du fait que l'économie repartira dès que la confiance sera retrouvée.

Mais les pays étrangers qui ont réussi le retour à la croissance montrent que les bonnes politiques ne se réduisent pas un catalogue de réformes. Il faut un grand dessein pour susciter l'adhésion de chacun des citoyens. Il faut rendre à notre pays la place qu'il mérite pour participer à la transformation du monde ; ceci suppose le renforcement de l'Europe et la construction d'une authentique défense européenne !

Xavier Fontanet

Xavier BEULIN



Président du groupe Avril, Xavier BEULIN est président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Moi, Président, je prendrai des risques pour l'agriculture Française, dans le bon sens du terme. Je lui permettrai de se libérer, de s'oxygéner, de respirer, de se développer. Il s'agirait de se libérer des multiples et absurdes contraintes qui pèsent sur le quotidien des paysans Français: des contraintes administratives, des contraintes réglementaires, des contraintes morales, des contraintes de vie. L'idée est bien de faire valoir les talents nombreux d'agriculteurs formés, modernes et engagés. Nous ne pouvons plus accepter qu'on nous empêche de produire alors que nous voulons simplement nourrir nos concitoyens. Bien sûr cette volonté de liberté doit s'exercer dans le cadre légal et dans le cadre évident du respect de l'environnement comme des attentes sociétales. Mais de grâce, rendons aux paysans le droit d'exercer leur métier !

Moi président, je réorienterai une partie de notre politique étrangère vers plus et mieux d'Europe bien sûr, mais aussi et surtout vers une nouvelle vision de ce que l'on appelle la politique méditerranéenne et au-delà africaine. Dans la réalité, nos intérêts, nos proximités, nos amitiés historiques sont aussi dans ce bassin méditerranéen. Négligé peut-être, mis de côté parfois, assurément, cet espace tient les clés d'une partie de notre avenir. Immigration, Agriculture, réchauffement climatique, écologie, développement maritime, culture, il y a autour de cette mer les ferments de notre développement. Bien sûr les guerres ont mis en sourdine de nombreux projets et autres initiatives. Mais l'espoir est là tenace car de grandes choses sont nées ici et là. Le moyen Orient, berceau de l'humanité, l'Egypte et la grandeur de ses apports techniques et scientifiques, la Grèce maritime, le Maroc et sa ceinture verte, hier et aujourd'hui, partout l'histoire des défis du monde a rendez-vous avec la méditerranée. L'Europe reste notre base, une base qui doit être plus forte, plus protectrice, plus proche des citoyens et la Méditerranée est notre lien premier avec le monde.

Moi Président, je mettrai en place toutes les forces possibles pour que notre pays garde son rang de première destination touristique du monde. Et ceci d'autant plus que malgré notre première place, nous perdons des parts de marché depuis quelques années. Notre pays a besoin de ces visiteurs car au-delà des seuls aspects économiques, il s'agit bien du rayonnement de la France dans le monde. Nos bâtiments, nos musées, nos littoraux, nos campagnes, notre langue sont des atouts considérables pour montrer le meilleur de nous-mêmes. Connaître la France, visiter notre pays, bouger sur le territoire national pour les citoyens du monde c'est l'assurance pour la France d'être mieux compris et mieux entendu. Le tourisme n'a pas qu'un rôle économique, il a bien un rôle politique.

Lorsque l'on voit le succès de la dernière coupe d'Europe malgré la pression issue des attentats, on ne peut se réjouir de l'engagement de la France pour obtenir les JO en 2024 et l'exposition universelle. Les grands projets mobilisent et stimulent. Rien de grand ne peut se faire sans le collectif alors, moi Président, je remobiliserai les Français autour de ces événements qui réclament savoir-faire et savoir vivre. Je ne veux pas qu'on oublie que le tourisme c'est également le faire valoir de nos terroirs, de notre gastronomie, de notre patrimoine rural, de notre vivre ensemble.

Soyons fiers de ce que nous sommes.

Xavier Beulin

Jean-Claude SEYS



Vice-Président et Administrateur délégué de Covéa (MAAF, MMA, GMF), Jean-Claude SEYS est président de l'Institut Diderot.

Moi Président, je me fixerais comme objectif prioritaire, la lutte contre le chômage, dont dépend l'avenir de la société française, de la paix sociale à l'équilibre des retraites. Le débat des 35 heures est révolu. Techniquement, comme l'annonçait Jean Fourastié dans les années 60, ce temps de travail hebdomadaire n'est plus nécessaire aujourd'hui et le sera moins encore demain. L'erreur de Madame Aubry a été de croire qu'il est possible de déterminer souverainement le coût du travail dans une économie totalement ouverte à la concurrence internationale ; sur un marché, on ne peut déterminer le prix et la quantité... La recherche classique d'un nouvel équilibre passerait par une réduction du coût du travail ou le recours à un nouveau protectionnisme, tous deux aux conséquences fâcheuses. Je proposerais donc une troisième voie, prenant en compte les progrès à venir de la productivité, provenant notamment de la robotisation, basée sur la généralisation du travail à temps partiel, soit 3 jours de 8 heures par semaine payées proportionnellement. L'entreprise y gagnerait en souplesse, et en productivité, pourrait faire tourner ses équipements 7 jours sur 7, et souffrirait moins de l'absentéisme, du stress et du rejet de certains métiers. Les difficultés d'organisation tenant à la succession de plusieurs personnes dans le même poste sont désormais solubles grâce au numérique. Les salariés y gagneraient deux jours de liberté par semaine et plusieurs heures de transport, une meilleure qualité de vie et une meilleure gestion de leur budget couvrant une fraction de la perte de salaire que des aides sociales pourraient finir de compléter. La collectivité réduirait ses dépenses sociales malgré cela, et ses besoins d'infrastructures.. notamment de transport.

Moi Président, je m'inquiéterais du divorce croissant entre dirigeants et dirigés, qui menace les démocraties. L'isolement des élites, leur méconnaissance de la réalité, pour réels qu'ils soient, ne sont pas supérieurs à ce qu'ils ont pu être dans le passé : ce qui est nouveau c'est l'hétérogénéité de nos sociétés : le système majoritaire peut

conduire à ignorer de manière continue les attentes de certaines parties de l'électorat qui ne voient plus la différence entre la tyrannie d'un seul et celle d'une majorité à laquelle ils ne participent jamais. Par ailleurs, les opinions publiques se regroupent de manière variée selon les problèmes : les élections se gagnent en créant une opinion majoritaire sur un sujet, par exemple la réforme fiscale, mais celle-ci n'existe pas nécessairement sur d'autres problèmes et le fait qu'un pouvoir élu majoritairement se considère comme légitime pour tout autre chose dans l'opinion crée un sentiment de trahison. Pour remédier à cela je remplacerais les CSEE, dont la vocation initiale était d'éclairer, les décideurs sur l'état de l'opinion publique, par un système de consultation de l'ensemble de la population, par internet avant de décider d'une orientation. Sans soutien de l'opinion, ils pourraient faire œuvre de pédagogie pour la faire évoluer et cesser d'imaginer qu'une majorité ponctuelle les investit le temps d'une mandature du pouvoir de légiférer selon leur seule fantaisie.

Moi Président, j'essaierais de créer un nouvel élan des économies mondiales en œuvrant à la création de nouvelles ressources pour les Etats surendettés. Il y a trop d'épargne dans le monde, car la faiblesse de la consommation n'entraîne pas son investissement industriel et le surendettement de nombreux Etats empêche de l'employer dans la création d'infrastructures publiques. Il faudrait une création massive de DTS par le FMI, différenciée en fonction de la situation des Etats, permettant aux pays surendettés de rembourser instantanément une fraction de leur endettement et de faire repartir leur économie. Celle-ci restera en effet bloquée tant que sera exigé un remboursement impossible, auquel les créanciers ne peuvent toutefois pas renoncer pour ne pas avoir à constater la défaillance dans leurs comptes.

Jean-Claude Seys

Jacques SÉGUÉLA



Publicitaire, conseiller en communication, co-fondateur de l'agence RSCG (aujourd'hui Havas). Jacques SÉGUÉLA a écrit 27 livres, créé ou participé à plus de 1000 campagnes, dont 20 présidentielles (19 succès et un échec, celui de Lionel Jospin en 2002).

Moi, Président, je rétablirai la publicité politique. Exception française que de crimes commis en ton nom ! L'ensemble des nations autorise la publicité politique. Et nous et nous et nous, les inventeurs de la démocratie, des Droits de l'homme, de la liberté d'expression et de la publicité (merci Charles Havas), nous en sommes les seuls censeurs. Incroyable mais vrai, toute annonce, affiche, spot radio, télévisuel ou cinématographique est strictement interdit en temps de campagne. Restent autorisés les spots des écrans dits officiels qui ponctuent les trois dernières semaines mais qu'un règlement d'un autre âge transforme en réclame politique. 50% du film caricaturent nos prétendants en piètres journalistes du 20 heures.

Triste France où est plébiscitée la publicité du camembert Président et proscrite celle du présidentiable. Sonné d'info, assourdi de débats, gorgé de rumeurs, gavé de rancœur, nous ne votons plus pour mais contre. Le vote est un acte d'amour, nous en avons fait un acte de haine. Or la première efficacité de la publicité est de revenir à l'essentiel, se faire aimer. Certes, en matière électorale il faut en fixer les limites éthiques et budgétaires. En premier lieu, bannir les messages de ces dénigrement sordides qui sont la honte des campagnes américaines. Quant à l'équité budgétaire elle est simple à assurer. Il suffit de limiter la durée de l'investissement de la pub et de l'inclure dans les frais de campagne remboursable. Chaque prétendant serait ainsi doté des mêmes moyens en totale liberté de création.

Moi, Président, je délivrerai les présidentiables futurs du ringardisme et je cesserai de livrer leur image aux seuls médias, otages à leur tour d'une dictature sondagière s'instaurant faiseur d'opinion face à ce vote imposé.

Je veux rétablir le vote libre.

Jacques Séguéla

Ghislain HANICOTTE



Ghislain HANICOTTE est un des associés-fondateurs du cabinet ADEKWA Avocats

Moi, Président, à défaut d'être normal, je promettrais d'être singulier. Singulier pour que le citoyen le soit également, ou le reste.

Moi, Président singulier, avant même la poignée de mains élyséenne du Président François Hollande, et avant même qu'il ne me confie ce qui serait encore secret (je n'ai jamais compris que cette passation puisse se faire en vingt minutes), je programmerais, rien que pour moi, un rendez-vous sophrologique.

Le président de la République, plus que quiconque, se doit d'être à l'écoute et prendre soin des autres. Cela exige, au préalable, et au risque de se perdre, de prendre soin de soi.

Moi, Président singulier, j'ajouterais au Code pénal la contravention du mensonge public.

La juste information du citoyen ne souffre d'aucune inexactitude dans la mesure où le citoyen fait a priori confiance à ce qu'il entend pour réfléchir et agir.

Toute personne exerçant une fonction "politique", "journalistique" ou de "service public" sera tenue de ne rapporter que la vérité des faits et des chiffres dès lors qu'elle utilisera un support médiatique, et ce, sous peine d'avoir à se taire à jamais.

Ainsi, avec moi, Président singulier, chacun restera libre de se mentir à lui-même, mais uniquement dans la sphère privée.

Moi, Président singulier, j'instituerai enfin dans le cadre d'un Ministère nouveau dit des "Affaires courantes", l'exception de dérogation.

C'est-à-dire, autoriser la "dérogation par exception" lorsque le cas d'espèce le justifie et que nul citoyen ne s'en trouve lésé.

Et dans le même temps, rendre systématiquement les choses plus simples, autant que faire se peut.

En réalité, faire "un choc de simplification", mais pour de vrai cette fois..

Ghislain Hanicotte

Pascal LOROT



Pascal LOROT est le président de l'Institut Choiseul, think tank dédié à l'analyse des questions stratégiques internationales et de la gouvernance économique mondiale

Moi Président, j'accorderai une plus grande importance à notre environnement politique et économique international. J'essaierai de sensibiliser mes collègues élus et les élites de notre pays à la réalité d'un monde qui va vite, beaucoup plus vite qu'ils ne l'imaginent et qui, et c'est dans l'ordre des choses même si cela est douloureux pour nos oreilles, se soucie bien peu aujourd'hui de la parole de la France. Pour en tenir compte, je suivrai plus particulièrement trois grands axes dans ce domaine.

Moi Président, j'engagerai le pays dans la voie d'une diplomatie plus modeste dans sa tonalité. La France aime donner des leçons au monde, se draper dans les grands principes humanistes pour ensuite juger, dénoncer, pointer du doigt ceux qui n'ont pas l'heur de se comporter tel que nous le souhaiterions. Cette "arrogance" puisque c'est ainsi qu'on le perçoit souvent, fait du tort à nos intérêts. Elle provoque aussi quelque raillerie pour ne pas dire de la moquerie car comment demander aux autres de changer lorsque nous-mêmes sommes dans l'incapacité de nous réformer. Moi Président, je veux donc que la France s'inscrive dans une logique de *realpolitik*, qui respecte les choix faits par nos partenaires. Dans un monde multiforme où de nouvelles puissances ont émergé et entendent, à leur tour, influencer sur la vie de notre planète, le dialogue avec tous est plus que jamais nécessaire. Si la France est plus à l'écoute des autres, elle sera elle-même plus écoutée.

Moi Président, je veux que la France défende en priorité ses intérêts nationaux. Les Américains, les Britanniques, les Russes(...) défendent toujours bec et ongles leurs intérêts. Nous, plus rarement. L'impression qui prévaut est que l'on est trop souvent dans une logique d'alignement face au grand frère américain. Bien sûr, l'Amérique est notre amie mais nos intérêts peuvent parfois diverger. Le cas des sanctions contre la Russie en est une bonne illustration puisque, sous la pression de Washington, nous avons décidé des mesures économiques qui finalement coûtent très cher à nos entreprises ... sans impacter beaucoup l'économie qu'elles sont censées affecter.

Moi Président, je n'aurai pas honte de notre langue car elle constitue un formidable atout. Montesquieu, Ronsard, Rousseau ou encore Victor Hugo nous ont laissé un trésor de mots, d'expressions et de règles grammaticales qui sont d'une richesse incommensurable... et sont partagés par une bonne trentaine de nations. Moi Président, j'appuierai la création d'une véritable communauté francophone avec un axe privilégié : l'économie et le commerce. On le sait peu mais, si aujourd'hui on estime le nombre de francophones à quelque 270 millions de personnes, ce sont 500 à 600 millions de terriens, pour une grande partie Africains, qui auront la langue de Molière comme langue maternelle ou de communication et de travail, et autour d'un milliard à horizon 2100. Cela est un formidable atout pour notre pays, pour nos entreprises. Moi Président, je lancerai une Union économique rassemblant tous les pays de langue française dont l'objet sera d'initier des projets communs structurants et porteurs d'activité pour nos entreprises.

Pascal Lorot

Frédéric TIBERGHEN



Frédéric Tiberghien est président de Finansol depuis 2013. Il siège au conseil d'administration de nombreuses associations ou fondations d'entreprise.

Moi Président, je cesserai de prendre mes concitoyens pour des crétins. Modifier le code du travail n'a jamais abouti à la création du moindre emploi. Je stabiliserai donc le droit du travail pendant la durée de mon mandat pour laisser les entreprises se concentrer sur leur métier et m'attaquerai aux vrais problèmes qui entravent le bon fonctionnement du marché du travail : son dualisme et la faible mobilité professionnelle et géographique des salariés.

Les fonds de la formation professionnelle ne bénéficient pas suffisamment à ceux qui en ont le plus besoin, notamment aux moins qualifiés et aux chômeurs. Il faudra revoir cela avec les partenaires sociaux et mieux utiliser les périodes de chômage partiel ou total pour accompagner des reconversions professionnelles.

La mobilité professionnelle géographique sera aussi mieux accompagnée. Encourager la propriété du logement pour les jeunes aboutit à freiner leur mobilité géographique et il faudra rendre à Action Logement la libre disposition de ses ressources pour mettre en place un parc locatif bien situé permettant d'accompagner cette mobilité tout au long de la vie professionnelle.

Moi Président, je n'oublierai pas que les entreprises du secteur concurrentiel détruisent des emplois et ne parviennent plus à assurer le plein emploi dans notre pays, alors qu'il s'agit de la principale attente à leur égard. Dans ces conditions, je favoriserai la montée en puissance de l'économie sociale et solidaire (ESS), ce tiers secteur qui met l'accent sur la création d'emplois et ne place pas la rentabilité

financière à court terme au-dessus de tout. Ce mode d'entreprendre est également porteur d'innovations sociales qui peuvent renforcer la cohésion sociale et l'adhésion des citoyens à des projets collectifs au-delà des multiples fractures qui caractérisent notre pays. De nombreuses entreprises de ce secteur sont en train de changer d'échelle pour devenir des ETI et je m'attacherai à favoriser leur multiplication, avec la création d'emplois et la revitalisation de nos territoires en ligne de mire.

Moi Président, je favoriserai le développement de la finance solidaire pour apporter aux entreprises de l'ESS les moyens financiers dont elles ont besoin pour investir et innover. A cet effet, j'imposerai aux banques et aux compagnies d'assurance de proposer à tout souscripteur de produit financier ou d'assurance une option solidaire permettant de soutenir l'investissement dans ce tiers-secteur. Il s'agit tout simplement de remettre la finance au service de l'économie réelle et solidaire de telle sorte qu'elle ne soit plus désignée comme l'ennemi dont il faut se débarrasser mais comme un outil à mobiliser au service de l'intérêt collectif et de la cohésion sociale.

Tout cela est possible et atteignable. En mobilisant les acteurs de terrain et les nombreuses compétences qui existent dans notre pays. Car la déception par rapport au politique n'est plus de saison.

Frédéric Tiberghien

Jean-David CHAMBOREDON



CEO d'ISAI, instigateur du mouvement des Pigeons, Jean-David Chamboredon est le fondateur et co-président de France Digitale

En cette période de campagne présidentielle, chacun peut s'improviser candidat et porteur d'un programme rempli de propositions pour notre pays. Co-président de France Digitale, association regroupant les entrepreneurs et investisseurs du « digital », je ne fais pas exception. N'ayant aucune ambition de rejoindre le personnel politique et souhaitant obstinément continuer à faire mon métier de capital-risqueur et à être l'un des porte-paroles de cette belle profession et plus généralement de l'écosystème de l'entrepreneuriat « digital », j'ai accepté de me prêter à l'exercice du « Moi, Président ».

Moi Président, je considérerais l'éducation et la formation comme priorités absolues. J'y encouragerais - quel que soit le parcours suivi - l'enseignement des outils du numérique et notamment du codage informatique ainsi que celui de la micro-économie et de l'entrepreneuriat en particulier. J'utiliserais l'autonomie et l'émulation entre établissements d'enseignement et de formation comme moteur vertueux de cette transformation. L'évaluation des résultats pédagogiques sera le principal voire unique critère. Je ne serais satisfait que lorsque tous les "apprenants" auront appris à apprendre et n'auront plus aucune peur de le faire à nouveau.

Moi Président, je n'aurais de cesse que de permettre à toutes formes d'emploi de se développer et donc d'assouplir la législation qui partitionne et rationne de façon contre-productive le monde du travail. Il existe aujourd'hui des moyens extraordinaires de faire se rencontrer une offre et une demande. Le monde demain est celui d'itinéraires professionnels mêlant et alternant salariat, auto-emploi, indépendance, entrepreneuriat, formation et auto-formation. C'est une révolution qui recèle d'opportunités pour le plus grand nombre alors que protéger le "monde d'hier", c'est priver beaucoup de toute possibilité d'envisager l'avenir avec envie.

Moi Président, je m'attacherais certainement à baisser le niveau de prélèvements obligatoires et à réduire la dette publique léguée à nos enfants mais surtout, je m'assurerais que l'épargne longue et le capital intelligent sont encouragés à se mobiliser aux quatre coins du pays pour financer - en prenant de vrais risques - la radicale transformation économique dont il a besoin. Il faut déclencher une dynamique d'innovation et de création de valeur pour ensuite être en mesure d'adapter nos systèmes de redistribution. Il faut sans doute colmater ce qui prend l'eau mais il faut aussi et surtout se projeter dans l'avenir.

Soyons convaincus que la France - qui évolue dans une économie de marché mondialisée - ne doit pas redouter de participer à cette compétition planétaire, qu'elle y a de très nombreux atouts et que son histoire et sa jeunesse doivent lui permettre d'y aller avec un moral de vainqueur. Notre conscience collective des impératifs d'équité sociale, des préoccupations écologiques et d'une certaine forme d'universalisme ne doit en aucun cas être paralysante. Tout au contraire, combinée à créativité et agilité, cette "vision collective" peut se révéler extrêmement puissante !

Jean-David Chamboredon

Philippe HAYAT



Entrepreneur, auteur, Philippe HAYAT est le président-fondateur de l'association 100 000 entrepreneurs, qui a pour vocation de transmettre la culture et l'envie d'entreprendre aux jeunes de 13 à 25 ans, par le biais de témoignages d'entrepreneurs dans les classes au collège, au lycée et dans l'enseignement supérieur.

Moi Président, je répondrais à la seule question qui finalement importe : quelle France voulons-nous bâtir pour nos enfants ? Une France qui les encouragera à cultiver leurs envies, en faire un projet et le porter, à prendre l'initiative et entreprendre, quels que soient leur origine, leur condition et leur parcours professionnel. Une France qui réveillera en eux le bonheur de construire, la joie de s'accomplir, cette force irréductible du cœur humain. Alors les mots prendront un sens différent. L'incertitude, nous la nommerons opportunité. L'échec deviendra admissible et portera en germe les succès futurs. Le choix remplacera la contrainte. Les difficultés, les peurs, l'amertume s'estomperont au fil des réalisations. Le travail ne sera plus une charge à circonscrire, un fardeau à partager, mais un facteur d'épanouissement, une dignité, une volonté constante de se former, de progresser, de se réaliser. La France redeviendra fière d'elle-même et conquérante, riche de ses talents, résolument tournée vers l'avenir et l'innovation, admirée du monde entier.

Je profiterais d'un fabuleux gisement d'expression, qui se trouve sous nos yeux, à portée de main : nos PME et nos start up. Aujourd'hui, seulement 4 500 d'entre elles dépassent les 250 employés, contre 8 500 au Royaume-Uni et 11 500 en Allemagne. Il suffirait d'atteindre la densité d'entreprises de taille moyenne de nos voisins pour retrouver le plein emploi.

Moi Président, j'encouragerais les audacieux, en reconnaissant le danger qu'ils assument, en ne les privant pas des fruits de leurs engagements. Jusqu'à présent, les politiques ont douté de leur mérite. Ils ont suspecté leur motivation, pesé leur réussite, jugé leur patrimoine, excité la jalousie. Ils ont entravé l'expression de leur créativité en leur en négociant toujours davantage la jouissance. Sous couvert de moralisme, à l'origine de toute inquisition, ils ont défini un gain « convenable » pour ces entrepreneurs talentueux. La fiscalité, bras armé du dogmatisme, a confisqué le surplus. Par quel maléfice notre si précieux souci de solidarité s'est-il transformé en la plus sournoise des orthodoxies ? Des débats d'un autre temps n'ont cessé d'opposer capital et travail, sans reconnaître au premier le risque pris pour générer le second. Et s'il convient de préserver le travail, pourquoi ne pas inciter, dans une sorte de socialisme nouveau, le plus grand nombre à porter des projets, s'émanciper et s'enrichir du capital ?

Moi Président, je libérerais le dialogue social et arrêterais de le dénaturer. Le libérer consiste à laisser, en confiance et sans contrainte, les PME devenir ce qu'elles sont par nature : un lieu d'accomplissement du chef d'entreprise comme de ses équipes, réunis dans la construction d'un projet partagé, dans l'enthousiasme d'une réussite commune, chacun dans sa responsabilité, grandi par ses actions, formé dans la règle de l'art, tendu vers ses objectifs, récompensé de ses résultats. Au salarié d'accepter la flexibilité comme conséquence inéluctable des turbulences de la compétition. Au dirigeant de l'armer contre la précarité en lui assurant les formations adéquates et un accès au capital de son entreprise.

Philippe Hayat

Michel LÉVY-PROVENÇAL



Conférencier (TEDxParis), entrepreneur (Rue89, Brightness, L'Échappée), Michel LÉVY-PROVENÇAL est un fidèle ambassadeur et défenseur de l'innovation hexagonale.

Moi Président, j'aurais conscience qu'au cours des dix prochaines années, les progrès des NBIC (nanotechnologies, des biotechnologies, des sciences de l'information et des sciences cognitives) auront plus d'impact sur notre société que l'avènement de l'Internet public depuis la fin des années 1990. Les prochaines décennies nous engagent dans le dernier combat avant le changement de notre espèce : la lutte contre notre propre mort, l'augmentation radicale de nos capacités physiques et intellectuelles et, à terme, l'abandon possible de notre enveloppe charnelle au profit d'une intelligence artificielle désincarnée. Cette révolution n'en est qu'à ses prémices. Etats-Unis et Chine ont pris une avance considérable. L'Europe est à la traîne et, au regard des débats politiques en vue de l'élection présidentielle française, rien n'indique que cela changera. Il est urgent que nous, citoyens, alertions nos dirigeants sur ce sujet, qui sera central dans les prochaines années.

Moi Président, j'aurais pour tâche d'accompagner la France et l'Europe dans un monde bouleversé par ces technologies. J'aurais à cœur de projeter mon action au-delà du quinquennat pour lequel je concours en préparant notre continent au monde de 2030, un monde où l'éducation, la justice, la sécurité, la défense, la santé, la culture ou l'agriculture seront profondément bouleversés par les technologies et les usages numériques. Ainsi j'initierai le premier programme NBIC européen, sur le modèle des programmes aéronautiques et spatiaux du passé afin d'accompagner l'émergence des géants de la recherche, de l'entreprenariat et du mécénat du 21ème siècle.

J'œuvrerai pour empêcher que la France et l'Europe ne deviennent des colonies technologiques sous le joug des puissances américaines et chinoises. J'encouragerai les politiques qui permettront de faire émerger les Léonard de Vinci et les François Ier contemporains.

Moi Président, j'initierai un programme de réflexion et d'action de long terme afin de contenir les risques qu'induisent cette transformation accélérée du monde. J'agirais pour nous préparer aux risques d'accidents nano-technologiques, biotechnologiques et cybernétiques. Je travaillerais à mettre en œuvre des comités d'éthique et des plans d'urgence construits grâce à des crash tests civilisationnels, nous permettant ainsi d'agir en cas de crises nouvelles. Enfin, je débiterais mon mandat en annonçant la première série de grandes conférences européennes sur les NBIC rassemblant chercheurs, entrepreneurs, investisseurs, philosophes et citoyens sur le modèle des COP sur la question du climat, afin d'accompagner le plus important défi que l'humanité ait connu depuis son apparition.

Michel Lévy-Provençal

Jean-Pierre LETARTRE



Jean-Pierre LETARTRE est président d'EY (ex Ernst & Young)

Moi Président, je redonnerais le pouvoir au "terrain". Les entreprises (comme les administrations) doivent être en capacité d'organiser par elles-mêmes le travail de leurs collaborateurs plutôt que de céder à une régulation trop homogène des conditions de travail qui fait fi des spécificités de chaque métier ou secteur. Il me paraît important de redonner cette liberté d'organisation à ceux qui constituent la base de notre société, au sens noble du terme, ceux qui font le dynamisme de notre pays. Concrètement, c'est donner aux chefs d'entreprise la possibilité de prendre de vraies décisions par le dialogue social dans l'entreprise. Le même esprit prévaudrait dans le domaine public : les territoires pourraient se doter de conseils pour jouer collectif. Redonner le pouvoir au terrain, c'est lutter contre la complexité d'une réglementation inflationniste, qui veut répondre à tous types de cas !

Moi Président, je réduirais le poids global de la dépense publique (État, collectivités...). La France doit être plus compétitive. C'est une urgence. Quel pays peut supporter que la moitié de la richesse produite chaque année soit ainsi dépensée ? Pour que la France redevienne plus compétitive et attractive, notamment par rapport à ses voisins européens, il me paraît important d'agir sur les leviers fiscal et social - et de redonner de l'air à l'activité économique française en baissant la fiscalité sur les entreprises et en faisant disparaître des impôts répulsifs et dogmatiques tel l'ISF. Pour que cela soit possible, il faudra redéfinir les missions de la sphère publique afin d'alléger, simplifier et concentrer l'action de l'État là où elle est pertinente et utile.

Moi Président, je relancerais la machine européenne. Nous avons besoin d'international et l'un des dangers que l'on peut redouter actuellement, c'est celui du repli protectionniste. D'où qu'il vienne. La récente actualité politique, avec l'élection de Donald Trump ou bien le vote en faveur du Brexit, nous l'a prouvé : la concurrence internationale va se faire de plus en plus vive et l'Europe sera notre atout. C'est seulement en étant des Européens soudés, notamment sur le front économique - je pense ici aux lois qu'ont pu passer les États-Unis (sur la préférence nationale commerciale) ou bien la Chine et que l'Europe peine à contrer - que nous aurons une place de choix dans le jeu économique mondial.

Jean-Pierre Letartre

Charles BEIGBEDER



Créateur et dirigeant d'entreprises, citoyen engagé, Charles BEIGBEDER est président-fondateur de Gravitation

Moi Président, je ferai inscrire nos racines et nos traditions dans la Constitution, afin d'enraciner les Français dans leur histoire et lutter contre le multiculturalisme.

Moi Président, j'instaurerai une République de France qui fera appliquer le vieil adage « *À Rome fais comme les Romains* » et tournera la page d'une République hors sol.

Moi Président, je lutterai contre le communautarisme qui gangrène nos quartiers et introduit une forme de séparatisme dans la cohésion nationale.

Moi Président, je rendrai à la France sa souveraineté, sans laquelle aucun peuple n'est libre de son destin et veillerai à l'application du principe de subsidiarité au sein des instances européennes.

Moi Président, j'instaurerai le référendum d'initiative populaire qui permettra au peuple de retrouver le pouvoir confisqué par les partis.

Moi Président, je militerai pour une nouvelle mondialisation qui préserve nos spécificités culturelles, valorise l'excellence française et revitalise la France périphérique.

Moi Président, je mettrai en place un protectionnisme éthique qui lutte contre toutes les formes de dumping social et préserve les intérêts français.

Moi Président, je supprimerai le droit du sol et instaurerai une pause dans les flux migratoires en direction de la France afin de concentrer nos efforts sur l'assimilation des nouvelles générations installées sur le sol français.

Moi Président, je rétablirai des frontières nationales et sortirai de l'espace Schengen, tant que les frontières européennes resteront inopérantes et n'empêcheront pas l'afflux massif de migrants.

Moi Président, je défendrai la liberté d'expression souvent bafouée et lutterai contre toute forme de pensée unique.

Moi Président, je prônerai la liberté scolaire des parents, instaurerai une autonomie de gestion et de recrutement des établissements scolaires, et permettrai le financement des écoles hors-contrat par le biais du chèque scolaire.

Moi Président, je défendrai la famille durable fondée sur l'altérité homme – femme et abrogerai la loi Taubira qui ne permet pas à chaque enfant de connaître sa double filiation.

Moi Président, je rétablirai l'universalité des allocations familiales et relèverai le plafond de l'avantage fiscal lié au quotient familial.

Moi Président, j'abolirai par extinction progressive le statut des fonctionnaires et transférerai au secteur privé des pans entiers de l'action publique, à l'exception du domaine régalien.

Moi Président, je simplifierai le droit du travail, faciliterai les licenciements économiques et abaisserai le montant des charges sociales.

Moi Président, j'instaurerai de la concurrence dans la sécurité sociale, fusionnerai les différents régimes de retraite et mettrai en place un système de retraite par capitalisation.

Moi Président, j'instaurerai une *flat tax* à 15% sur les revenus des personnes physiques en lieu et place de l'IRPP, de l'ISF, de la CSG et des droits de mutations, et supprimerai l'ensemble des niches fiscales, hormis le quotient familial.

Charles Beigbeder

Jean-Claude MAILLY



Jean-Claude MAILLY est secrétaire général de Force Ouvrière (FO).

Moi Président, je réaffirmerai l'attachement de la France à l'idée européenne en militant et recherchant des appuis pour en modifier les modalités. Deuxième puissance de la zone euro, la France doit contribuer à réorienter la construction européenne au plan social, économique et démocratique.

Protocole social de droit primaire, programme européen d'investissements publics (ex. créer un EADS du photovoltaïque) à hauteur de 2% du PIB chaque année pendant 10 ans, révision des traités, dont le pacte de stabilité et de croissance et le pacte budgétaire, stimulation de la demande intérieure, relance du modèle social européen, rétablissement d'un véritable dialogue social et développement de la négociation collective seront au cœur de ma démarche.

Moi Président, je m'attèlerai à une réforme fiscale d'ensemble guidée par les objectifs d'équité, de simplification et de justice.

Je remettrai au centre l'impôt progressif sur le revenu, que je qualifie d'impôt citoyen payé par tous. Cette réforme concernera l'imposition directe et indirecte, y compris la fiscalité locale. Cette réforme est doublement indispensable. Il s'agit de renforcer l'acceptabilité de l'impôt et de donner au service public républicain, le bien de ceux qui n'ont rien, les moyens de fonctionner et de répondre aux besoins.

Dans la foulée, je proposerai une réforme des aides publiques aux entreprises qui seront basées sur les principes de ciblage, de conditionnalité et de simplification et je renforcerai la stratégie industrielle des pouvoirs publics.

Moi Président, je réinstaurerai le principe de la hiérarchie des normes en matière de négociation collective notamment en renforçant le niveau de la branche, à l'origine des conventions collectives nationales, afin de répondre au mieux au principe républicain d'égalité de droit et d'assurer un minimum de régulation sociale et économique. Je ne confondrai pas la démocratie politique et la démocratie sociale, cette confusion étant source d'ambiguïtés et d'irresponsabilités.

Par la même occasion, tant sur le plan du travail que de la fiscalité, je m'engagerai à faire respecter une plus grande stabilité juridique en systématisant les procédures d'évaluation et en arrêtant de faire légiférer ou de réglementer de manière intempestive.

Jean-Claude Mailly

Patrick ERRARD

Patrick ERRARD est président du syndicat des entreprises du médicament, le LEEM.

Moi Président, je souhaite repositionner la santé au cœur du débat politique. Les candidats à l'élection présidentielle ne peuvent s'affranchir d'une des préoccupations majeures des Français. La santé n'est pas qu'un droit individuel, c'est un bien collectif, c'est un choix politique, une dynamique sociétale. La santé est aussi affaire de solidarité, au-delà de sa dimension économique. Elle se nourrit de la diversité de ses acteurs (patients, professionnels de santé, établissements de santé, puissance publique et industriels du médicament). A l'instar du Collectif Santé 2017, je souhaite obtenir des candidats un engagement fort en matière de santé.

Moi Président, je veux redonner à notre système de soins une plus grande cohérence synonyme d'efficacité. Le secteur de la santé pâtit, en France, d'un empilement de normes législatives et réglementaires, à l'opposé du besoin de prévisibilité et de stabilité dont nos entreprises ont besoin. L'éclatement des processus décisionnels et la complexité des circuits d'évaluation du médicament sont incompatibles avec le principe d'accès rapide des médicaments au marché. Plus que jamais, il est nécessaire de simplifier notre environnement normatif.

Moi Président, j'aspire à ce que la France redevienne une terre d'excellence en matière de santé. Pour atteindre cet objectif, il faut réconcilier la maîtrise des dépenses de santé avec l'attractivité industrielle. Malgré le retour de l'innovation, notre secteur croule sous une régulation comptable, court-termiste et inadaptée.

La France subit une des fiscalités parmi les plus élevées d'Europe. Elle compte une dizaine de taxes sectorielles pharmaceutiques quand l'Espagne et l'Italie en comptent 3 et l'Allemagne une seule. Après quatre ans de récession commerciale et de fragilisation industrielle, la France est aujourd'hui concurrencée par de nouveaux acteurs sur la scène européenne et internationale. Inverser la tendance est urgence impérieuse.

Moi Président j'encourage un accès précoce aux innovations thérapeutiques, en renforçant les interactions entre la recherche publique et privée, entre la recherche fondamentale et la recherche clinique, entre la production et le système de soins, en s'appuyant sur une expertise restaurée et respectée, et sur des prix de médicaments adaptés à leur performance en vie réelle.

Moi Président, je propose dès aujourd'hui aux candidats à la présidentielle de contracter, sans plus tarder, un pacte de mandature articulé autour de trois axes majeurs : garantir aux Français un meilleur accès aux soins, réconcilier maîtrise des dépenses de santé et attractivité industrielle, et rendre au modèle français son efficacité et sa cohérence. L'avenir d'un pays se joue aujourd'hui sur la manière dont il appréhende les enjeux de santé. La France possède tous les atouts pour permettre à nos concitoyens d'être les premiers bénéficiaires des progrès en santé. Ne gâchons pas cette chance.

Patrick Errard

Grégoire LECLERCO

Entrepreneur, auteur, Grégoire LECLERCO est président de la Fédération des auto-entrepreneurs et président-fondateur de l'observatoire de l'uberisation.

Moi Président, je libérerai la création d'entreprise, en ouvrant l'autoentreprise à tous les Français âgés de plus de seize ans, sans contrainte de diplôme, qualification, immatriculation, stage ou attestation. Je permettrai que le numéro de sécurité sociale suffise pour établir l'existence de l'activité économique et la facturation. Je dématérialiserai toutes les démarches administratives de création ou de déclaration. Je fixerai les plafonds d'exercice à 100.000€ par an, toutes activités confondues, et sans assujettissement à la TVA, ni prorata lors de la première année d'activité. Je supprimerai la CFE car trop lourde à gérer, trop difficile à expliquer et trop complexe à percevoir. Je fluidifierai enfin le passage vers les autres tailles d'entreprises en tolérant les dépassements de plafond jusqu'au 31 décembre d'une année civile. Le travail indépendant sera ainsi promu et soutenu comme un relais d'emploi face au chômage. Nous garantirons un accès plus juste à l'activité. C'est le levier économique.

Moi Président, je simplifierai très fortement le code du Travail et la jurisprudence associée, pour ne conserver que les principes fondateurs du salariat. Je clarifierai très rapidement les règles de requalification pour éviter les interprétations abusives ou floues. Je sécuriserai la relation économiques entre donneurs d'ordre et indépendants référencés sur leur plateforme. Ainsi, la requalification en contrat de travail ne sera désormais plus possible dans les cas des plateformes numériques. De même, la présence d'un seul client ou une dépendance économique à son égard ne sera plus un critère de requalification. Les sanctions encourues seront allégées et seuls les cas d'absence d'autonomie flagrants seront pénalisés. C'est le levier juridique.

Moi Président, je rassemblerai enfin les régimes de protection sociale sous l'égide d'une seule caisse, en fusionnant notamment RSI, CIPAV et CPAM. Chaque situation professionnelle générera des droits de protection sociale, selon les cotisations versées, que ce soit pour la retraite, le chômage, la perte de gain, les indemnités journalières ou encore la formation. Le Compte Personnel d'Activité sera mis à jour en temps réel, et permettra à chaque concitoyen de consulter ses droits et de mesurer les cotisations versées, par lui ou par ses employeurs. L'ensemble des démarches se fera de manière dématérialisée, et la caisse centrale aura des objectifs de réactivité, de disponibilité, de traitement à respecter. Il n'y aura plus deux castes (salariés d'un côté, indépendants de l'autre), mais une seule population d'actifs, soutenue par la même protection et où l'Etat garantira les mêmes accès au logement, à l'emprunt, à la propriété. C'est le levier social.

Grégoire Leclercq

Marc TOUATI



Economiste, auteur, conférencier, Marc TOUATI est président-fondateur du cabinet ACDEFI (Aux commandes de la finance). Son dernier livre : La Fin d'un monde (Broché, 2016).

Non ! En dépit des apparences, une "thérapie de choc bienveillante" n'est pas un oxymore. C'est d'ailleurs ce que je préconise depuis des années pour sauver notre "douce France". En effet, la rigueur bête et méchante n'a pas de sens économique. Voilà pourquoi à côté des mesures indispensables de la réduction des dépenses publiques, il faudra également ajouter de la « *confiture pour faire passer la pilule* », notamment en améliorant les revenus des ménages. Voici donc les trois mesures à prendre d'urgence pour sauver la France.

Moi Président, je baisserai les impôts pour tous, les entreprises et les ménages, de façon claire, notamment en réduisant le taux de l'impôt sur les sociétés (vers les 20 %) et la CSG, qui, souverainement, était un impôt temporaire créé en 1991... En abaissant cette taxe généralisée (c'est-à-dire que tout le monde paie) de 3 points, cela produira un coup de pouce de pouvoir d'achat de 30 milliards d'euros pour tous les Français. Par la même occasion, cela créera un boom de confiance, qui pourra faire accepter plus facilement la baisse de la dépense publique, qui constitue ma deuxième mesure phare.

Moi Président, j'optimiserai la dépense publique, en réduisant les dépenses de fonctionnement. Car attention, baisser les dépenses d'investissement et/ou de santé serait contre-productif. Il faut au contraire s'attaquer aux dépenses de fonctionnement (le fameux mille-feuilles administratif) qui ont augmenté de 100 milliards d'euros au cours des douze dernières années. Autrement dit, réduire la dépense publique ne signifie pas rogner sur les missions de service public mais améliorer et optimiser ce dernier.

La dépense publique deviendra alors plus féconde en création de richesses, ce qui permettra de faire baisser automatiquement le ratio dépenses publiques / PIB (de 57 % actuellement à 50 %), via une réduction opportune du numérateur et une augmentation du dénominateur...

Moi, Président, je réduirai le coût du travail, non pas évidemment en abaissant les salaires, mais en réduisant d'au moins 15 % les charges qui pèsent sur ces derniers. Cela permettra alors d'augmenter les salaires nets et donc d'améliorer le pouvoir d'achat des ménages. De quoi là aussi relancer la confiance des Français dans la politique économique nationale. Pour y parvenir, il sera possible de transférer une partie des charges qui pèsent sur les salaires vers la TVA, mais, attention, sans augmenter le taux de cette dernière. Car sinon cela viendrait grever le pouvoir d'achat et amoindrir la confiance. Parallèlement, je moderniserai le marché du travail. Cela passera notamment par les mesures suivantes :

1. Simplifier drastiquement le code du travail.
2. Réduire les contraintes à l'embauche et au licenciement.
3. Supprimer le caractère obligatoire des 35 heures.
4. Libérer les heures et les jours d'ouverture des magasins, y compris le dimanche, avec compensations salariales.

Ces mesures ne sont pas ultra-libérales, ni destructrices, mais simplement de bon sens. Ayons donc enfin le courage d'engager la France sur le chemin des réformes structurelles et de la modernité économique.

Marc Touati

Thibault LANXADE



Entrepreneur, Thibault LANXADE est le cofondateur de la société AlgoLinked, plateforme de mise en relation innovante avec les médias. Il est aujourd'hui vice-président du Medef en charge des TPE-PME.

Moi Président, je redonnerai du sens aux Français, la confiance en leur avenir. Les enjeux sont trop importants, la période trop cruciale pour ne pas saisir l'opportunité offerte par les élections de 2017. Notre pays est en difficulté. Des réformes réelles et profondes sont vitales. Aucun ne peut l'ignorer. Notre futur président ne devra pas être un simple gestionnaire du temps, un professionnel plus ou moins compétent de l'ambiguïté politicienne, de l'esquive et du traitement superficiel des grands défis de notre temps : économiques, géopolitiques, environnementaux... À force d'évitement, à force de ne prendre aucun sujet à bras le corps, notre pays a cessé d'avancer. Or dans ce monde, la stagnation c'est le recul. Il faut agir, dans la conscience du long terme, et remettre du sens dans nos vies, dans la vie de notre pays. On ne mène pas des réformes pour trois points de base, un demi trimestre pour le régime des retraites, 3 % de déficit, 1, 5 milliards de commerce extérieur, trois millions pour les policiers et six pour les hôpitaux après tel ou tel fait divers ! Nous avons un besoin absolu de vision, de sens. Seul le sens donné à l'action permet de la comprendre, d'y adhérer, de fédérer, d'aller au bout et d'assurer une cohésion dont notre pays a tant besoin. Qui sacrifierait un peu de son confort pour trois points de base, 2 milliards d'euros ici, cinq millions là, et la virgule au troisième mot de l'alinéa plutôt qu'au premier d'un quelconque projet de loi de finance ?

Moi Président, le monde sera plus sûr face aux conflits, au terrorisme, à la criminalité internationale... et à leurs conséquences, en particulier migratoires, sanitaires et alimentaires. Les Français retrouveront leur fierté d'appartenir à un grand pays respecté. J'ai donc besoin de moyens à la hauteur de nos ambitions : des moyens militaires, diplomatiques et d'influence culturelle et économique. Pour cela, nous devons réaliser un effort exceptionnel : aucun pays n'est crédible sur la scène internationale si ses avions sont à court de munitions après deux semaines de conflit, quand ses chars ont le réservoir vide, quand les engagements en matière d'aide humanitaire ne sont pas suivis d'effets. Notre première politique étrangère sera le renforcement de notre économie et de sa compétitivité.

Moi Président, la France redeviendra un pays où il fait bon vivre, plus juste, plus solidaire, avec des services publics, tels ceux la sécurité, la santé, la justice, l'éducation et l'enseignement ou les transports, présents sur tout le territoire et efficaces. Je propose des réformes profondes en termes d'organisation des services publics, de protection sociale, de qualité de vie, environnementale notamment, et d'engagement citoyens. Cela aussi va nous demander un effort collectif majeur et nous aurons besoin de plus de croissance pour y parvenir. Notre première politique sociale et sociétale sera le renforcement de notre économie et de sa compétitivité.

Moi Président, les Français retrouveront confiance en l'avenir. Ils sauront que leur travail leur bénéficiera en même temps qu'à la collectivité, qu'ils auront demain un meilleur niveau de vie qu'hier, que leurs enfants connaîtront un monde meilleur que le leur. Pour cela, les politiques publiques que je propose stimuleront l'esprit d'entreprendre et la culture de la prise de risque. Le mérite sera rétribué plus que la rente de situation. Les forces économiques seront libérées de l'abus de réglementations et de contraintes fiscales. Je veux stimuler nos exportations et la transformation digitale de nos entreprises, faciliter la croissance des PME. L'administration passera du contrôle-sanction au contrôle-conseil. Il n'y aura pas de contreparties à telle ou telle abaissement de charge. Pas par naïveté. Non, seulement parce que l'économie croît par la confiance et que les meilleurs choix stratégiques pour une entreprises se font rarement dans des hémicycles endormis ou dans des cabinets ministériels.

Moi Président, l'État reprendra sa place et la société civile la sienne. Notre première politique pour renforcer notre économie et sa compétitivité sera d'assurer la liberté d'entreprendre.

Thibault Lanxade

Gaspard KOENIG



Philosophe et écrivain, Gaspard KOENIG est le fondateur et directeur du think tank libéral Génération Libre.



Moi Président » : cette anaphore résume tous les maux du pays. La folie de la V^e République et de ce que Raymond Aron appelait la « *Constitution despotique* » a débouché sur l'instauration d'un régime non pas semi-présidentiel mais ultra-présidentiel, où tout le dispositif gouvernemental repose sur l'élection du pouvoir exécutif. Le reste du pays en est réduit à commenter ou à protester, faute d'être correctement représenté par un corps législatif impotent : seules 5% des lois sont d'origine parlementaire ! L'élection présidentielle au suffrage universel avait pourtant été dénoncée depuis son instauration, à commencer par François Mitterrand qui s'indignait, avant d'en profiter lui-même, que l'on « *magnifie la personne du chef, omnipotent, omniprésent, père et maître, guide et juge, principe et symbole* ».

Cette concentration des pouvoirs perpétue le mythe d'un souverain bienveillant à qui l'on demande de guérir les écrouelles ou de résorber le chômage. Ceux qui voudraient un chef pour résoudre les maux du pays sont comme les hydropiques de Descartes, dont la soif augmente à mesure qu'ils boivent, et qui finissent par en mourir. La rencontre entre un peuple et un homme est le stade infantile de la démocratie.

Moi Président, je commencerai donc par abolir la présidence.

Nous assemblés, nous pourrions donc mettre en place la mesure la plus libérale qui soit : le revenu universel (verser tous les mois à chaque adulte la somme nécessaire pour survivre dans la dignité, en substitution d'un grand nombre d'allocations).

Comment prétendre lutter contre les rentes, libérer les énergies, promouvoir l'entrepreneuriat et autres banalités quand les plus défavorisés restent aux prises avec la pire des bureaucraties, celle des prestations sociales ? Le revenu universel est un moyen radical et définitif d'éradiquer la grande pauvreté de la manière la moins paternaliste possible, en créant un filet de sécurité permanent, prévisible, et adapté au monde postsalarial où les revenus sont discontinus. Couplé à une flat tax, le revenu universel est un dispositif anti-assistanat : il assure que le travail paye toujours, et que nous soyons tous égaux devant l'impôt. Chacun reçoit, mais chacun contribue également.

Nous assemblés, nous créerons en suivant la même logique un compte-temps qui remplacera la plupart des cotisations sociales et patronales. Au fond, que représentent le chômage, la formation professionnelle, la retraite ou même les congés sabbatiques sinon du temps libre ? Chacun devrait pouvoir arbitrer ce temps libre à sa manière en élaborant son propre parcours de vie : pourquoi ne pas prendre trois ans pour s'occuper des enfants à leur naissance, cinq quand ils sont grands pour faire le tour du monde, et recommencer à travailler à soixante-dix ans pour se maintenir en forme ? Au lieu de nos systèmes assurantiels complexes, dirigistes et inégalitaires, nous pourrions donc cotiser pour du temps, dans un système fortement individualisé mais toujours fondé sur une mutualisation collective.

Ainsi l'État rentrerait-il dans son rôle : garantir à l'individu les moyens de son autonomie.

Gaspard Koenig

François-Michel LAMBERT



Député des Bouches-du-Rhône, François-Michel LAMBERT est vice-président de la Commission développement durable et aménagement du territoire de l'Assemblée nationale et président-fondateur de l'Institut de l'économie circulaire.

Moi Président, je créerais un ministère de la Transition, aux compétences transversales en charge de la transition écologique et numérique. À l'aube d'un bouleversement de société comme jamais l'humanité n'a connu, tant par l'ampleur que par la vitesse, il est indispensable de préparer la France dans l'Europe. Ce ministère déterminera le type et l'amplitude des leviers à actionner pour enclencher cette mutation (éducation et formation, réglementation, fiscalité, incitations économiques et politiques, ...), d'en déterminer des scénarios dans une vision systémique, d'en proposer un débat national pour trouver une approbation populaire. Le lien entre enjeux écologiques (climat, ressources, biodiversité), révolution numérique et changement d'attentes sociétales sont les ferments de nouveaux modèles de valeurs. Il s'agit d'emmener la France et les français dans ce nouveau monde, plein de promesses mais aussi de difficultés. La France en prenant ce leadership européen, impulsera au niveau de l'Union Européenne un espoir, un projet, une envie d'esprit commun pour cette Europe en panne.

Moi Président, j'engagerai la révolution du monde du travail pour passer du "Temps de l'emploi salarié" à celui de "l'intégration dans la société par le travail et le service collectif", redonnant une nouvelle place au citoyen. La base de cette révolution serait la mise en œuvre d'un revenu universel, garant à chacun de disposer de ressources économiques. Donner l'idée aux français que la place d'un homme, d'une femme, d'un enfant est d'être dans la société, de ne jamais le mettre à l'écart.

Nous devons donner l'attachement aux français à l'idée d'une unité autour de la valeur de Fraternité. Des droits et des devoirs. Qui se concrétisent dans une société qui s'ouvre, plus inclusive par la multitude des possibles offerts à ces citoyens, reconnaissant leurs apports par leurs diversités, leurs différences. Le champ des possibles devra se porter dans de nouvelles formes de coopération liant acteurs de la société, élus locaux et citoyens dans un projet de territoire commun dans l'esprit des SCIC, dans l'émergence d'autres relations d'échanges économiques par les monnaies complémentaires, dans la culture et la formation tout au long de la vie.

Moi Président, je lancerai concrètement cette Stratégie Nationale de Transition vers l'Economie Circulaire (SNTEC), inscrite dans la loi Transition Énergétique pour une Croissance Verte (TECV) d'Aout 2015. Il s'agit de dessiner le chemin que la France doit emprunter, de le baliser des évolutions réglementaires, fiscales, des formations et savoirs à transmettre, pour permettre à chacun de se placer sur ce chemin d'une société du XXI^e siècle où la place de l'économie est complémentaire du sens humaniste de notre communauté et de la prise en compte de la fragilité et des limites de notre planète.

François-Michel Lambert

Patrick LÉGERON



Psychiatre, auteur, co-rapporteur du rapport de l'Académie de médecine consacré au burn-out. Patrick Légeron est le fondateur de Stimulus, cabinet de conseil en bien-être et santé au travail.

Moi Président, je mettrai l'homme au centre de tout. Dans un monde où tout bouge, où les changements sont incessants, où il nous faut nous adapter sans cesse à des environnements nouveaux, je demanderai à ce que l'impact sur la qualité de vie des individus soit pris en compte de façon préférentielle. Qu'il s'agisse de réorganiser nos entreprises, de développer de nouveaux modes de transports, de modifier le fonctionnement de nos administrations ou de bien d'autres choses encore, je ferai en sorte que les questions économiques ou technologiques liées à ces bouleversements ne soient pas les seules à être prises en considération. Chaque fois devra être aussi posée la question de l'impact positif ou négatif sur l'homme. Je n'accepterai pas en effet que ce soit toujours à l'homme de s'adapter aux évolutions sociétales. Ce sont aussi ces dernières qui doivent s'adapter aux profonds besoins et aspirations des hommes.

Moi Président, je ferai du travail l'élément essentiel du bien-être de nos concitoyens. Mais je ne me contenterai pas de lutter contre le chômage, sans doute la cause majeure du malheur de notre pays. Je ferai aussi en sorte que le travail soit constitutif du bien-être et de l'épanouissement de chacun. Je refuserai que la question du travail soit uniquement celle de l'emploi : c'est aussi celle de la qualité de vie au travail de ceux qui en ont.

Ainsi, je n'accepterai pas la souffrance au travail et son cortège de drames humains, tels que les suicides ou le burn-out. Dans chaque lieu de travail, je responsabiliserai les dirigeants pour qu'ils luttent efficacement contre le stress au travail, véritable fléau pour la santé des salariés mais aussi pour notre performance économique. Tout comme les entreprises ont pris aujourd'hui conscience du rôle qu'elles doivent jouer dans le respect de l'environnement, elles devront, de la même façon, agir à respecter l'humain au travail. Je ferai ainsi du bien-être au travail l'un des critères majeurs de la qualité et de l'évaluation de nos entreprises privées et publiques.

Moi Président, j'agirai pour faire des relations quotidiennes entre les individus un élément essentiel du "vivre ensemble". La bienveillance, l'attention portée aux autres, la gratitude et l'empathie seront des comportements qui devront être valorisés partout dans notre société. Dès l'école, ce savoir vivre avec autrui sera mis en avant et encouragé. Dans la vie de tous les jours, dans notre vie au travail, dans nos contacts sociaux les plus anodins, dans notre environnement familial, les relations positives seront promues. L'homme ne peut pas être un loup pour l'homme ! Ce sont les sociétés qui ont fait de ces comportements relationnels humains de qualité un élément primordial qui sont régulièrement citées comme ayant le niveau de bien-être le plus élevé. C'est parce que je suis convaincu que le respect porté aux autres, la confiance et pourquoi pas la gentillesse et l'altruisme sont des conditions essentielles au bonheur des individus, que je ferai de cette qualité des relations entre les individus une valeur forte de la société française.

Patrick Légeron

Hugues LE BRET



Ancien PDG de Boursorama, Hugues LE BRET est le président-fondateur du Compte-Nickel

Moi Président, je ferai de la performance environnementale l'axe principal du quinquennat. Je ferai de la France le pays le plus avancé en matière d'intelligence collective au bénéfice de la qualité de vie (smart country). Je fixerai des objectifs en matière d'énergies renouvelables, d'agriculture propre, d'architecture performante, de transports non polluants et d'intelligence connectée. Je lancerai les grands travaux de transformation numérique des administrations en mettant les besoins des citoyens au cœur de chaque service public et de chaque fonction régaliennne de l'État.

Moi Président, je décentraliserai vraiment. Pour le symbole, je ne résiderai pas à l'Élysée. Je limiterai mon équipe à 50 conseillers, dans un immeuble moderne au cœur du 93. Je décentraliserai tous les lieux de pouvoir. Je répartirai les principales administrations dans chacune des 13 régions. Je fusionnerai les conseils généraux et les conseils régionaux, dont l'action sera focalisée sur le développement économique, l'emploi, l'aménagement du territoire, les transports, les voiries, l'éducation et la culture. Moi Président, je donnerai une autonomie budgétaire renforcée à chaque région, y compris pour la définition des niveaux et la collecte de certains impôts. Je diviserai par deux le nombre de parlementaires.

Moi Président je ferai souffler un esprit créatif dans l'administration. Je lancerai un plan d'innovation participative pour co-crée le projet stratégique de chaque entité. Je mettrai en place une politique de gestion valorisante des ressources humaines de la fonction publique en formalisant les plans de développement personnel, les formations et les projets de chacun. Je proposerai aux fonctionnaires qui le souhaitent de tenter l'aventure de l'entrepreneuriat en gardant leur statut pendant trois ans, et au bout de cette période, de choisir entre un retour dans la fonction publique ou la poursuite autonome de leur projet.

Moi Président, je reviendrai aux fondamentaux de l'éducation. Je m'assurerai que chacun puisse bénéficier de solides bases culturelles pour comprendre le monde et ses enjeux. Les programmes seront aménagés pour garantir à chacun un bon niveau de lecture, d'écriture, de calcul, de connaissance et de compréhension. En complément, chaque élève aura accès gratuits à des événements culturels : projection de films représentatifs du cinéma du monde, concerts, lecture et présentation de livres, chaque fois avec explication de contexte et débat. Je renforcerai les liens des étudiants avec les responsables de la société civile, associations, chercheurs, entrepreneurs, artisans, artistes et élus viendront commenter leur action et dialoguer avec les élèves.

Hugues Le Bret

Jacques CHANUT



Jacques Chanut est président de la Fédération française du bâtiment (FFB).

Notre pays a un impérieux besoin de reconstruction. Le secteur du bâtiment, par son implication dans l'économie toute entière, peut y contribuer largement. Après neuf années de crise, les artisans et entrepreneurs du secteur ont acquis la ferme conviction qu'un retour d'activité durable n'est envisageable qu'à la faveur d'une refondation profonde de pans complets de notre environnement institutionnel. La modification de quelques curseurs, de quelques habitudes ne suffira pas à remettre en marche une économie chancelante. C'est pourquoi, en vue du prochain quinquennat, la FFB fait trois propositions phares.

Moi Président, je déciderais d'une politique du logement adaptée à la réalité des territoires en remettant à plat l'ensemble des dispositifs qui la structurent et l'ensemble des prélèvements qui grèvent l'investissement immobilier. Pour parvenir à cette refondation, trois conditions préalables sont incontournables : une baisse concomitante des taux d'imposition, la mise en place d'une structuration fiscale adaptée et pérenne, et une révision plus générale de l'ensemble de la fiscalité, et ce, afin d'éviter une distorsion avec les autres formes de placement financier.

Moi Président, je simplifierais la vie des entrepreneurs grevées par un excès de réglementations et de nouvelles normes. Trop de contraintes accaparent la vie des chefs d'entreprise et les dissuadent de prendre des risques, d'innover, d'embaucher. Trop de temps et d'énergie sont perdus, aujourd'hui, à s'assurer de la conformité au droit plutôt qu'au développement de l'activité.

Dans le même temps, d'autres intervenants sur les mêmes marchés sont exemptés de ces règles nouvelles, voire fraudent en toute impunité. Ces phénomènes combinés menacent notre modèle économique, en particulier l'apprentissage. C'est pourquoi il faut redonner aux entrepreneurs et aux artisans la maîtrise de leur activité. Un grand plan de dématérialisation des procédures administratives et des documents juridiques est a minima indispensable.

Moi Président, j'accompagnerais le défi de la transition énergétique et du numérique pour que la France reste un pays de bâtisseurs. Des efforts considérables ont été déployés pour booster la transition énergétique du pays. Ils doivent être amplifiés pour accompagner la qualification RGE (Reconnu garant de l'environnement). De même, le BIM, base de données, complétée et mise à jour par chaque professionnel au fur et à mesure de l'avancement du projet et de son exploitation, permettra d'améliorer la conception, la production et l'entretien des bâtiments. Les pouvoirs publics ont un rôle primordial à jouer pour mettre en place un BIM accessible à tous les acteurs et respectueux des savoir-faire de chacun. Leur rôle est d'assurer une montée en puissance avec les TPE/PME et les territoires ruraux. Ainsi, deux conditions apparaissent incontournables : la mise en place d'un crédit d'impôt pour aider les entreprises à engager cette transition numérique et la couverture à haut débit sur l'ensemble du territoire.

Jacques Chanut

Antoine JOUTEAU



Antoine Jouteau est directeur général du Bon Coin

Moi Président, je soutiendrai l'écosystème numérique français et j'appellerai au "patriotisme numérique". En dix ans d'existence et près de 500 salariés, leboncoin c'est un Français sur trois qui se connecte chaque mois et près d'un million d'annonces qui sont déposées chaque jour sur notre site internet ; pas seulement par les particuliers puisque 500 000 professionnels utilisent également leboncoin pour vendre, acheter ou recruter. Des champions numériques français comme leboncoin, il faut les protéger. En 2015, leboncoin a payé cinq fois plus d'impôts que Google, Facebook Amazon et Apple en France. Nous avons contribué en France aux charges publiques à hauteur de trente millions d'euros d'impôt sur les sociétés et de vingt millions d'euros de charges sociales. Je serai pour une égalité fiscale pour tous les acteurs du numérique, en France et en Europe afin d'éviter la concurrence déloyale, notamment avec les géants américains. Je garantirai une stabilité réglementaire qui sécurise l'avenir des investissements et du développement des acteurs du numérique afin de pas casser la dynamique de croissance. Et je créerai les conditions de la compétitivité pour les acteurs de l'économie numérique

Moi Président, je serai pour un marché de l'emploi plus efficace. Je soutiendrai les nouvelles solutions, favoriserai le décloisonnement et soutiendrai le meilleur des initiatives privées et publiques. Des plateformes innovantes, comme leboncoin, deviennent des réelles opportunités pour faire matcher toujours mieux l'offre et la demande d'emploi. Elles bousculent le marché de l'emploi et obligent les acteurs à s'interroger sur leur efficacité, à repenser les usages. En ce sens, ces plateformes contribuent à dynamiser le marché de l'emploi, elles démultiplient les chances de trouver ou de pourvoir un emploi. Je favoriserai un dialogue constructif et des modalités de collaboration entre ces nouveaux acteurs et le service public pour unir les compétences pour la lutte contre le chômage.

Moi Président, je soutiendrai l'économie collaborative en favorisant son esprit initial qui est positif et basé sur le bon sens. La "France du Bon Coin" comme on peut l'appeler cherche à partager, à faire des économies, à consommer de façon plus raisonnée, à être utile, à proposer ses services et à mieux organiser le "vivre ensemble". C'est un véritable phénomène social que les français se sont approprié. Je serai favorable aux initiatives qui permettront un cadre loyal, équitable et juste pour cette économie collaborative et qui favorisera le pouvoir d'achat des français. Ma priorité sera de préserver le consommateur et de m'assurer que les plateformes contribuent, notamment fiscalement, à l'économie nationale. J'empêcherai une lourdeur administrative exacerbée ou à des mesures restrictives conduites par la peur et qui étoufferait ce nouveau pan de notre économie.

Antoine Jouteau

Agnès TOURAINÉ



Agnès TOURAINÉ est présidente de l'Institut français des administrateurs (IFA).

Moi Présidente, je m'attacherai à tenter de restaurer la confiance de la France et des Français à tous les niveaux. Confiance dans leur pays, leur avenir, leurs institutions, leurs talents. Confiance dans l'avenir dont ils sont les bâtisseurs dans un monde en transformation. Confiance dans l'autre en évitant les stigmatisations et les boucs émissaires.

Cela exige de la transparence, de l'efficacité et du courage.

Transparence d'abord par des efforts considérables d'explications et de pédagogie sur les grands enjeux sociaux et économiques et les responsabilités régaliennes de l'état. De la pédagogie aussi en considérant que les français ne sont pas des "veaux" mais au contraire les premiers concernés et les premiers acteurs. Transparence encore par une gouvernance d'entreprise qui intègre encore plus ses parties prenantes et qui définit et prend en charge ses responsabilités et ses sanctions sans attendre le législateur ou la norme.

De l'**efficacité** ensuite condition nécessaire pour une confiance durable. Ceci demande une identification claire des tâches et responsabilités et implique aussi d'éviter la complexité. La prolifération des normes et règlements - le plus souvent incompris - sont destructeurs de liens et source de défiance, d'inefficacité et souvent d'impuissance. L'application des lois existantes devraient être la priorité avant l'élaboration de nouvelles (exemple de l'égalité salariale). Le code et le contrat devraient être recherchés avant toute chose entre les partenaires. L'État et ses services doivent aussi impérativement s'adapter en définissant à tous les niveaux des engagements et des responsabilités clarifiées et transparentes. Il s'agit là de restaurer la confiance des agents pour l'efficacité de leur action. Cette efficacité de chacun implique des droits et des devoirs y compris au niveau du citoyen. Elle implique aussi des sanctions justes, applicables et surtout appliquées.

Du **courage** enfin car le monde est en transformation et il s'agit plus que jamais de rassurer par un langage de vérité au risque de voir proliférer des théories ou des actions trompeuses. Dégager des priorités et montrer comment les atteindre, renoncer aux interventions mineures et inutiles. Rassurer non pas en faisant croire aux vertus de l'action immédiate mais avoir le courage de s'inscrire dans la durée. Courage de ne pas s'appuyer sur le registre de l'émotion et de la toute-puissance à tous les niveaux mais sur les talents et les forces des autres. Courage aussi dans un discours qui doit inciter à construire et "agir pour..." l'emploi, l'efficacité, l'Europe, et non pas "lutter contre..." le chômage, l'Europe, la crise, les migrants.

Agnès Tourainé

Louis SCHWEITZER



Ancien Pdg de Renault, Louis SCHWEITZER est aujourd'hui président d'Initiative France, premier réseau associatif de financement des créateurs et des repreneurs d'entreprise.

Moi Président, je ferais en sorte que plus de candidats entrepreneurs puissent accéder aux aides pour créer leur entreprise. De plus en plus de français veulent créer une entreprise. La conjoncture économique maussade, le chômage, contribuent à expliquer le grand nombre de créations d'entreprises en France. Si Initiative accompagne et finance la création de plus 16 000 entreprises par représentant plus de 40 000 emplois créés ou sauvegardés par an ce qui est considérable, cela ne fait que 5,3% de la création d'entreprise hors auto entrepreneurs. Pour les années à venir, nous poursuivrons notre objectif de croissance et d'ouverture. Notre ambition est d'accompagner toujours plus de nouveaux entrepreneurs, créateurs d'emplois et d'intensifier notre action.

Moi Président, je veillerais à renforcer le financement de la croissance des entreprises dans notre pays. La France fait figure de grande championne européenne de la création d'entreprise : en tout, plus de 300 000 entreprises hors auto entrepreneurs sont créées chaque année sur le territoire, un chiffre en augmentation constante. Mais s'il est en effet, simple de créer une entreprise en France, la difficulté que rencontrent les chefs d'entreprise est la croissance : la transformation des TPE en PME puis en ETI.

Nous avons moins d'entreprises exportatrices que nos voisins européens, il faut donc aider à la croissance de ces petites entreprises. C'est pourquoi, Initiative France, il y a quelques années, a commencé à intervenir avec son prêt d'honneur et son accompagnement pour faciliter la croissance des TPE. Sur cinq ans, le montant de nos prêts dédiés à la croissance augmenté de 70%. Cela prouve bien que cette demande existe réellement et qu'il faut la renforcer.

Moi Président, je renforcerais le soutien à l'innovation. L'innovation est au cœur de la compétitivité et de la croissance française. Elle est aussi essentielle dans le projet d'Initiative France. Financer l'amorçage, proposer une expertise spécifique aux projets innovants, permettre d'accéder à des compétences particulières et à des niveaux de ressources différents : c'est la mission des six plateformes Innovation (cinq régionales et une nationale thématique). Au cœur de l'écosystème du soutien à l'innovation régional, elles développent des dynamiques efficaces et réactives. C'est essentiel pour des entreprises dont plus des deux tiers ont basé leur modèle économique sur des innovations technologiques.

Louis Schweitzer

Gilles BABINET



Entrepreneur (Captain Dash, Eyeka, MXP4, Digibonus), spécialiste du numérique, Gilles BABINET est "digital champion" de la France auprès de la Commission européenne.

Moi Président, je commencerais par ne plus être président. Ou tout au moins à tacher de véhiculer l'idée que le sauveur providentiel est un mythe, qui nous maintient dans un état d'adolescence, qui nous clive et nous sépare les uns des autres. Napoléon, Clémenceau, de Gaulle... sauveurs providentiels d'un peuple que l'on dit trop indocile, qui ne peut être gouverné autrement que par des leaders aux pouvoirs thaumaturges. Il est pourtant tant de rendre aux français leur raison. Il est tant d'accompagner cette révolution digitale qui aplatit le monde, et créer des institutions qui permettent de passer d'une démocratie représentative, de nature néo-monarchique, à une vraie participation des citoyens. Voici 40 ans que ce pays n'affronte pas son temps, s'isole par son incapacité à faire des réformes portées par l'ensemble de ces citoyens. Et si la participation était le meilleur moyen de lutter contre le populisme ?

Pour accompagner cette réappropriation démocratique, il conviendrait de redonner le pouvoir aux français sur leurs modèles économiques. J'encouragerais largement l'économie circulaire. À une ère où les techniques de production, y compris les plus pointues, peuvent être localisées dans les territoires, pourquoi ne pas lutter contre les externalités négatives des économies globalisées (sociales et environnementales) en délocalisant dans les territoires la production d'aliments et même de tous autres types de bien ? Bien entendu, cela reviendrait à mettre en cause un certain nombre d'accord (de type OMC) ; c'est d'ailleurs une provocation que seule l'extrême gauche semble prête à assumer. Pour autant, dans un monde où la circulation des idées et techniques devient de plus en plus libre, la délocalisation des moyens de production pourrait clairement être une piste d'avenir, quitte à bousculer certains dogmes.

Et puis il y a l'école. La petite école d'abord. Si celle-ci fonctionne plutôt bien, elle n'en est pas moins tellement cruciale dans son incidence sur la destinée des uns et des autres qu'elle mérite toute notre attention ; l'épanouissement, la collaboration, l'imagination sont des dimensions qu'elle doit plus largement valoriser.

Puis le primaire ; cette machine largement enrayée ; dont les chefs d'établissements ne peuvent ni nommer ni récompenser les professeurs, dont les évaluations du corps enseignant - rares - ne sont suivies d'aucun impact. Où la formation continue de ce corps est marginale. Tout cela, au sein d'un temps où plus que tout, le capital humain aura une importance cruciale sur le futur des nations.

Réappropriation démocratique, réappropriation productive, réappropriation éducative. Trois notions qui permettraient de redonner foi en l'avenir et foi dans un pays dont le potentiel est immense, et unanimement largement sous-estimé.

Gilles Babinet

Marc ESTAT



Ancien cadre dirigeant au sein d'une grande société, Marc ESTAT* est l'auteur de Néantreprise : dans votre bureau, personne ne vous entend crier, journal de bord acerbe sur les méandres de l'entreprise, aux confins du bore-out, du burn-out et du brown out.

Moi président, je ferai en sorte de rétablir la notion "d'impondérable" dans la justice. Car la judiciarisation galopante de la société génère l'effet pervers consistant à trouver systématiquement un coupable à tout incident ou accident. Cela commence à scléroser notre société et en particulier le monde du travail où la moitié de l'énergie des grosses sociétés est stérilement dépensée pour couvrir ses arrières, notamment à propos de la sécurité des personnes, du droit du travail et du développement de nouvelles technologies. Cette énergie est inutile car elle ne sert en rien à faire progresser les choses mais est uniquement destinée à se protéger soi-même en tant que personne, manager, collègue ou en tant qu'entité juridique.

Or parfois, il faut savoir admettre que certains problèmes résultent d'une simple malchance, d'une conjonction d'éléments fortuits et pas forcément d'un laxisme, d'un manquement, d'une faute ou d'une intention de nuire. "Irresponsable" : c'est le mot le plus prononcé par les leaders d'opinion ces dernières années. Dans tout sujet de société, on trouve désormais les irresponsables honnis contre les responsables immaculés. Or, même le plus vertueux des responsables peut demain renverser par un coup du sort une fillette qui aura traversé en courant derrière un bus. Mais le citoyen moderne n'accepte plus qu'un impondérable perturbe le fonctionnement huilé de son parcours de vie. Désigner un coupable permet de mettre un nom sur nos maux ; et comme en médecine, si connaître le nom de la maladie qui nous frappe ne guérit pas, ça fait toujours du bien.

À ce titre, je réduirai les normes de sécurité aberrantes qui entravent le monde du travail. L'amélioration de la sécurité est évidemment une bonne chose mais nous avons quitté le terrain de la sécurité pratique pour entrer dans l'ère de la sécurité bureaucratique consistant à produire perpétuellement les bons papiers attestant que l'on est hors de cause si un accident survient. Chat perché ! Mais s'il y a une chose qui est toujours vraie, c'est que ce temps et cette énergie consacrés à éditer le bon formulaire ne sont pas utilisés pour améliorer concrètement la sécurité sur le terrain.

Moi Président, je créerais enfin un "permis de vote" que tout citoyen devra passer pour être autorisé à s'exprimer lors d'élections représentatives. Ce test sera composé de questions élémentaires d'éducation civique et d'histoire du XX^e siècle. Car il semble paradoxal qu'un citoyen puisse utiliser ce système si fragile qu'est la démocratie pour le retourner contre lui-même. Depuis une dizaine d'années, les gens votent comme ils *likent* sur Facebook. Or voter n'est pas anodin. Il faudra donc que chaque citoyen fasse la preuve qu'il comprend ce qu'est la démocratie avant de devenir un électeur. Car s'il y a bien un domaine où il existe véritablement des responsables et des irresponsables, c'est bien celui-là.

Marc ESTAT

* L'auteur ne souhaite pas apparaître punliquement

Martine LIAUTAUD



Présidente fondatrice de la banque d'affaires Liautaud & Cie, Martine LIAUTAUD est par ailleurs présidente-fondatrice de la Women Business Mentoring Initiative (WBMI) et de la Women Initiative Foundation (WIF).

Moi Présidente, je ferai en sorte que l'esprit d'entreprise se conjugue au féminin et je prendrai des mesures incitatives, puis le cas échéant contraignantes, pour que les femmes aient un égal accès à toutes les fonctions, à toutes les responsabilités et à tous les réseaux dans l'entreprise ainsi qu'à toutes les facilités pour la création d'entreprise. Si le taux d'emploi des femmes était identique à celui des hommes, le PIB des Etats-Unis par exemple progresserait de 5%, celui du Japon de 9% et celui de l'Inde de 27%. Et si la France comptait au moins 30% de femmes entrepreneurs (au lieu des 15% actuels), la question de l'emploi se poserait en des termes très différents et la performance économique également, car toutes les statistiques montrent que les entreprises dirigées par des femmes surperforment la moyenne du marché. Et même les sceptiques ne peuvent nier que le mangement du 21ème siècle a besoin d'une diversité de talents.

Moi Présidente, je poursuivrai une politique de généralisation de la diversité dans l'entreprise afin de dynamiser et renouveler ses ressources humaines. J'encouragerai le mentoring à tous les niveaux pour compenser les inégalités de chances qui perdurent dans les carrières professionnelles et dont les femmes sont les premières victimes. Le plafond de verre est encore une réalité : les femmes sont moins payées et moins promues que les hommes. J'élargirai la politique des quotas aux comités exécutifs des grands groupes, qui restent des bastions masculins et ne reflètent, ni la réalité de l'entreprise, ni celle de son environnement. Il ne s'agit pas d'imposer l'égalité, mais de déclencher un cercle vertueux reflétant mieux la réalité de la société.

Moi Présidente, je ferai de l'augmentation de la proportion des filles dans les cursus scientifiques une priorité du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Non seulement la science a besoin des femmes, de leur créativité et de leur sensibilité, mais beaucoup des métiers de demain, en particulier les métiers de l'Internet et de l'informatique, nécessitent un bagage technique. Aujourd'hui, les filles ne représentent par exemple encore que 28,1% des effectifs des élèves ingénieurs.

Moi Présidente, je massifierai les programmes des internats de la réussite pour les élèves boursiers méritants. Ces internats contribuent largement à réduire les inégalités de résultats scolaires, partiellement dues aux ressources économiques, sociales et culturelles du milieu familial en donnant à tous ce que certains élèves peuvent plus facilement trouver chez eux. Enfants des quartiers difficiles, de la ruralité, de mères célibataires aux revenus modestes, ils ont tous le droit à l'excellence républicaine. En 2016, le nombre d'internats de la réussite s'élève à 45. Il en faudrait cinq fois plus dans les dix ans pour faire passer le nombre de places de 5000 à 25 000. Je propose que chaque enfant méritant de nos campagnes et quartiers puissent accéder à ces internats.

Martine Liautaud

Nicolas DOUCERAIN



Nicolas DOUCERAIN est président-fondateur du think tank *Entreprendre pour la France* et président du mouvement *Nous Citoyens*.

Moi Président, je m'emploierais à redonner confiance en lui-même à ce peuple français qui a perdu la foi en l'avenir. Mal représenté, mal défendu, soumis à la pression des marchés et en même temps vilipendé par les censeurs de l'esprit sur le plan des questions sociétales. Je tâcherai de rétablir la fierté nationale, la passion pour notre aventure commune, l'esprit d'entreprise, le goût de l'effort et du travail. Je supprimerais les 35 h, modèle de société que personne n'a copié et qui constitue l'expression même de l'incompréhension des élites par rapport au monde tel qu'il est. Je construirais les conditions nécessaires à un remaillage de notre tissu industriel pour réhabiliter les conditions économiques du « made in France » : libération des capitaux, baisse des taxes et du carcan réglementaire, allègement du droit du travail... L'économie ne peut être un bateau ivre transnational, mais bien un outil au service des Français, comme l'ont fait les Allemands, ouverts sur le monde, mais attentifs en premier lieu à leur emploi domestique.

Moi Président, je reprendrais les rennes d'une vraie politique d'aménagement du territoire, abandonnée depuis Edith Cresson. Il est absurde de concentrer toutes les forces vives de la nation sur l'Île de France et quelques régions privilégiées. Ré-approprions-nous la pleine entité de nos territoires par des avantages fiscaux élevés visant à desserrer l'emprise jacobine sur notre économie pour redynamiser des régions excentrées. Biarritz a les moyens de devenir une Miami ! Nous réglerions en même temps les problèmes de transport, de logement, de déserts médicaux et de sécurité. Cette grande transhumance aurait, en outre, des effets très favorables sur la croissance.

Moi Président, je capitaliserais sur les richesses humaines du pays, et notamment sur l'excellente formation de nos jeunes pour accélérer dans le développement numérique et faire de la France le laboratoire des idées de demain. Je faciliterais l'investissement dans des start-ups, l'accompagnement financier et administratif de toutes les jeunes pousses, et ferai de la BPI le bras armé d'une irrigation de cette nouvelle économie, avant qu'une armée de VC ne prenne le relais. La France a les moyens d'être la Silicon Valley de l'Europe...

Moi Président, j'imposerais à toutes les grandes entreprises d'envoyer leurs jeunes salariés à l'étranger pour quelques semaines. Notre société est hélas repliée sur elle-même, pas assez ouverte sur le monde extérieur. Nos jeunes sont souvent formatés sur des idées toutes faites qu'il est important de confronter au réel. Découvrir la rage au travail des Chinois, le sens du service des Japonais, l'implication forte des Américains et l'optimisme des Brésiliens, permettraient de mieux appréhender l'économie de marché et l'environnement concurrentiel qui est le nôtre. Ce serait un moyen de nous remettre tous à l'ouvrage.

Moi Président, enfin, deviendrait « *Nous Citoyens* » car on n'est jamais aussi fort que soudés, quand chacun est mobilisé sur l'objectif à atteindre. La recherche de l'intérêt collectif doit dépasser le bal des égos. Il faut reticoter notre aventure collective, en laissant de côté les vaines idéologies et les débats stériles. L'esprit français, de Voltaire à Cyrano, vaut beaucoup mieux que les polémiques minables qui constituent l'alpha et oméga de l'échange politique actuel.

Nicolas Doucerain

Rebecca AMSELLEM



Docteure en économie, Rebecca AMSELLEM est la fondatrice des Glorieuses et l'instigatrice du mouvement "#7Novembre16h34" pour l'égalité salariale.

Moi Présidente, j'instaurerais une véritable parité au sein du gouvernement. Pour l'heure, la parité hommes-femmes n'est que de façade au plus haut sommet de l'État : aucune femme n'est en effet présente à la tête d'un ministère régalien. Les femmes représentent 53% du corps électoral 0% au cœur des plus hautes fonctions. Il faut tendre vers cette juste représentativité.

Moi Présidente, je rendrais le congé parental totalement équitable.

Les deux parents devraient avoir des droits identiques en la matière, à l'image de ce que l'on peut trouver en Suède, avec une législation qui propose trois mois de congé parental payé aux deux parents. Cette égalité dans le congé parental serait un pas important vers l'égalité salariale, qui ne sera pas atteinte avant 2186 si rien ne change. Une telle mesure permettrait en outre de protéger les femmes au travail. À l'heure actuelle, certains chefs d'entreprise peuvent apparaître frileux dans leur processus de recrutement et ne pas vouloir engager une jeune femme, sous prétexte qu'elle est susceptible de tomber enceinte dans les mois qui suivent son embauche.

Moi Présidente, je légaliserais la congélation d'ovocytes pour toutes.

Ce droit est appliqué dans un grand nombre de pays occidentaux. Une telle perspective mettrait sur un même pied d'égalité les hommes et les femmes. Pouvoir congeler ses ovocytes, c'est pouvoir contrôler le moment où nous décidons de vouloir des enfants. Cette mesure permettrait aux jeunes femmes de se consacrer à d'autres perspectives que la procréation : poursuivre un cursus académique, murir un projet professionnel... Cela entrerait en adéquation avec les évolutions sociétales comme la maîtrise de la contraception, l'allongement de la durée des études, l'investissement dans la vie au travail ou la formation plus tardive du couple.

Rebecca Amsellem

François GARCON



Docteur en histoire, maître de conférences à l'université Paris 1, François Garçon, Franco-suisse, a notamment écrit *La Suisse, pays le plus heureux du monde* (Tallandier, 2015).

Moi Président ! Je songe à tous les gogos qui ont pleurniché lorsque le 2 mai 2012, face à Nicolas Sarkozy vous vous êtes lancé dans cet exercice de rhétorique creux qu'en France sont si fiers de maîtriser les premiers de classe. Vous aviez alors régurgité un condensé de ce qui figurait sur les fiches que vous avait cuisinées votre équipe de campagne. Du point de vue de l'observateur étranger, suisse notamment, votre performance connotait chez vous une fixation infantile sur la classe de 3ème, celle, je crois, où le professeur de français demande à l'élève de réciter au tableau le devoir de poésie apprise par cœur. Ensuite, le lycéen retourne s'asseoir et son professeur le note. Ce soir-là, devant des millions de Français, vous avez répété cet exercice scolaire. Le pire est que des millions de téléspectateurs, et probablement tous les premiers de classe qui vous secondaient pour la préparation du débat avec Nicolas Sarkozy, vous ont trouvé « excellent ». Pour le Suisse que je suis, vous étiez surtout pathétique. Votre cordage de raquette était déjà usé, ça sautait aux yeux, ça ne pouvait que craquer. A vous observer le 2 mai 2012, les Français auraient dû logiquement s'inquiéter. Qu'en 2012, un candidat à la direction d'un pays de 65 millions d'habitants puisse, sans rire, lâcher un tel flot de lieux communs boursoufflés, et que terminée l'avalanche de promesses (« *Moi, Président, je...* »), personne n'en ait conclu que vous aviez surtout démontré vos talents de bouffon, en dit long sur la décomposition intellectuelle du pays et sur le degré de servitude volontaire chez tous ceux qui, nullement dupes, se sont tus.

Pour être franc, ce soir-là, votre interlocuteur n'a pas été à la hauteur non plus. Se prenant au sérieux, il ne vous a pas interrompu par un éclat de rire. Sans doute parce que lui, en classe de 3ème, n'apprenait pas ses leçons, ou bien seulement une sur deux, se disant qu'il était "déjà passé" la semaine précédente, et qu'il pouvait donc faire l'impasse.

Le 17 avril 2015, vous avez fait un voyage en Suisse, ce dont je vous félicite. Nicolas Sarkozy s'y est rarement rendu. Sa dernière apparition était à Interlaken en juin 2014, où il s'est moqué de la démocratie helvétique, se faisant clouer le bec par Adolf Ogi, un ancien président de la Confédération. Vous, en compagnie d'un bataillon de premiers de classe, vous avez souhaité voir comment fonctionnait le système de formation suisse.

Votre tropisme personnel vous a amené à vous attarder trop longtemps à l'EPFL (qui dame en effet le pion à toutes les "grandes écoles" et universités françaises), mais pas suffisamment avec les responsables de la filière de formation professionnelle : ceux en charge de l'apprentissage dual et des Hautes écoles spécialisées. On a aussi pu noter que votre ministre de l'Enseignement avait le nez toujours plongé sur son téléphone portable. Je vous invite donc à repasser le Jura. Venez cette fois avec un équipage moins lourd et parlez avec les élus, les responsables économiques, les petits patrons, les employés, les syndicats, les jeunes apprentis, la communauté étrangère (24% de la population résidente). Auprès de toutes ces personnes, dont aucune ne pourrait exécuter votre exercice du « *Moi, Président, je...* », ni n'y songerait, vous apprendrez comment on gouverne par consensus, comment, ici, tout le monde peut prendre la parole et, nonobstant une formulation pouvant manquer d'élégance, qu'elle est écoutée. Vous noterez encore que lorsque sa parole n'est pas écoutée, l'intéressé ne brûle pas des pneus mais, stylo en mains, collecte des signatures sur les trottoirs. Ceux et celles que vous rencontrerez ont une chose en commun : toutes sont totalement allergiques à la rhétorique, à l'art oratoire. Ici, le beau parleur est possiblement un escroc, un phraseur à tout le moins. En Suisse, votre « *Moi, Président, je...* » n'aurait pas même été éligible au Montreux Comedy Festival.

François Garçon

Emmanuel DRUON



Emmanuel Druon est président de Pocheco et fait de l'économie (le juste milieu entre économie et écologie) son leitmotiv. Il dépeint sa démarche dans l'ouvrage *Économie, entreprendre sans détruire* (Actes Sud, 2016).

Moi Président, je ferais du slogan « *entreprendre sans détruire* » une réalité. Puisque le groupement intergouvernemental des études sur le climat (GIEC) écrit, rapport après rapport depuis 1988, que les ressources fossiles, fissibles et minières sont épuisées, chez Pocheco la feuille de route est claire ! Les seules ressources naturelles exploitables doivent être renouvelables à l'échelle du temps humain. Il faut s'assurer qu'elles sont effectivement préservées et renouvelées dans le respect de la biodiversité des espèces. Tous les déchets doivent devenir des ressources. La circularité, le zéro déchet deviennent les nouvelles normes. Ici et maintenant.

Nous produisons deux milliards deux cent millions d'enveloppes de gestion par an. Nous avons choisi des colles sans composés organiques volatiles (COV), sans squelettes de poissons ou d'animaux parce que nous sommes informés que les ressources halieutiques aussi sont épuisées et que la consommation (par l'occident) de viande de mammifères terrestres engage la déforestation pour les plantations de soja et engage aussi des traitements violents dans les abattoirs. À l'usine nous ne portons plus de masques, ni de gants, depuis que nous avons changé toutes nos encres toxiques par des encres à base d'eau, de pigments naturels et sans métaux lourds. Parce que dans le Nord nous savons le prix à payer pour la santé de la dissémination sur les terres et dans les nappes phréatiques des résidus industriels polluants.

Nous réutilisons l'eau de pluie pour nettoyer nos outils avec du savon de Marseille. Nous nettoyons les eaux souillées dans les bambous. Leur système racinaire active des bactéries qui décomposent les souillures. Ils s'en nourrissent. La seule biomasse engendrée c'est la tige du bambou elle-même qui après quatre ans est coupée pour faire des pellets avec lesquels on se chauffe. Donc on a aussi coupé toutes les énergies fossiles sur le site. Et nous sommes auto suffisants en ressources hydriques.

Sur le plan du rapport des uns et des autres au travail. En partant de l'idée que nous sommes heureux de travailler ensemble et que nous sommes confiants les uns dans les capacités des autres. Nous avons supprimé les strates hiérarchiques pour s'appuyer sur la coopération plutôt que sur la compétition. Le temps de formation et la transmission de la connaissance font office de norme pour produire sans gâcher et servir nos clients aux prix du marché et avec une qualité fiable.

Comme nous l'a déclaré l'astrophysicien Hubert Reeves le 16 avril 2015 à l'occasion de l'inauguration de l'oasis nature de l'association humanité et biodiversité sur le site de Pocheco : « *L'Humanité est récente à l'échelle du temps, et elle est vulnérable* ». Pouvons-nous tracer un parallèle entre la situation que nous confrontons depuis vingt ans dans notre PMI du nord de la France et la situation que confronte l'humanité décrite par les scientifiques réunis au GIEC ? S'agissant d'effondrement et de reconstruction je pense que oui. Nous pouvons poser un parallèle.

Souvent la question m'est posée de la reproductibilité de notre "modèle". Nous, pauvres, immigrés, ouvriers, peu formés, sur un marché en effondrement depuis plus de quarante années. Pourtant nous témoignons, qu'entreprendre sans détruire est possible. L'enveloppe se vend arduement plus qu'un centime l'unité. Je réponds à l'inquiétude (légitime) qui s'exprime souvent de la reproductibilité du "modèle" par une proposition : la seule raison pour laquelle notre "modèle" ne serait pas reproductible par chacune et chacun d'entre nous le souhaitant, ce serait simplement que nous n'aurions pas essayé de le reproduire.

Moi Président, je forme des vœux de réussite ! Le sujet de la survie des espèces vivantes nous mérite dans toute notre humanité. Il demande toute notre détermination et toute notre imagination.

Emmanuel Druon

Jean-Claude ANDREINI



Jean-Claude ANDREINI est président du PEXE, association pour la promotion et le développement international des éco-entreprises de France

Moi Président, je me fixe comme seul objectif celui de donner un travail à chaque citoyen. Comme il n'est plus possible de créer des emplois aidés ou dans les services publics pour cause de charges et déficits excessifs et que nos grands groupes croissent majoritairement hors de France, j'orienterai l'essentiels des ressources de l'Etat en direction des ETI, PME et TPE qui seules créent des emplois en France. Ainsi, en matière d'aide à l'innovation ou à l'investissement, je ferai en sorte de réduire la taille des aides, les procédures et les délais d'instruction, pour permettre à ces catégories entreprises d'y accéder. De même, en matière de ressources humaines, je mettrai en place un dispositif attractif permettant d'orienter les talents et l'apprentissage vers ces catégories d'entreprises.

Moi Président, je me fixe comme seul objectif celui de donner un travail à chaque citoyen. Je mettrai en place un écosystème financier favorable aux ETI, PME et TPE. Ainsi, je pénaliserais très lourdement les donneurs d'ordres publics et privés qui ne respecteraient pas les délais de paiement. Les subterfuges utilisés seraient publiquement dénoncés et les fautes constatées assimilées à de la fraude et être pénalisées comme telle (au même niveau qu'un *dieselgate* par exemple).

Aussi, je mettrai les délais de paiements en tête de liste des critères RSE des grandes entreprises. Par ailleurs j'obligerai les banques à financer la trésorerie des ETI/PME/TPE et ceci à des coûts compétitifs garanties incluses.

Moi Président, je me fixe comme seul objectif celui de donner un travail à chaque citoyen. Je concentrerai mes efforts sur les filières d'avenir décentralisées et non dé-localisables, créatrices d'emplois, et protectrices de l'environnement. Je pense aux services écologiques (eau, air, sols, déchets, biodiversité, énergies renouvelables, efficacité énergétique), les services de l'économie circulaire (comme le réemploi, la réparation, la maintenance, l'écologie industrielle), le bâtiment à faible impact environnemental (quand le bâtiment va tout va), le numérique qui permet de réduire la ponction sur les ressources.

Pour réaliser ce programme, je soutiendrai les réseaux territoriaux telles les associations d'entreprises : clusters de toutes natures, pôles de compétitivité, syndicats professionnels, associations à visées économiques telles les ressourceries et/ou de l'économie sociale et solidaire.

Jean-Claude Andreini

Michel SEYT



Michel Seyt est président de la Fédération Nationale des Transports de Voyageurs (FNTV)

Moi, Président de la Fédération Nationale des Transports de Voyageurs, je demande au prochain Président de la République de libérer les entreprises des normes et démarches administratives qui étouffent les entrepreneurs français et les placent dans une situation qui les empêchent de développer leurs activités au rythme où ils le souhaiteraient. L'économie en général, et en particulier le secteur du transport routier de voyageurs, souffre de la complexité et du nombre d'obligations et de contraintes auxquelles doivent se soumettre nos chefs d'entreprises. Au lieu de consacrer leur énergie à imaginer des solutions pour que leurs clients bénéficient d'offres de service de qualité, attractives et compétitives, nos chefs d'entreprises sont écrasés par la bureaucratie administrative, fiscale, sociale et comptable. Les entreprises françaises meurent de cette paperasserie inutile. La création de portefeuilles ministériels consacrés à la simplification administrative montre que l'Etat à conscience du bridage opéré par sa propre administration sur l'économie française. Malgré l'existence de ces ministres, les normes continuent d'augmenter. Plutôt que la création d'un secrétariat d'Etat gadget, je propose que chaque ministre soit tenu d'opérer des simplifications au sein de son périmètre ministériel afin de libérer l'économie.

Moi, Président de la Fédération Nationale des Transports de Voyageurs, je souhaite que le prochain Président de la République facilite la création d'emplois en simplifiant le code du travail, en allégeant les charges qui pèsent de manière de plus en plus lourde sur les entreprises et surtout revienne sur la réforme de la pénibilité.

Il est scandaleux de laisser penser que le travail est quelque chose de pénible qui pèse sur la vie active de nos salariés alors que le travail est une source de liberté pour toutes les personnes qui ont la chance de ne pas être en situation de chômage. Sous le prétexte de protéger les salariés et sous couvert d'égalité, l'Etat incite les salariés à considérer aujourd'hui qu'ils doivent être "indemnisés" par le simple fait qu'ils exercent une activité !

Le transport de voyageurs est l'un des rares secteurs en France dans lequel la création d'emplois est parmi les plus dynamiques chaque année. La loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances en 2015 a constitué une formidable opportunité pour libérer nos entreprises de l'étai qui pesaient sur elles du fait de l'interdiction de transporter des passagers en France sur de longues distances. Bien que ne constituant pas le cœur d'activité de nos entreprises, cette réforme a permis d'insuffler une nouvelle énergie, source de développement économique.

Moi, Président de la Fédération Nationale des Transports de Voyageurs, je demande au futur président de la République d'arrêter d'empiler les normes et de faire confiance aux chefs d'entreprises qui contribuent en toute responsabilité à faire vivre l'économie française.

Michel Seyt

Yves JACQUIN DEPEYRE



Entrepreneur, Yves JACQUIN DEPEYRE est président de la Chambre nationale de la représentation fiscale. Il a notamment publié La Réconciliation fiscale (Odile Jacob, 2016).

Moi Président, je réconcilierais notre fiscalité avec l'économie et la France avec la richesse. Je ferais savoir que j'aime beaucoup les riches et, pas plus bête qu'un Suisse, je les ferais venir en France, des quatre coins du monde, nous payer des impôts. Je renoncerais à la démagogie fiscale, du trop comme du trop peu d'impôts. J'expliquerais à tous que les cadeaux fiscaux sont empoisonnés, car ceux qui les octroient ne payent pas à la place de ceux qu'ils exonèrent. Je consacrerai toute mon énergie à faire la pédagogie de la réalité, qui veut qu'au-delà de la pression fiscale maximum supportable, l'Etat s'appauvrit quand il croit s'enrichir. J'initierais les français à l'intelligence fiscale collective et ferais enseigner l'effet de paire dans les écoles, afin que chacun sache ce que la jalousie coûte à la collectivité toute entière, quand elle conduit les plus fortunés à s'expatrier ou céder leurs entreprises aux capitaux étrangers, ce qui est beaucoup plus grave que ce que la courbe de Laffer laissait à penser.

Moi Président, pour en finir avec l'instabilité fiscale, qui tue l'investissement et compromet l'emploi, je trouverais un compromis avec l'opposition. Pour que ma réforme fiscale dure plus qu'un quinquennat, je suivrais la voie de la réconciliation fiscale. Au lieu de supprimer l'Impôt sur la fortune, contre l'avis de la majorité des français, je le rendrais définitivement intelligent et j'expliquerais comment. Au nom de la lutte contre le chômage, les capitaux investis dans une entreprise seraient exonérés, sans condition ni plafond. Il leur est si facile de quitter le pays et cela nous a déjà tant coûté ! En revanche, les biens immobiliers demeureraient taxés, parce que cette richesse-là est accaparatrice par la nature même de la propriété privée.

Ce qui appartient à l'un est inaccessible aux autres. Au-delà de 500 000 euros, j'imposerais donc de façon progressive le trésor chéri des français et cela de la même façon que le propriétaire vive en France ou à l'étranger. Ce sont surtout les exilés qui sentiraient une différence. Ne plus résider en France ne serait plus le sésame de toutes les exonérations, couronné par 10 ans de privilèges quand enfin on revient au pays. Mais pourquoi donc récompenser les « impatriés » ? Dissuadons-les plutôt de rester à l'étranger. Avec une fiscalité adaptée, nos émigrés auraient tout simplement intérêt à revenir payer les mêmes impôts que les autres Français ! Au total, la plupart des contribuables ne paieraient, ni plus, ni moins, mais la France redeviendrait riche. Le système serait beaucoup plus simple. La société serait apaisée par une certitude, sans exception, ceux qui ont les meilleures places les payent raisonnablement.

Moi Président, j'expliquerais aux français qu'il n'y a pas de pays riche sans riches, que la richesse des uns fait celle des autres, que c'est la pauvreté qu'il faut éradiquer et que les inégalités importent peu, si chacun mange à sa faim.

Yves Jacquin Depeyre

Jean BURTIN

Jean Burtin est le président de la Fédération nationale des Offices de tourisme de France

Moi Président, je ferai reconnaître le tourisme, au plus haut de l'Etat, pour impulser une politique stratégique globale du secteur en France qui représente plus de 7 % de notre PIB et deux millions d'emplois directs et indirects dans nos territoires. Les pouvoirs publics aussi bien nationaux que locaux ont encore et toujours un rôle important à jouer dans le développement touristique car il s'agit d'un secteur composé de multiples acteurs qui a besoin de coordination. Pour cela, je créerai un ministère pour le tourisme ou une délégation interministérielle. Je me battrai également pour que ce portefeuille ministériel soit permanent, comme dans la plupart des pays à vocation touristique comme l'Espagne, l'Italie ou encore les Etats-Unis. Il ne faut plus que le tourisme soit remanié ou divisé, voire oublié, au gré des Gouvernements successifs.

Moi Président, j'accentuerai notre politique de promotion de la Destination France, une destination riche de la diversité de ses territoires. Je doterai Atout France, l'agence de développement touristique de l'Etat, d'un budget digne d'un pays qui occupe la première place mondiale des arrivées de touristes internationaux. Je recentrerai l'action de notre agence sur la promotion et l'observation des clientèles internationales, mais aussi françaises par une relation encore plus étroite avec les organismes du tourisme dans les territoires.

Moi Président, je réorganiserai les structures territoriales publiques de tourisme en fonction des différentes échelles de destinations vécues par le visiteur-client. Pour mettre en place des politiques locales de promotion touristique efficaces et cohérentes, il est indispensable de s'affranchir autant que possible des frontières administratives de nos collectivités.

Les récentes lois de décentralisation ont malheureusement échoué sur ce point. Pour le reste, les recompositions territoriales en cours doivent être perçues comme une opportunité pour mieux réorganiser notre réseau (hors cas particuliers). Certes, nous disposerons de moins d'Offices de Tourisme en nombre, mais de davantage de structures professionnalisées et performantes, sans pour autant mettre à mal le maillage de l'accueil grâce à des organisations nouvelles.

Moi Président, je lancerai une grande politique nationale de l'accueil qui englobera tous les acteurs professionnels qui entrent dans la chaîne du tourisme, y compris les habitants. Pour mener à bien ma politique, je m'appuierai notamment sur le réseau de proximité que forment les Offices de Tourisme, référents en matière d'accueil. Ils sont en prise directe avec tous les acteurs du tourisme dans les territoires. Au fil des années, un accueil d'excellence aussi bien physique, numérique, et aussi hors les murs (au-devant des visiteurs-clients) a été développé grâce à des conseillers en séjour qui deviennent de véritables commerciaux de leur destination.

Moi Président, je m'efforcerai, en définitive, de penser davantage nos politiques publiques touristiques en fonction du visiteur-client dans le but d'agir sur l'amélioration de la qualité de son expérience tout au long de son parcours.

Jean Burtin

Sébastien GROYER

Ingénieur, docteur en philosophie, Sébastien GROYER est investisseur en capital-risque, fondateur d'Equinomy. Il est par ailleurs membre actif du Mouvement français pour un revenu de base (MFRB).

Moi président, je mettrai en place un revenu de base suffisamment élevé en France pour qu'il permette à tous et en particulier aux jeunes de mieux choisir leur activité et leur travail, de prendre des risques en créant leur entreprise, de se former aux mutations du monde et aux nouveaux métiers qui en résultent.

Moi Président, je libérerai les forces économiques de ce pays en simplifiant le maquis des aides sociales par un simple revenu de base inconditionnel, nouveau socle élevé de notre système social et de notre solidarité nationale.

Moi Président, je ferai participer tous les citoyens français à la croissance économique en reliant ce revenu de base au PIB de notre pays afin que chacun puisse profiter de droit des révolutions technologiques en cours comme le numérique ou la robotique.

Moi Président, je permettrai à tous de ne plus craindre la misère car elle aura disparu de notre pays, un revenu de base suffisant garantissant la dignité et la liberté de chacun.

Moi Président, je développerai les formes hybrides d'emploi qui reflètent le monde du travail actuel et les besoins continuels de formation, d'innovation et de création par cette garantie de ressources au long de la vie.

Moi Président, je ferai du chômage non pas une honte et un échec mais une opportunité pour transformer notre pays et notre économie vers plus de créativité et de liberté grâce à l'assurance de toujours avoir de quoi vivre.

Moi Président, j'ouvrirai à chacun la porte d'un rapport de force amélioré pour pouvoir refuser des métiers trop mal payés ou sans intérêt et négocier de meilleures conditions de travail.

Moi Président, je pourrai soigner la fracture éducative entre surdiplômés et sous-diplômés qui se traduit par des inégalités économiques croissantes grâce à une formation permanente des travailleurs et à leur capacité à prendre des risques pour changer de trajectoire ou de carrière.

Moi président, je transformerai la gouvernance des entreprises, qui ont une dimension sociale en tant qu'organisations humaines dans la société, pour qu'elles ne soient plus dirigées vers l'intérêt dominant des actionnaires au détriment des autres parties prenantes.

Moi Président, je favoriserai le travail dans la dignité, le respect du droit et l'esprit de la démocratie, en redonnant davantage d'autonomie et de coresponsabilité à toutes ses composantes/à tous et à chacun, par un revenu de base émancipateur.

Moi Président, je transformerai notre pays et le monde en finalisant la liberté économique par un revenu de base élevé et un système économique équilibré.

Moi Président, je ferai advenir une démocratie conforme à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme pour la première fois depuis la Révolution française qui l'a inspirée.

Sébastien Groyer

Frédéric BIZARD



Économiste, enseignant, chercheur, Frédéric BIZARD est spécialiste des questions sociales et de santé. Son dernier livre : Complémentaires santé, le scandale (Dunod, 2016).

Moi Président, Liberté et justice seront mes priorités. Moi Président, Je réformerai le modèle social de 1945 pour l'adapter au nouveau monde et permettre aux Français de vivre dans une société plus juste et plus solidaire. Je sortirai du modèle corporatiste actuel où les droits sociaux sont assis sur les statuts professionnels pour instaurer un modèle universel où les droits sociaux seront assis sur la personne. La logique universaliste impliquera une transparence du modèle social, qui renforcera la confiance au sein de la société et la cohésion nationale. La distribution des droits sociaux sera connue de tous et ne dépendra pas de l'appartenance à une catégorie professionnelle. Dans la société post-industrielle dans laquelle nous vivons, ce modèle social sera adapté à l'exigence de mobilité sociale qui se généralise dans notre société et à l'évolution des organisations familiales et des modes de vie en général. L'égalité des droits ne signifiera pas l'uniformité des droits (ce n'est pas l'égalitarisme), cette égalité se gèrera dans la diversité afin de cibler en priorité les personnes qui en ont le plus besoin. L'universalité des droits est une condition de l'inclusion sociale de tous. Elle implique des changements profonds dans l'architecture de notre organisation sociale. C'est un projet politique ambitieux d'une nouvelle sécurité sociale adaptée aux défis de notre époque. A titre d'exemple, nous aurons un régime unique et universel de retraites à points.

Moi Président, je redonnerai à notre système de santé sa place de référence mondiale au cours des cinq ans de mon quinquennat. J'établirai une nouvelle stratégie de santé qui sera axé sur l'accès à la santé pour tous et non plus seulement sur l'accès aux soins. Ma politique de santé reposera sur deux piliers : le maintien en bonne santé de la population et l'accès aux meilleurs soins aux meilleurs coûts.

Je mettrai la santé au cœur de toutes les politiques publiques ayant un impact sanitaire, je revaloriserai les spécialités de santé publique comme la médecine scolaire et la médecine du travail. Je donnerai aux médecins généralistes un rôle majeur dans la prévention. Ma priorité dans le financement des dépenses de santé sera de solidariser le système en renforçant le rôle de l'assurance maladie et en mutualisant les dépenses privées sur l'ensemble de la population sans segmentation des risques comme c'est le cas aujourd'hui. La priorité du financement sera les innovations technologiques et thérapeutiques qui seront le principal levier des gains d'efficacité du nouveau système de santé. Je ferai une réforme profonde de l'organisation des soins en faisant évoluer les ordonnances Debré de 1958 pour créer des centres ambulatoires universitaires qui revaloriseront la médecine générale.

Moi Président, j'instaurerai un grand plan Handicap afin de donner une place de premier choix à l'insertion et à l'épanouissement des personnes souffrant de handicap dans notre pays. Alors que près de 2,5 millions de Français sont atteints d'un handicap reconnu administrativement et des millions d'autres sont affectés, notre pays doit faire beaucoup plus pour les inclure dans un projet politique basé sur la liberté et la justice. À la souffrance des familles dont un des membres est atteint d'un handicap lourd, notre pays n'offre souvent pas de solutions de placements dans un établissement spécialisé et oblige ces familles à aller en trouver une à l'étranger. Le renforcement de liberté et la justice commence par ceux qui en ont été privées par les aléas de la vie !

Frédéric Bizard

James FARICELLI



Dirigeant engagé, James FARICELLI est le président-fondateur de l'entreprise Ayl Sécurité. Le credo qu'il a choisi d'adopter est simple et unique : ne recruter que des chômeurs.

Moi Président, je m'appliquerais à recentrer l'État sur ses attributions principales, à réorganiser son action autour de ses compétences régaliennes afin de rendre à la gouvernance toute son effectivité : trois axes principaux seront retenus comme exemple : la politique, l'éducation et les entreprises.

En politique, je m'attacherais à opérer une réforme globale des mandats en désacralisant le statut de politique, en supprimant le cumul des fonctions. Aussi, chaque élu, quel que soit sa circonscription de rattachement et l'étendue de ses attributions, n'aurait plus le droit à une fonction additionnelle (de type HLM, régie, etc.). J'instaurerais de plus un contrôle accru de l'implication, via des dispositifs permettant de verser les indemnités au prorata du temps de présence effectif, et non en fonction de l'émargement de feuilles de présence. Enfin, j'instaurerais le renouvellement unique des mandats non-locaux. À la tête de cet État dynamique, serait élu un président pour sept ans, avec possibilité de révocation par l'assemblée après quatre ans si le programme électif n'était pas respecté. En marge de ces garde-fou, que l'on pourrait également qualifier de "garde-immobilisme", permettrais l'implication des salariés du secteur privé en politique, avec à leur sortie - en lieu et place de retraites et indemnités actuellement conséquentes et versées ad vitam aeternam - une aide au retour à l'emploi.

Moi Président, j'opèrerais une réforme complète de l'éducation. Sans pour autant se séparer de ce qui fonctionne et constitue notre force, comme la recherche fondamentale, je procéderais à une refonte des premier et second cycles en optimisant les programmes permettant aux jeunes d'acquérir les fondamentaux, mais en mettant également davantage l'accent sur tout ce qui fait la richesse de notre société, comme la culture économique, sociale, politique et artistique.

Plus que tout, je veillerais à faire en sorte que l'éducation soit aussi l'apprentissage de la réflexion, je réduirai le nombre d'élèves par classe pour cesser d'abaisser le niveau. En perpétuelle évolution, les programmes du secondaire répondraient aux besoins des entreprises et de l'Etat en termes d'emplois et de compétences.

Moi Président, j'aiderais les entreprises à créer de l'emploi pour tous, sans m'obstiner uniquement à le sauvegarder. Les premiers destinataires de ces réformes seraient les TPE/PME/ETI, dont les patrons en sont aussi les propriétaires, et non les grandes entreprises... dirigées par des patrons qui restent des salariés. Je ferais en sorte que les organismes d'Etat publics et parapublics deviennent des facilitateurs à la croissance des entreprises et non plus des organismes de contrôle ou de sanction. Chacune de mes réformes viserait à faire évoluer les TPE en PME, puis en ETI et donc à générer de l'emploi. Ceci s'accompagnerait d'une simplification et d'une modernisation du code du travail, d'une refonte des systèmes de charges salariales et patronales, d'impôts et taxes diverses.

Libérer le monde du travail en faisant confiance aux entrepreneurs, qui une fois leurs peurs de l'échec et du recrutement raté gommées, nous permettrait d'avoir une société plus juste avec un travail mieux rémunéré. Pour autant, je serais le premier défenseur d'une législation et d'une justice sévères vis-à-vis des patrons délinquants, ce qui induirait de facto une protection des travailleurs. Par là-même, j'enclencherai une refonte totale des syndicats de patrons et de salariés, de manière à ce qu'ils ne se protègent plus eux-mêmes et leurs propres rentes, mais bien ceux qu'ils représentent.

James Faricelli

Antoine BRACHET



Cofondateur du collectif citoyen Les Barbares, président du think tank prospectif Futurbulences, Antoine BRACHET est le porte-parole de Julien Letailleur, premier candidat "crowd-sourcé" à l'élection présidentielle.

Nos sociétés sont assises sur des structures et des institutions anciennes largement déstabilisées par le progrès technologique et social, qu'il s'agisse du numérique ou des approches collaboratives. Pourtant, collectivement, nous continuons à voguer, au gré des vagues, aveugles au tsunami que tout annonce. Incapables de percer le brouillard de notre propre déni, nous sommes comme l'idiot qui regarde le doigt au lieu de la Lune.

Dans la sphère économique, nous naviguons à vue sans voir que le travail, le socle de notre société, est devenue une valeur remise en cause de toute part. D'abord par la mondialisation, puis par une automatisation à une tout autre échelle. Sur le marché du travail, il ne serait pas étonnant que l'offre devienne une denrée rare, sans retour en arrière possible. Nous ne voulons pas voir que l'îlot enchanté des Trente Glorieuses a définitivement disparu derrière notre sillage. À l'horizon, devant nous, il n'y a pas nécessairement –ou peu– de croissance économique. Les automates ont remplacé le travail non qualifié. Les travailleurs sont exposés à la concurrence d'autres pays. Dans le monde qui se dessine au loin, il n'y a plus de place pour les trajectoires simples et prévisibles. Il n'y a plus d'emploi à vie. On change de métier, on travaille, on s'arrête, on reprend, dans un parcours en zig-zag.

Dans la sphère politique, nous ne voyons pas ou ne voulons pas voir que la société civile a désormais les moyens, les outils, les méthodes et la volonté de se saisir des enjeux publics. L'État, qui a été mis en place pour créer les conditions de l'émancipation des individus, n'a plus le monopole de la production de nombreux biens et services. Il n'est plus l'unique ordonnateur de la société. Voilà pourquoi un nouveau pacte entre la société civile et l'État doit être signé.

Moi Président, je ferais en sorte de porter sur la place publique les cinq questions suivantes afin que nous puissions en débattre collectivement et choisir notre avenir : renouvellement du contrat social dans un monde "post travail". Redéfinition du périmètre d'intervention de l'État afin qu'il cesse de réaliser des missions devenues inutiles tout en préservant le souci de l'intérêt général et des communs. Redéfinition de l'éducation susceptible de permettre à nos enfants d'exprimer leur personnalité dans un monde post technologique. Création des conditions permettant à l'écosystème Terre de survivre.

Moi Président, je proposerai que l'État soit réellement l'émancipateur des trajectoires individuelles, sans préjudice des nécessaires mécanismes de solidarité collective, restant l'assureur contre les accidents de la vie. Dans la nouvelle économie des plateformes, il permettra à chacun de prendre le temps de s'adapter aux évolutions économiques, sociales et technologiques.

Moi Président, l'État s'ouvrira aux idées et aux contributions venues de la société civile, au lieu d'en être effrayé. Une démocratie délibérative permettant l'expression citoyenne sera mise en place. Des collaborations nouvelles pourront naître entre des citoyens désireux de s'investir pour la collectivité et l'État.

Moi Président, l'État deviendra plateforme, pour mettre à disposition les données utiles à la concrétisation des idées des citoyens désireux de se saisir des enjeux publics. De ces idées et de ces données, il en fera des infrastructures maintenues avec les meilleurs standards afin de fournir la matière première à l'économie de la connaissance.

Antoine Brachet

Jean VIRY-BABEL



CEO de xRapid Group, Jean VIRY-BABEL est président de French Square, premier réseau des entrepreneurs francophones à Londres.

Moi Président, je reformerais notre environnement économique pour faire enfin entrer les entreprises françaises dans le 21ème siècle. Des startups, aux PME ou aux grands groupes, personne ne peut se permettre de ne pas faire sa révolution numérique... Au-delà des opportunités économiques, c'est une révolution par le haut qui permettra de SIMPLIFIER l'intégralité de la chaîne administrative de la création d'entreprise, des impôts aux feuilles de paie. Pour l'emploi, il faut des règles simples et lisibles aussi bien pour embaucher un collaborateur que pour s'en séparer. Il faut faire de l'assurance chômage un droit à la mobilité, à la formation avec un vrai accompagnement humain.

Moi Président, Je transformerais l'appareil de l'État pour le rendre aux citoyens. Tous les échelons administratifs gagneront leur AUTONOMIE. Par une réelle décentralisation de tous les services de l'État, nous redonnerons à nos territoires le contrôle. Il faut imposer la dématérialisation de TOUTES les démarches et formulaires administratifs. Pour nos élus, il faut limiter à deux mandats nationaux et deux mandats locaux sans aucune possibilité de cumul.

Moi Président, Je redonnerais à l'école la place centrale qu'elle doit avoir dans notre société. Si nous ne savons plus donner toutes leurs chances à l'ensemble nos enfants, nous n'avons plus d'avenir. Il faut RESPONSABILISER les écoles, les professeurs et les parents en leur donnant l'opportunité de choisir les chemins et les méthodes d'apprentissage au-delà des dogmes. Il faut donner la chance à chaque enfant d'apprendre dès les premières heures de maternelle une langue étrangère. Il faut complètement redéfinir les contours de l'éducation supérieure, un brisant les murs entre le système des écoles et de l'université et d'y faire tomber le tabou de la sélection. Enfin tout parcours éducatif du médecin au prof, du plombier à l'informaticien devra être un parcours en alternance entre formation et entreprise.

Nous devons à nos enfants de donner à la France les moyens d'être un acteur majeur de ce nouveau millénaire. Il n'y a pas de déclin écrit d'avance. Il n'y a pas de règles écrites dans la pierre. Nous leur devons une société de l'espoir, de la compassion et de la liberté.

Jean Viry-Babel

Julien LECLERCO



Pdg de l'agence Com'Press, Julien LECLERCO est l'auteur du livre et du blog Journal d'un salaud de patron.

Moi Président, je mettrai en place de VRAIES mesures pour relancer l'emploi. Depuis 2012, les gouvernements successifs ont multiplié les déclarations d'intentions, jetant quelques pistes intéressantes au milieu d'idées pas toujours bienvenues. Malheureusement, bonnes ou mauvaises, ces idées ne sont jamais parvenues à gravir sans embûches les différents échelons politiques et administratifs qui auraient dû leur donner vie.

Le meilleur exemple de cet échec, c'est le fameux contrat génération, proposition phare du candidat Hollande. Si "j'aime" cet exemple-là, c'est qu'il dépolitise le débat. Je ne dis pas du mal de notre futur-ex Président par esprit partisan. La preuve, j'aimais son idée. Pas encore élu, François Hollande proposait la chose suivante : une entreprise qui embauche un jeune en CDI, et s'engage en parallèle à maintenir un senior dans l'emploi, bénéficiera d'une exonération de charges sur ledit senior. La proposition est intelligente, l'exonération de charges allait pouvoir quasiment à elle seule financer l'embauche du jeune. Pour faire court, on allait créer de l'emploi avec un minimum de risque financier, sans que cela coûte beaucoup d'argent à l'État puisque le jeune allait réinjecter son salaire dans l'économie en consommant. C'était sans compter les milliers d'amendements habituels et les heures de "oui mais" issues des discussions parlementaires. Le contrat génération a bien été voté, mais vidé de sa substance. Exit l'exonération de charges, place à une prime de 1 000 euros par trimestre. Bizarrement – ou pas – la mesure est un échec cuisant. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les chiffres. Dans le même genre, encore plus fort, le gouvernement a mis en place une prime (pour une fois très simple à obtenir, il faut le reconnaître) de 2 000 euros par an pour toute nouvelle embauche dans les TPE et PME. Ils sont très fiers d'affirmer que la mesure est un carton. Une question se pose pourtant : qui a créé un emploi parce qu'il y avait cette aide ? La réponse est sans appel : personne. Cette loi coûte de l'argent à l'État et n'a pas créé un seul emploi.

Pour encourager la création d'emploi, il faut avoir le courage de mettre en place une ou deux mesures à la fois très fortes et hyper simples à mettre en place. Une idée à titre d'exemple : étendre les contrats aidés aux entreprises. Si l'on est capable de financer des emplois à 75% dans le secteur non marchand, on doit pouvoir le faire dans le secteur marchand. Avec une différence notable. Au bout de deux ou trois ans, le jour où l'aide disparaît, le chef d'entreprise aura tout fait pour pérenniser l'emploi. Alors que dans le secteur non marchand, l'emploi disparaît avec l'aide. Ne jamais oublier, aussi une donnée primordiale : ces vingt dernières années, en France, 80% des emplois ont été créés par des PME. Ce sont elles, entreprises pilotées par des personnes qui ne sont pas spécialistes de droit social ou de droit fiscal, qu'il faut aider en priorité.

Moi Président, je ferais de la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat l'une des priorités de ma mandature. Voir deux jeunes filles brandir fièrement une pancarte « *Sous le pont d'Avignon, on y pend tous les patrons* », m'avait révolté. Savoir qu'en plus elles n'avaient jamais eu de patron ne m'avait pas rassuré. Quelle image nos jeunes ont-ils des chefs d'entreprise ? L'entrepreneuriat est pourtant une voie extraordinaire pour réaliser ses ambitions, s'accomplir, s'épanouir. Une voie d'autant plus vertueuse qu'elle est ouverte à tous, sans distinction de "classe", de sexe, d'ethnie, de religion. Certains entrepreneurs à succès n'avaient pas de diplôme, promouvoir l'entrepreneuriat auprès de la jeunesse c'est donc s'adresser à tous. La France est un pays qui a ses tares, bien sûr, mais c'est aussi un pays merveilleusement riche sur bien des points de vue. Notamment parce qu'il permet à nos jeunes, qui ont tous un talent, de croire en leurs rêves. Prendre le temps de leur rappeler cela est une mission d'intérêt général, que poursuivent un certain nombre d'associations, comme Entreprendre pour Apprendre ou le Centre des Jeunes Dirigeants. Leur permettre de travailler main dans la main avec l'Education Nationale doit être une priorité.

Moi Président, je ferai mon possible pour cesser d'opposer les uns et les autres dans des débats stériles. Nicolas Sarkozy n'avait pas fait beaucoup de bien à la société française en aggravant certains clivages lors de son mandat. L'expérience François Hollande n'aura rien réglé, bien au contraire. Les débats autour de la déchéance de nationalité avaient attisé les haines et les tensions. Tout ça pour quoi ? La peur de perdre la nationalité fera-t-elle freiner le moindre terroriste ? Bien sûr que non. Dans la même veine, la loi Travail a plongé le pays dans un climat d'une violence rare pendant de longs mois, coûtant la vie à de nombreuses entreprises au passage. Autour de quoi ? D'un texte là encore vidé de sa substance en cours de route et qu'il ne changera pas grand-chose pour personne. Et qui, c'est une certitude que l'on soit pour ou contre cette réforme, ne créera pas d'emplois non plus, ce qui était pourtant sa raison d'être. Du courage. Voilà ce qu'il faut au prochain président. Le courage d'aller au bout de ses idées, bien sûr, mais aussi celui de réconcilier les Français. Les réconcilier avec leurs compatriotes, et les réconcilier avec leur pays, dont il est grand temps de rappeler les forces.

Julien Leclercq

CANDIDATS

	Antoine BRACHET		Antoine JOUTEAU
	Jean BURTIN		Gaspard KOENIG
	Jean-David CHAMBOREDON		François-Michel LAMBERT
	Jacques CHANUT		Thibault LANXADE
	Nicolas DOUCERAIN		Hugues LE BRET
	Emmanuel DRUON		Patrick LÉGERON
	Patrick ERRARD		Jean-Pierre LETARTRE
	Marc ESTAT		Grégoire LECLERCO
	James FARICELLI		Julien LECLERCO
	Xavier FONTANET		Michel LÉVY-PROVENÇAL
	François GARÇON		Martine LIAUTAUD
	Pierre GATTAZ		Pascal LOROT
	Sébastien GROYER		Jean-Claude MAILLY
	Ghislain HANICOTTE		Louis SCHWEITZER
	Philippe HAYAT		Jacques SÉGUÉLA
	Yves JACQUIN DEPEYRE		Jean-Claude SEYS
	Agnès TOURAINE		Michel SEYT
	Jean VIRY-BABEL		Frédéric TIBERGHEN
	Marc TOUATI		Marc TOUATI
	Agnès TOURAINE		Agnès TOURAINE
	Jean VIRY-BABEL		Jean VIRY-BABEL

EUX PRÉSIDENTS ?

PETIT

CODE

DE BONNE CONDUITE

à

L'ATTENTION DU

parfait

CITOYEN

Alice Deleau & Pascal Lenoir
Collaborateurs ADEKWA Avocats

Je n'ai pas le droit de pénétrer dans les bureaux de vote pour discuter de mon choix

Le bureau de vote n'est pas un endroit ouvert à tous et seuls peuvent y pénétrer : les électeurs inscrits sur les listes électorales du bureau, les délégués des candidats ou des listes, les membres et délégués des commissions de contrôle des opérations de vote, les délégués du Conseil constitutionnel pour les scrutins relevant de son contrôle (référendum, élection du Président de la République).

Par ailleurs, toute discussion ou délibération des électeurs reste strictement interdite à l'intérieur des bureaux de vote. Une telle liberté serait en effet considérée comme une violation du secret du vote, de nature à influencer les autres électeurs. Le président du bureau de vote qui a seul la police de l'assemblée peut faire expulser tout électeur qui troublerait ou ralentirait les opérations.

J'ai le droit de venir voter en pyjama

Il n'existe aucune contrainte vestimentaire ni limite à la liberté vestimentaire des électeurs, dans le respect habituel de la décence et des bonnes mœurs dans l'espace public.

La tenue portée ne doit toutefois pas faire obstacle au contrôle de l'identité de l'électeur comme le rappelle la circulaire du 2 mars 2011 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public.

Je n'ai pas le droit de glisser deux bulletins de vote dans l'urne

L'article L.62 du code électoral dispose que l'électeur « fait ensuite constater au président qu'il n'est porteur que d'une seule enveloppe ; le président le constate sans toucher l'enveloppe, que l'électeur introduit lui-même dans l'urne ».

L'article L.93 du même code prévoit qu'est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 15 000 euros, « tout citoyen qui aura profité d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois ».

Chaque électeur ne peut donc voter qu'une seule et unique fois le jour du scrutin.

Attention, cette disposition n'exclue pas la délégation du vote.

A VOTÉ !

J'ai le droit de voter au deuxième tour même si je n'ai pas voté au premier tour

Le président de la République est élu au scrutin majoritaire uninominal à deux tours.

Sauf à ce qu'un candidat obtienne la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour du scrutin, un second tour est organisé entre les deux candidats les mieux placés au sortir du premier acte.

Vous ne perdez pas vos droits en n'allant pas voter au premier tour et cela ne vous empêchera pas de voter au second tour.

Attention : si le citoyen pas inscrit sur les listes électorales au soir du 31 décembre 2016, il ne lui sera pas possible de procéder à cette régularisation entre les deux tours.

J'ai le droit de déléguer mon vote

Le vote par procuration est en effet autorisé et permet de se faire représenter le jour de l'élection par une personne de son choix qui aura la qualité de mandataire. La démarche se fait au commissariat, à la gendarmerie, au tribunal d'instance ou auprès des autorités consulaires. Tous les électeurs peuvent recourir au vote par procuration.

Les motifs admis sont larges : vacances, obligations professionnelles, suivi d'une formation, état de santé, handicap, assistance à une personne malade ou infirme, voire inscription sur les listes électorales d'une autre commune que celle de la résidence.

Le mandataire devra être inscrit dans la même commune mais pas nécessairement dans le même bureau de vote que la personne lui confiant son droit de vote. Il ne devra toutefois pas avoir reçu d'autre procuration, sauf si l'autre procuration a été établie par un français résidant à l'étranger.

J'ai le droit de faire un selfie dans l'isoloir...mais ce n'est quand même pas recommandé !

Le vote à bulletin secret est un des principes fondamentaux de la démocratie. Il est constitutionnalisé en France depuis 1795.

L'article L.59 du code électoral dispose en effet que « le scrutin est secret ».

L'article L.62 du même code précise que l'électeur « doit se rendre isolément dans la partie de la salle aménagée pour le soustraire aux regards pendant qu'il met son bulletin dans l'enveloppe ».

Pourtant, rien n'interdit a priori de se prendre en photo dans l'isoloir tant que le secret du vote n'est pas enfreint.

Néanmoins, le ministère de l'Intérieur a récemment précisé que « si le selfie n'est pas en lui-même source de trouble à l'ordre public, il n'apparaît pas recommandé de le faire car le simple fait de le faire et a fortiori de le publier peut générer un soupçon sur l'indépendance de l'électeur quant à son vote. En effet, rien ne peut garantir que cette publication n'ait été exigée, notamment par des pressions ».

Le selfie dans l'isoloir peut également poser des difficultés si la photo est diffusée immédiatement. En effet, l'article L.49 du code électoral dispose que « à partir de la veille du scrutin à zéro heure, il est également interdit de diffuser ou de faire diffuser par tout moyen de communication au public par voie électronique tout message ayant le caractère de propagande électorale ».

En définitive, le contenu de la photo ne doit pas altérer la sincérité du scrutin. Si votre selfie peut conduire à influencer les autres électeurs, il est alors totalement proscrié.

Je n'ai pas le droit de choisir mon bureau de vote

Le rattachement d'un électeur à un bureau de vote dépend de l'adresse du bien au titre duquel il est inscrit sur la liste électorale.

Ainsi, dans le cas où un électeur possède plusieurs immeubles dans une même commune, c'est à lui de décider les justificatifs qu'il produira à l'appui de sa demande d'inscription, correspondant à l'un ou l'autre de ses immeubles, choix qui déterminera son bureau de vote.

L'inscription sur les listes électorales est, en effet, faite soit au titre du domicile ou du lieu de résidence, soit au titre de l'inscription au rôle d'une des contributions directes communales.

MAIS QUI A PU DIRE ça ?!

Les (grandes) petites phrases politiques de 2016

1
#OKLM
« J'arrive pour tout régler en 2022 ! »

2
#HorsSujet
" Six millions de chômeurs, 100% de dette, le totalitarisme islamique à nos portes et le principal sujet de notre débat... c'est le maire de Pau ! "

3
#Haters
« Sarkozy, comme homme politique il est très fort... Comme homme tout court, il est pathétique »

4
#Souvenirs
« J'ai été journaliste, pigiste permanent, c'est-à-dire que j'ai craché ma race pour pouvoir ramasser du fric et m'occuper de ma famille... »

5
#Calendrier
" Ça fait cinq ans qu'on nous dit que Bachar al-Assad va partir dans quinze jours... "

8
#LaBase
"Je dirais que Poutine est un homme plus sympathique que moi"

6
#MinuteMétéo
"Quand il y a de la neige, il faut attendre qu'elle tombe pour la ramasser"

7
#TravaillerPlus
« Quand on est jeune, 35 heures, ce n'est pas assez »

11
#TropSwag
« Même quand je ne dis rien ça fait du bruit ! »

9
#InstantPhilo
« Mourir, c'est pas facile »

10
#Troll
"Le vol de portable à l'arraché n'existait pas avant que les portables existent"

Saurez-vous dénicher les trublions qui se cachent derrière ces déclarations ?



12
#GagnerPlus
« Je connais bien le monde ouvrier, j'en ai licencié des milliers »

13
#Sorry
"Mon intelligence est un obstacle"

14
#Mémoire
« Certains avaient fait la promesse de ne jamais se représenter s'ils étaient battus »

15
#MonterEnHaut
« Le PS ne travaille jamais pour rien, surtout quand il travaille »

16
#EpicFail
« Il est curieux de constater en France que les veuves vivent plus longtemps que leurs maris »

17
#QueDesNuméros10DansMaTeam
« À droite, ce n'est plus une primaire, c'est une équipe de foot »

18
#Dialogue
"Le 49-3 est un outil qui peut favoriser la discussion"

19
#Einstein
« L'égalité homme-femme est une condition indispensable à la réussite de la lutte contre le dérèglement climatique »

20
#MenuDuJour
« Certains perdent leur sérieux en parlant de frites et de jambon... »

21
#Amen
« J'aime bien aller à la messe parce qu'au moins, pendant une heure, personne ne vous emmerde ! »

22
#MadameIrma
"Aux États-Unis, une présidente va être élue"

23
#PrixNobel
« Une croissance nulle conforte nos objectifs en matière de croissance »



Et les gagnants sont...

- 1 : Manuel Valls 2 : François Filon 3 : Nathalie Kosciusko-Morizet 4 : Jean-Luc Mélenchon 5 : Jean-Frédéric Poisson 6 : Nathalie Kosciusko-Morizet
7 : Emmanuel Macron 8 : Donald Trump 9 : Nicolas Sarkozy 10 : Nadine Morano 11 : Ségolène Royal 12 : Donald Trump 13 : Bruno Le Maire
14 : Jean-François Copé 15 : Jean-Marie Le Guen 16 : Jean-Pierre Raffarin 17 : Jean-Christophe Cambadélis 18 : Bruno Le Roux
19 : Ségolène Royal 20 : François Fillon 21 : Alain Juppé 22 : François Hollande 23 : Michel Sapin

Sous le palais

TARTARE DE CABILLAUD



GHISLAIN HANICOTTE
Associé ADEKWA Avocats

C'est tellement simple, que j'ai bien quelques scrupules à décrire cette "recette". Mais, franchement, c'est léger, sain, subtil...et tellement bon !

Il vous faudra donc un peu de cabillaud, bien frais (*forcément !*), pour le couper en petits morceaux.

Prendre ensuite un avocat, ça peut toujours servir (ou deux selon la quantité de cabillaud), et le réduire en purée avec une fourchette.

Mélanger la purée d'avocat obtenue avec un peu de citron et de crème fraîche.

Ajouter un petit peu de sel, de poivre et de coriandre sur le cabillaud ainsi que sur la purée d'avocat, et le tour est joué !

Pour servir, il vous suffit de placer les cubes ou lamelles de cabillaud dans une petite coupelle, d'y ajouter quelques gouttes de citron, et d'y apposer par-dessus un peu de la purée d'avocat fraîchement concoctée.

Et si en plus, il y a à côté quelques petits toasts de pain grillé... ♦

Instant critique

REVOILÀ SPINOZA !



Le Problème Spinoza
par Irvin D. Yalom

PERRINE LEFEBVRE
Collaboratrice ADEKWA Avocats

La seule évocation du philosophe dans le titre pourrait, a priori, refroidir tout élan vers ce roman. Pourtant, l'obstacle passé, le lecteur découvre un roman philosophico-psychanalytico-historique qui se dévore tel un livre d'aventure. Il faut dire qu'Irvin D. Yalom, professeur émérite en psychiatrie, n'en ai pas à son coup d'essai. Dans la veine de *La méthode Schopenhauer* et *Et Nietzsche a pleuré*, il poursuit avec succès son œuvre de vulgarisation philosophique et psychanalytique.

Le lecteur rencontre cette fois deux personnages historiques que tout oppose : Baruch Spinoza, homme de raison profondément moderne parmi les siens, et d'Alfred Rosenberg, idéologue du parti nazi hanté par la vénération que Goethe portait au philosophe.

La découverte, en parallèle et en alternance, de leurs vies permet à l'auteur d'aborder, avec une plume fluide, des problématiques aussi

intemporelles que l'entente entre la raison et la religion ou encore l'antisémitisme des sociétés modernes, avec, en toile de fond, l'émergence de la psychanalyse et des thèses freudiennes.

Tout au long des 656 pages, le lecteur découvre la pensée moderne et raisonnée de Baruch

Spinoza, isolée dans la société néerlandaise du XVIIe siècle, et se passionne rapidement pour ce roman qui la met en perspective avec la pensée radicale et limitée d'Alfred Rosenberg, qui le mènera, en tant qu'accusé, au procès de Nuremberg.

Éminemment accessible, l'objet témoigne de l'habileté d'Irvin D. Yalom à manier les concepts philosophiques chers à Spinoza dans une forme terriblement efficace, qui pousse le lecteur plus loin dans sa lecture et dans sa réflexion, tant de l'Histoire que du monde actuel.

Un roman instructif et constructif, qui séduit par son érudition et captive comme un polar. ♦



QUAND LE DROIT NE TOURNE PAS ROND

HYGIÈNE ENIVRANTE

C'est bien connu : celui qui conduit, c'est celui qui ne boit pas. Un conducteur ardéchois, parfaitement au fait de cet adage de sécurité routière a tout de même été contrôlé positif au sortir d'un contrôle d'alcoolémie. Certain de ne pas avoir avalé une goutte d'alcool, il a donc entamé un long combat pour prouver son innocence. Après un an de démarches, il a fini par obtenir gain de cause. Mais pourquoi l'individu était-il en état "d'ivresse" lors dudit contrôle ? Extrêmement soucieux de son hygiène buccale, il procédait à trois bains de bouche quotidiens. Et le fluide assainissant en question contenait plus de 43% d'alcool...

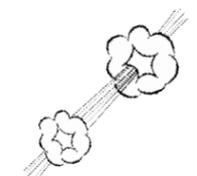


RETOUR À LA CASE DÉPART

Non content d'un séjour en prison à peine terminé et d'un parcours de réinsertion tout juste entamé, un jeune aveyronnais s'est lui-même fourvoyé. En panne au beau milieu de l'A75, l'homme a cru bon avertir la maréchaussée. Problème : le conducteur fraîchement relâché n'avait pas de permis et venait de voler le véhicule qu'il conduisait. Interpellé immédiatement et jugé en comparution immédiate, il a été condamné à trois mois de prison ferme. La gendarmerie s'est visiblement amusée de l'affaire puisqu'elle l'a partagée sur ses réseaux sociaux, smiley et hashtag #ThugLife en prime !

DIVIN PROCÈS

Peu satisfait de sa destinée et des résultats de ses prières, un habitant de la ville d'Haïfa (Israël) a tout bonnement décidé d'intenter une action en justice contre...Dieu ! Malgré un âpre combat de trois ans, l'homme a finalement été débouté. Le juge a estimé que le requérant n'avait pas tant besoin d'un tribunal que d'un hôpital pour faire évoluer ses volontés. Notons que pour défendre sa paroisse, l'Être suprême n'a pas daigné se déplacer à l'audience.



BRÈVES DE PRÉTOIRE

NON MAIS À L'EAU...

Le prévenu : je vous assure, je bois de l'alcool qu'à Noël ou aux anniversaires !

Le juge : mais alors le 7 février, le jour des faits, c'était Noël ou un anniversaire ?

4 VÉRITÉS ENTRE 4 MURS

L'avocat : Quand vous sortirez de prison, je vous aiderai un peu...

Le taulard : Maître, je vous préviens tout de suite, les cambriolages, ça ne s'improvise pas !

CAS CLINIQUE DÉSESPÉRÉ

Le prévenu : Allez madame, laissez-moi en liberté ! On se connaît, c'est vous qui me suiviez quand j'étais mineur...

La présidente : Eh bien ! j'ai dû mal faire mon travail...

AUDIENCE

NUMÉRO QUATRE

Ici, il aurait pu y avoir une pub...

...mais on a dit non !

#Indépendance



Quelques-uns des associés du cabinet ADEKWA Avocats



Une partie de l'équipe du cabinet ADEKWA



Le siège du cabinet ADEKWA, situé dans la métropole lilloise

ADEKWA
A V O C A T S

SIÈGE
157, avenue de la Marne
59700 Marcq-en-Barœul
T 03 20 65 65 80
F 03 20 65 65 99
lille@adekwa-avocats.com
www.adekwa-avocats.com

ÉDITION | CRÉATION | RÉALISATION

ADEKWA
A V O C A T S

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Ghislain HANICOTTE

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION
Victor MOLLET

DIFFUSION
10 000 exemplaires

PARUTION
Janvier 2017
Dépot légal à parution
ISSN 2491-388X

IMPRESSION
DB Print

AUDIENCE

NUMÉRO QUATRE

CAHUZAC CONDAMNÉ À 3 ANS

